

RECONSTRUIRE LES DÉFENSES DE L'AMÉRIQUE

**La stratégie, les forces armées
et les ressources
pour un siècle nouveau**

*Traduit de l'américain
par
Pierre-Henri Bunel*

•
*Correcteur du texte en français
Stéphane Barthe*

•
Mise en page par ReOpen911

*Un rapport du
Projet pour le Nouveau Siècle Américain
Septembre 2000*

À PROPOS DU PROJET POUR LE NOUVEAU SIÈCLE AMÉRICAIN

Fondé au printemps 1997, le Projet pour le Nouveau Siècle Américain est un organisme pédagogique à but non lucratif dont l'objectif est de promouvoir la domination des États-Unis sur le monde. Le projet est une initiative du Projet pour une Nouvelle Citoyenneté. Son président est William Kristol; Robert Kagan, Devon Gaffney Cross, Bruce P. Jackson et John R. Bolton en sont les directeurs et Gary Schmitt en est le directeur exécutif.

«Au moment où le XXe siècle touche à sa fin, les États-Unis se trouvent être la puissance mondiale la plus prééminente. Après avoir conduit l'Occident à la victoire dans la guerre froide, l'Amérique fait face à une occasion favorable et à un défi : Les États-Unis envisagent-ils de tirer parti des réussites des dernières décennies ? Les États-Unis sont-ils résolus à modeler un siècle favorable aux principes et aux intérêts américains ?»

«[Ce dont nous avons besoin, c'est d'] une armée¹ puissante et prête à faire face aux défis présents et à venir, d'une politique étrangère qui promeuve hardiment et résolument les principes américains à l'étranger, d'un pouvoir national qui accepte les responsabilités mondiales des États-Unis.»

«Naturellement, les États-Unis doivent se montrer prudents dans la façon d'exercer leur puissance. Seulement, on ne peut en toute sécurité dissocier les responsabilités de la domination mondiale des coûts qu'entraîne l'exercice de cette autorité. L'Amérique joue un rôle vital dans le maintien de la paix et de la sécurité en Europe, en Asie et au Moyen-Orient. Si nous ne prenons pas nos responsabilités, nous susciterons des défis envers nos intérêts fondamentaux. L'histoire du XXe siècle doit nous enseigner qu'il est important d'organiser les situations avant que les crises ne surviennent et de faire face aux menaces avant qu'elles ne deviennent extrêmes. L'histoire du XXe siècle doit nous inciter à prendre fait et cause pour la domination américaine.»

— Tiré de la déclaration fondatrice du Projet, f : *Les principes*

PROJECT FOR THE NEW AMERICAN CENTURY

1150 Seventeenth Street, N.W., Suite 510, Washington, D.C. 20036

Telephone: (202) 293-4983 / Fax: (202) 293-4572

¹ Il s'agit ici des forces armées en général. Celles-ci se composent aux États-Unis de quatre «services», ou armées : l'armée de Terre, la Marine, les Marines et l'armée de l'Air.

RECONSTRUIRE LES DÉFENSES DE L'AMÉRIQUE

**La stratégie, les forces armées
et les ressources
pour un siècle nouveau**

DONALD KAGAN GARY SCHMITT

Coprésidents du Projet

THOMAS DONNELLY

Auteur principal

RECONSTRUIRE LES DÉFENSES DE L'AMÉRIQUE

La stratégie, les forces armées et les ressources pour un siècle nouveau

SOMMAIRE

Introduction	i
Idées maîtresses	.iv
I Pourquoi une nouvelle étude sur la Défense ?	1
II Quatre missions essentielles	5
III Le redéploiement des forces actuelles.	14
IV Reconstruire les forces armées actuelles	22
V Créer la force dominante de demain	51
VI Les dépenses de défense	70
Les participants au projet	78

INTRODUCTION

Le Projet pour le nouveau siècle américain a été fondé au printemps 1997. Dès le début de ses activités, le Projet s'est inquiété de l'affaiblissement des défenses de l'Amérique et des difficultés qu'il allait poser à la domination américaine sur le monde, et de ce fait à la sauvegarde de la paix. Nos préoccupations se sont trouvées renforcées par deux études sur la défense commandées par le Congrès et qui sont parues peu après : l'étude quadriennale du Pentagone sur la Défense de mai 1997 et le rapport du *National Defense Panel* [Comité National de Défense] ou NDP, de décembre 1997. Les deux études concluaient que les budgets de défense des États-Unis allaient stagner voire continuer à baisser. Le résultat en était que les planifications de défense et les recommandations que contenaient ces deux rapports étaient établies en gardant à l'esprit ces contraintes budgétaires. D'une manière générale, l'étude quadriennale sur la défense limitait aux besoins militaires actuels les dépenses pour faire face aux besoins de défense à venir, alors que le rapport du NDP mettait l'accent sur les besoins à venir en sous-estimant les responsabilités actuelles en matière de défense.

Bien que l'étude quadriennale et le rapport du NDP proposent des politiques différentes, ils avaient en commun un caractère sous-jacent : il fallait réduire l'écart entre les ressources et les besoins stratégiques, non en augmentant les ressources mais en réduisant les ambitions stratégiques. Il semblait que les forces armées américaines devaient préparer l'avenir soit en abandonnant leur rôle de principal défenseur de la sécurité planétaire, soit en expédiant les affaires courantes sans tenir compte des menaces ni des théâtres d'opérations à venir.

Les deux termes de l'alternative nous semblaient être à courte vue. Les États-Unis sont la seule superpuissance au monde, combinant une puissance militaire prééminente, une primauté technique à l'échelle mondiale et l'économie la plus puissante au monde. De plus, l'Amérique est à la tête d'un système d'alliances qui regroupe les autres puissances démocratiques dirigeantes de la planète. À l'heure actuelle, les États-Unis n'ont aucun rival. La grande stratégie de l'Amérique se doit de préserver et accroître cette position favorable pour une durée à venir aussi longue que possible. Toutefois, il existe des États potentiellement puissants qui ne se satisfont pas de la situation présente et désirent la faire évoluer s'ils le peuvent dans des directions qui mettent en danger l'état de paix relative, de prospérité et de liberté dont le monde jouit aujourd'hui. Jusqu'à présent, ils ont été dissuadés d'agir par les capacités et l'étendue mondiale de la puissance militaire américaine. Seulement, dans la mesure où cette puissance décline, de façon relative mais aussi dans l'absolu, les conditions heureuses qu'elle assure seront inéluctablement mises à mal.

Pour préserver la situation stratégique enviable dans laquelle se trouvent en ce moment les États-Unis, il leur faut disposer de la prééminence militaire tant aujourd'hui qu'à l'avenir. Or, des années de réductions des dépenses militaires ont érodé le niveau de préparation opérationnelle de l'armée américaine et mis en danger les plans du Pentagone visant à maintenir la supériorité de nos forces dans les années à venir. L'armée américaine s'est trouvée de plus en plus en sous-effectif, mal équipée et entraînée, tendant à conduire des opérations de circonstance², et mal préparée à s'adapter à la révolution dans le domaine militaire. En

2 *Contingency operations* : Opérations de circonstance. Il s'agit d'opérations imprévues montées en fonction des circonstances, par opposition aux opérations planifiées montées, celles-ci, en partant des plans génériques de défense établis en fonction des menaces prévisibles.

l'absence d'une politique de défense bien conçue et faute d'augmentation idoine des dépenses en matière de défense, les États-Unis se sont aliéné toute possibilité de tirer pleinement parti des conditions stratégiques remarquables qui s'offrent à eux.

En gardant ceci à l'esprit, nous avons conçu au printemps 1998 d'étudier les plans de défense du pays et ses besoins en matière de ressources. Nous sommes partis du principe que les capacités militaires des États-Unis devaient suffire à soutenir une grande stratégie américaine visant à tirer parti de cette situation favorable sans précédent. Nous avons rejeté toutes les contraintes préétablies venant d'hypothèses portant sur ce que le pays voudrait ou ne voudrait pas dépenser pour sa défense.

D'une façon générale, nous considérons que cette étude consiste à bâtir une stratégie dont les contours ont été dessinés par le ministère de la Défense de Cheney dans les derniers jours de l'administration Bush³. Les Conseils en matière de Politique de Défense (CPD) préparés dans les premiers mois de 1992 ont présenté un plan directeur pour le maintien de la prééminence des États-Unis, écartant l'émergence d'une grande puissance rivale, et façonnant l'ordre de sécurité mondiale selon les principes et les intérêts américains. Divulgué avant d'avoir été approuvé officiellement, le document a été critiqué comme étant une tentative des «tenants de la guerre froide» pour maintenir l'effort de défense à un haut niveau et limiter la réduction des forces malgré l'effondrement de l'URSS. Il a en conséquence été enterré par la nouvelle administration, ce qui n'a rien de surprenant.

Bien que notre expérience des huit années écoulées ait modifié notre façon de considérer

les besoins militaires exigés par la mise en œuvre d'une telle stratégie, les principes fondamentaux des CPD restent à notre avis valables. Et ce que le Secrétaire à la Défense Cheney a dit à l'époque, en réponse aux critiques lancées contre les CPD, reste vrai : «Nous pouvons soit conserver les [forces] armées dont nous avons besoin et rester en situation de façonner les choses pour le mieux, soit laisser disparaître cet avantage. [Mais], cela accélérerait l'arrivée du moment où nous devrions faire face à des menaces plus graves, à un coût plus élevé en budget et avec des risques plus graves pour les vies américaines.»

L'étude a été conduite sous forme d'une série de séminaires. Nous avons demandé à de remarquables spécialistes de la Défense de produire des documents visant à étudier différents sujets : les missions et les besoins à venir pour chaque armée, le rôle des réservistes, la doctrine nucléaire stratégique et les défenses antimissile, le budget de la Défense et les perspectives de modernisation des armées, l'état des forces actuelles (entraînement et aptitude opérationnelle), la révolution dans les questions militaires, et la planification de défense pour les conflits majeurs, les conflits de faible intensité et les opérations de police. Ces documents ont circulé au sein de groupes de participants choisis pour leur expérience et leurs qualités de jugement en matière de défense. (On trouvera la liste des participants à la fin du présent rapport). Chaque document est devenu une base de discussion et de débat. Notre but était de se servir de ces documents pour aider aux délibérations, pour générer et évaluer les idées et pour nous aider à mettre au point notre rapport final. Alors que chaque document partait d'un point de vue stratégique commun, nous n'avons pas essayé d'imposer nos vues ou des directives lors de la rédaction de chacun d'entre eux. Nous souhaitons une discussion aussi complète et ouverte que possible.

Notre rapport emprunte largement à ces délibérations. Seulement, nous n'avons pas demandé aux participants aux séminaires d'«entériner» le rapport final. Nous souhaitons des discussions franches et avons cherché à éviter le piège

3 Il s'agit du premier Président Bush, ce document ayant été rédigé au temps de l'administration Clinton. (Rappel du traducteur)

que représente la tentative de produire un texte consensuel mais fade. Nous avons souhaité définir et présenter une stratégie de défense honnête, réfléchie, audacieuse, logique et claire. Nous avons aussi voulu provoquer une discussion sérieuse et documentée, premier pas essentiel pour parvenir à des conclusions sensées et obtenir le soutien de l'opinion.

De nouvelles circonstances nous conduisent à penser que ce rapport pourrait trouver un auditoire plus réceptif aujourd'hui que dans les années récentes. Pour la première fois depuis la fin des années soixante, le gouvernement fédéral gère des excédents. Pendant la plus grande partie des années quatre-vingt-dix, le Congrès et la Maison Blanche ont donné la priorité à l'équilibre budgétaire sur le financement de la sécurité nationale. En fait, dans une large mesure, le budget s'équilibrait grâce à une combinaison d'accroissement des impôts et une baisse du budget de la Défense. Toutefois, l'excédent budgétaire auquel on s'attend dans la décennie à venir fait disparaître la nécessité de maintenir les dépenses en matière de défense à un faible niveau prédéfini.

De plus, le peuple américain et ses représentants élus ont largement pris conscience du déclin de l'armée américaine. De nouveaux articles, des rapports du Pentagone, des témoignages de parlementaires, et des récits anecdotiques venant de membres des armées donnent une image inquiétante d'une armée américaine désorganisée par le faible taux d'engagement et de renouvellements de contrats, les mauvaises conditions de logement, le manque de pièces détachées et d'armes ainsi que par la diminution de l'aptitude opérationnelle.

Enfin, ce rapport arrive après une décennie riche d'expérience des relations avec le monde de l'après-guerre froide. Il avait fallu faire partir les efforts antérieurs visant à mettre sur pied une stratégie de défense cadrant avec l'environnement sécuritaire actuel d'affirmations non évaluées relatives à la nature d'un monde sans superpuissance adverse. Nous avons maintenant une bien meilleure perception de ce que sont nos responsabilités, de ce que peuvent être les menaces à notre rencontre dans ce nouvel environnement sécuritaire et de ce qui sera nécessaire pour assurer une paix et une sécurité relative. Nous estimons que notre rapport reflète cette décennie riche d'expériences et en a tiré profit.

Notre rapport paraît en une année d'élection présidentielle. La nouvelle administration aura besoin de produire une deuxième Étude Quadriennale sur la Défense peu après son entrée en fonction. Nous espérons que le rapport du Projet sera utile comme feuille de route pour la planification de défense du pays, présente et à venir. Nous pensons présenter un programme de défense étayé par des faits tangibles, qui s'appuie sur un examen honnête des problèmes et des solutions, et qui n'évite pas de regarder en face le coût réel de la sécurité. Nous espérons qu'il suscitera un intérêt attentif et un débat sérieux. Le monde de l'après-guerre froide ne restera pas en paix relative si nous continuons à négliger la politique étrangère et les questions de défense. Or, l'attention sérieuse, la réflexion approfondie et la volonté de consacrer les ressources adéquates au maintien de la puissance militaire américaine peuvent rendre le monde plus sûr et mieux garantir les intérêts américains maintenant et à l'avenir.

DONALD KAGAN GARY SCHMITT

Coprésidents du Projet

THOMAS DONNELLY

Auteur principal

IDÉES MAÎTRESSES

Ce rapport procède de la conviction que l'Amérique doit chercher à préserver et renforcer sa situation de domination mondiale en maintenant la prééminence des forces armées des États-Unis. Les États-Unis jouissent aujourd'hui d'une situation stratégique favorable sans précédent dans l'histoire. Ils n'ont à faire face à aucun défi de grande puissance, ils ont le soutien d'alliés riches, puissants et démocratiques sur tous les continents, ils connaissent la plus longue période d'expansion économique de leur histoire et leurs principes politiques et économiques ont été presque universellement adoptés. Jamais au cours de l'Histoire l'ordre sécuritaire international n'a été aussi favorable aux intérêts et aux idéaux américains.

Le défi du siècle à venir est de préserver et développer cette « Paix Américaine ».

Cependant, à moins que les États-Unis ne conservent une puissance militaire suffisante, cette situation favorable va se perdre. Et de fait, au cours de la décennie écoulée, le fait de n'avoir pas mis au point de stratégie de sécurité en mesure de répondre aux nouvelles réalités du monde et de pourvoir en ressources adaptées à tout l'éventail des missions nécessaire à l'exercice de la domination mondiale des États-Unis a placé la paix américaine en situation de risque croissant. Le présent rapport tente de définir ces besoins. En particulier, il nous faut :

DONNER QUATRE MISSIONS DE BASE AUX FORCES ARMÉES AMÉRICAINES :

Défendre le territoire national américain

Conduire victorieusement plusieurs conflits majeurs sur des théâtres d'opérations simultanés, Assurer les missions « de police » liées au modelage de l'environnement sécuritaire dans les régions critiques,

Adapter les forces armées des États-Unis pour tirer parti de la « révolution dans les questions militaires ».

Pour remplir ces missions de base, nous devons consacrer suffisamment d'énergie et de dotations budgétaires. en particulier, il faut que les états-unis :

CONSERVENT LA SUPÉRIORITÉ NUCLÉAIRE STRATÉGIQUE, en appuyant la dissuasion sur une évaluation d'un réseau global et nucléaire qui prenne en compte tout l'éventail des menaces actuelles et émergentes et non le simple équilibre USA – Russie.

RAMENER LES EFFECTIFS DES FORCES ACTUELLES APPROXIMATIVEMENT AU NIVEAU PRÉVU DANS LA « FORCE DE BASE » DÉFINIE PAR L'ADMINISTRATION BUSH, À SAVOIR UN ACCROISSEMENT DE PERSONNEL EN ACTIVITÉ DE 1,4 MILLION À 1,6 MILLION.

REDÉPLOYER LES FORCES DES ÉTATS-UNIS pour répondre aux réalités stratégiques du XXIe siècle en déployant des forces permanentes en Europe du Sud-Est et en Asie ainsi qu'en modifiant le schéma de déploiement naval pour cadrer avec les préoccupations stratégiques des États-Unis en Extrême-Orient.

MODERNISER LES FORCES ARMÉES ACTUELLES DE FAÇON SÉLECTIVE, en exécutant le programme F-22 tout en augmentant les achats d'avions à électronique embarquée et autres types d'appareils, en augmentant la flotte des sous-marins et bâtiments de combat de surface, en achetant des hélicoptères Comanche et des véhicules de tonnage moyen pour l'armée de Terre ainsi que des avions V22-Osprey à rotor pivotant pour le Corps des Marines

ANNULER LES PROGRAMMES «BARRAGES», comme le *Joint Strike Fighter* [avion de combat interarmées], le porte-avion CVX et le système d'arme Crusader qui absorbent un montant exorbitant des fonds du Pentagone tout en n'apportant que peu d'améliorations aux capacités actuelles. Les économies liées à la suppression de ces programmes pourraient servir à intensifier le processus de transformation des armées.

METTRE AU POINT ET DÉPLOYER DES DÉFENSES ANTIMISSILES MONDIALES pour protéger le territoire national américain comme nos alliés et assurer une base sûre à la projection de la puissance des États-Unis autour du monde.

PRENDRE LE CONTRÔLE DES NOUVEAUX «ESPACE ET CYBERESPACE COMMUNS», et ouvrir la route à la création d'une nouvelle armée – les forces spatiales des États-Unis – ayant pour mission de contrôler l'espace.

METTRE À PROFIT LA «RÉVOLUTION DANS LES AFFAIRES MILITAIRES» en vue d'assurer à long terme la supériorité des forces conventionnelles américaines. Mettre sur pied une transformation en deux temps qui

maximise la validité des systèmes d'armes actuelles par l'emploi des techniques nouvelles, et entraîne de profondes améliorations des capacités militaires, pousse à l'émulation entre les armées elles-mêmes et les efforts d'expérimentations interarmées.

ACCROÎTRE LE BUDGET DE LA DÉFENSE en le faisant passer progressivement de 3,5 à 3,8 % du PIB en augmentant chaque année de 15 à 20 milliards de dollars le budget global de la défense.

Il est primordial de répondre à ces exigences si l'Amérique doit conserver son statut de domination militaire dans les décennies à venir. *A contrario*, le fait de ne pas satisfaire à une seule de ces exigences conduirait inévitablement à une sorte de repli stratégique. Au niveau actuel des dépenses en matière de défense, la seule solution est de tenter sans succès de «gérer» des risques toujours croissants en finançant les besoins actuels, par l'hypothèque posée sur ceux de l'avenir, en se retirant des opérations de police afin de conserver des moyens pour les conflits majeurs et en «choisissant» entre la présence en Europe et la présence en Asie, etc. Il

s'agit là de mauvaises options, ainsi que d'économies mal pensées. Les «économies» faites en se retirant des Balkans, par exemple, ne libéreraient pas, et de loin, suffisamment de fonds pour assurer la modernisation ou la transformation des armées. Il s'agit également de fausses économies dans d'autres domaines encore plus sensibles. Ce que coûterait en réalité le fait de ne pas faire face aux besoins de notre défense serait la réduction de la capacité des États-Unis à assurer la domination mondiale et *in fine* signifierait la fin de l'ordre sécuritaire mondial qui est le seul favorable aux principes et à la prospérité américains.

I

POURQUOI UNE NOUVELLE ÉTUDE SUR LA DÉFENSE ?

Depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis se sont attachés à formuler une stratégie nationale militaire et de sécurité cohérente qui prenne en compte les constantes de la puissance et des principes américains tout en cadrant avec les réalités du XXI^e siècle. Faute de cadre stratégique, la planification de défense a été un exercice sans consistance et fermé sur lui-même, souvent dominé par des intérêts bureaucratiques et budgétaires plutôt que stratégiques. En fait, la multiplication des études de défense de la dernière décennie témoigne de l'incapacité à dessiner un schéma logique : à ce jour, on a connu une demi-douzaine d'études officielles sur la Défense, et le Pentagone est en train de préparer une deuxième Étude Quadriennale de Défense pour 2001. À moins que cette EQD II cadre avec les forces armées et les ressources nécessaires à une stratégie américaine viable, elle est, elle aussi, vouée à l'échec.

Ces échecs ont un coût : d'ores et déjà, ils font peser un risque sur une situation historiquement favorable. Après les victoires du siècle passé – deux guerres mondiales, la guerre froide et, plus récemment, la guerre du Golfe – les États-Unis se trouvent être la seule grande puissance à la tête d'une coalition de pays libres et prospères et n'ont face à eux aucun défi de grande puissance.

La paix américaine s'est montrée pacifique, stable et durable. Au cours de la décennie écoulée, elle a assuré le cadre géopolitique d'une large croissance économique et la diffusion des principes américains de liberté et de démocratie. Cependant, on ne peut jamais figer la politique internationale dans le temps et même une *Pax Americana* mondiale ne saurait s'auto-protéger.

De façon paradoxale, au moment où la puissance et l'influence américaines sont à leur apogée, les forces armées américaines trébuchent vers l'épuisement, incapables de faire face aux exigences de leurs missions nombreuses et variées, dont l'adaptation au champ de bataille de demain. Les forces actuelles, amputées d'un tiers ou plus au cours de la dernière décennie, souffrent d'une préparation opérationnelle dégradée, de difficultés à recruter et retenir suffisamment de soldats, marins, aviateurs et Marines. Ceci en raison d'une «vacance d'achats» qui perdure et a eu pour conséquences le vieillissement prématuré des systèmes d'armes, d'infrastructures militaires toujours plus obsolètes et inadaptées, d'assises industrielles timorées et mal organisées pour devenir «l'arsenal de la démocratie» pour le XXI^e siècle, d'un manque d'esprit novateur qui menace les avantages techniques et opérationnels dont ont joui les États-Unis pendant une génération et sur lesquels repose la stratégie américaine. Enfin, et d'une façon plus dangereuse, le tissu social militaire s'effiloche et s'use. Les forces armées américaines souffrent d'une dégradation de la qualité de la vie qui tranche avec les espérances des classes moyennes. Les hommes et femmes du rang, les sous-officiers et les jeunes officiers manquent de plus en plus de confiance en leurs supérieurs dont ils pensent qu'ils n'informent pas leurs supérieurs civils des vérités déplaisantes. En somme, au moment où la paix américaine s'étend sur la planète, la puissance qui la protège est de plus en plus dépassée par ses missions.

Il ne s'agit pas là d'un paradoxe mais de l'inévitable conséquence d'une incapacité à faire cadrer les moyens militaires avec les fins géopolitiques.

Derrière les échecs des études successives sur la Défense de la décennie écoulée gît l'idée selon laquelle l'effondrement de l'Union soviétique a entraîné une «pause stratégique». En d'autres termes, jusqu'à ce qu'émerge le défi d'une autre grande puissance, les États-Unis pourraient jouir d'un répit face aux exigences de la domination mondiale. Tel le boxeur entre deux saisons de championnat, l'Amérique pourrait s'offrir le luxe de se reposer et de prendre du bon temps, sûre de disposer de suffisamment de temps pour se préparer au prochain grand défi. Ainsi, les États-Unis pourraient se permettre de réduire la taille de leurs forces armées, de fermer des bases outre-mer, d'arrêter des programmes majeurs d'armement et «d'engranger les dividendes de la paix». Pourtant, ainsi que nous l'avons constaté au cours de la décennie écoulée, aucune puissance dans le monde n'a baissé la garde; toutes ont mis à profit l'effondrement de l'empire soviétique pour étendre leur influence et défier l'ordre sécuritaire qu'assurent les États-Unis.

Au-delà de la notion infondée de pause stratégique, les récentes études de défense ont souffert d'une compréhension à contresens de la dimension militaire de l'affrontement de la guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique. La stratégie de confinement américaine ne procédait pas du concept selon lequel la guerre froide n'aurait été qu'un affrontement purement militaire dans lequel l'armée américaine aurait marqué l'Armée Rouge de char à char; au lieu de cela, les États-Unis ont cherché à dissuader les Soviétiques au plan militaire tout en les battant au cours du temps sur les terrains économique et idéologique. Et même dans le domaine des affaires militaires, la mise en œuvre de la dissuasion a permis ce que l'on nomme en termes militaires «une économie de la force». Le principe de fonctionnement de l'Otan, par exemple, consistait à dissuader d'une invasion de l'Europe occidentale et non d'envahir et occuper le sol soviétique. De plus, l'équilibre bipolaire de la terreur nucléaire avait rendu généralement prudents tant les États-Unis que l'Union soviétique. Derrière la moindre guerre par procuration dans la région la plus reculée se profilait la perspective de l'apocalypse. Ainsi, en dépit de nombreuses erreurs de calcul au cours des cinq décennies de la guerre froide, les États-Unis ont bénéficié d'une sécurité et d'une stabilité importantes au niveau mondial rien qu'en bâtissant un arsenal nucléaire crédible et relativement bon marché.

	Guerre froide	XXI ^e siècle
Système de sécurité	Bipolaire	Unipolaire
But stratégique	Contenir l'Union soviétique	Préserver la <i>Pax Americana</i>
Principale(s) mission(s) militaire(s)	Dissuader l'expansionnisme soviétique	Protéger et étendre les zones de paix démocratiques, dissuader toute compétition de la part d'une nouvelle grande puissance. Protéger les régions clés, s'adapter à l'évolution de la guerre.
Principale(s) menace(s) militaire(s)	Guerre mondiale potentielle sur de nombreux théâtres	Guerres de théâtres potentielles dans le monde entier.
Accent sur la compétition stratégique	Europe	Asie orientale.

Toutefois, au cours de la décennie qui a suivi la guerre froide, presque tout a changé. Le monde de la guerre froide était bipolaire, le XXI^e siècle est, pour le moment au moins, résolument unipolaire avec l'Amérique à sa tête comme «seule superpuissance». L'objectif stratégique des États-Unis était le confinement de l'Union soviétique; aujourd'hui, la mission est de préserver un environnement sécuritaire international compatible avec les intérêts et idéaux des États-Unis. Le travail des militaires durant la guerre froide était de dissuader l'expansionnisme soviétique. Aujourd'hui, leur mission est de protéger et d'étendre les «zones de paix démocratique», de dissuader l'émergence d'une nouvelle grande puissance concurrente, de défendre les régions clés de l'Europe, de l'Asie orientale et du Moyen-Orient ainsi que de protéger la prééminence américaine face à l'évolution de la guerre qu'ont rendue possible les techniques nouvelles. De 1945 à 1990, les forces armées des

États-Unis se sont préparées à une guerre mondiale unique qu'on aurait pu avoir à conduire sur de nombreux théâtres. Au cours du siècle qui commence, la perspective est celle de différentes guerres de théâtre dans le monde entier contre des adversaires distincts et séparés qui poursuivront des buts distincts et séparés. Au cours de la guerre froide, l'axe de pénétration principal de la superpuissance rivale, le « centre de gravité stratégique », était en Europe où des forces conventionnelles puissantes appartenant aux États-Unis et à l'Otan se préparaient à repousser une offensive soviétique et où une guerre nucléaire était susceptible de démarrer. Avec

Aujourd'hui, l'Amérique consacre moins de 3 % de son PNB à la Défense nationale, moins qu'à aucune autre époque depuis que les États-Unis se sont institués première puissance mondiale.

une Europe vivant aujourd'hui en paix d'une manière générale, le nouveau centre d'intérêt stratégique semble glisser vers l'Asie Orientale. Les missions des forces armées américaines ne se sont pas réduites pour autant. Les menaces sont de moindre ampleur mais sont plus nombreuses. Au cours de la guerre froide, l'Amérique a assuré sa sécurité « en gros » en dissuadant l'Union

soviétique au plan mondial. De nos jours, on ne peut assurer la même sécurité qu'« au détail » par la dissuasion ou, si besoin est, en forçant les ennemis régionaux à se comporter de manière à protéger les principes et intérêts américains.

Cette faille entre un éventail de réalités stratégiques diverses et chères et la diminution des forces et des ressources de la défense explique amplement que le chef d'état-major des armées⁴ déclare régulièrement qu'il entrevoit un « haut risque » à remplir les missions confiées aux forces armées américaines à l'aune de la stratégie nationale que présente le gouvernement. En fait, une évaluation faite par l'État-major des armées au plus fort de la campagne aérienne du Kosovo a estimé les risques comme étant à un niveau « inacceptable ». De tels risques sont le résultat de la combinaison des nouvelles missions décrites ci-dessus et de la réduction

dramatique des forces armées qui est intervenue à la suite de la réduction de l'effort de défense de la dernière décennie. Aujourd'hui, l'Amérique consacre moins de 3 % de son PNB à la Défense nationale, moins qu'à n'importe quel moment depuis la période précédant la seconde guerre mondiale. En d'autres termes, depuis que les États-Unis se sont instaurés première puissance mondiale et depuis 1992, année du premier budget de l'après-guerre froide, où il était de 4,7 % du PNB. L'essentiel de cette réduction s'est produit sous le mandat de l'administration Clinton. Malgré les promesses initiales de rester au niveau de dépenses militaires qu'avait préconisé le dernier programme de l'administration Bush⁵, le Président Clinton a réduit de 160 milliards de dollars le programme Bush rien qu'entre 1992 et 1996. Pendant les 7 premières années de l'administration Clinton, on a différé environ 426 milliards de dollars de dépenses d'investissements dans la Défense, générant ainsi un fléchissement énorme dans les achats d'armement.

L'effet le plus immédiat de la réduction des dépenses de défense a été un déclin précipité de la disponibilité opérationnelle. Dans toutes les armées, les unités rendent compte d'une disponibilité altérée, de pénurie en pièces détachées et en effectifs, d'un régime d'entraînement réduit et d'activités différées ainsi que de nombreuses autres difficultés. Lors de dépositions devant le Congrès, des chefs d'état-major des armées rendent maintenant régulièrement compte du fait que leurs forces sont inadaptées à faire face aux exigences de la stratégie nationale militaire de « conduite de deux guerres ». La presse s'est intéressée à ces questions d'aptitude opérationnelle lorsqu'il est apparu que deux divisions de l'armée de Terre ont été notées C-4, ce qui signifie qu'elles n'étaient pas prêtes au combat. Pourtant, il aurait été plus parlant d'expliquer qu'aucune des dix divisions de l'armée de Terre n'a obtenu le niveau le plus élevé, C-1. Ceci reflète l'ampleur des effets de la glissade des normes d'évaluation de l'aptitude opérationnelle. Par comparaison, toutes les divisions qui se sont engagées dans les opérations *Desert Shield* et *Desert Storm* en 1990-91 étaient notées C-1. Il ne s'agit là que d'un instantané qui montre le niveau des forces armées des États-Unis aujourd'hui.

4 *Chairman of the Joint Chiefs of Staff Committee*: Président du comité des chefs d'état-major. Il s'agit du comité des chefs d'état-major de l'armée de Terre, de la Marine, et de l'aviation. Le chef d'état-major de la Marine (*Navy*) y représente le commandant du corps des *Marines* qui dépend de la Marine.

5 Nous sommes en 2000 et l'administration Bush dont parle document du PNAC est celle du premier Président Bush.

Ces problèmes de disponibilité opérationnelle se trouvent exacerbés du fait que les forces armées américaines sont mal positionnées pour faire face aux crises actuelles. En Europe, par exemple, la grande majorité des unités de l'armée de Terre et de l'armée de l'Air restent sur les bases de la guerre froide, en Grande-Bretagne et en Allemagne, alors que les questions de sécurité sur le continent se sont déplacées vers le sud-est de l'Europe. Des rotations temporaires de forces vers les Balkans et ailleurs dans le sud-est de l'Europe accroissent fortement le coût général des opérations. De la même manière, l'administration Clinton a fait perdurer la fiction selon laquelle les opérations des forces armées américaines dans le golfe Persique sont de simples missions temporaires. Près d'une décennie après la Guerre du Golfe, les forces américaines des trois armées – Terre, Air, Marine – continuent à assurer la protection des intérêts permanents des États-Unis dans la région. Outre les missions navales tournantes, l'armée de Terre entretient l'équivalent d'une brigade blindée au Koweït neuf mois par an, l'armée de l'Air a deux escadres mixtes en opérations permanentes d'interdiction de survol des zones interdites du nord et du sud de l'Iraq. Et malgré l'inquiétude croissante face à l'émergence de la Chine et à l'instabilité en Asie du Sud-Est, on ne trouve de bases militaires presque exclusivement que dans des bases en Asie du Nord-Est.

En dépit de toutes ces difficultés à faire face aux missions actuelles, le Pentagone n'a pratiquement rien fait pour se préparer à un avenir qui promet d'être très différent et potentiellement beaucoup plus dangereux. On conçoit couramment que l'information et les autres techniques nouvelles, ainsi que la prolifération des techniques et de l'armement, créent une dynamique qui peut mettre en danger les capacités de l'Amérique à exercer sa domination militaire. Des rivaux potentiels comme la Chine tiennent à mettre largement à profit cette évolution des techniques tandis que des adversaires comme l'Iran, l'Iraq et la Corée du Nord se hâtent de mettre au point des missiles balistiques et des armes nucléaires pour dissuader l'Amérique d'intervenir dans les régions dont ils veulent s'emparer. Et pourtant, ni le ministère de la Défense, ni les armées n'ont fait beaucoup plus que simplement coller une étiquette «transformation» sur les programmes lancés au cours de la guerre froide, tout

en détournant leurs efforts et leur attention vers un processus d'expérimentations conjointes qui freinent l'innovation plus qu'elles ne l'encouragent. Au lieu d'admettre que l'évolution rapide des techniques rend difficile de déterminer sur quels systèmes d'armes il faudra mettre l'accent, les armées s'accrochent toujours davantage aux programmes et concepts traditionnels. Comme l'a souligné dans une étude sur les expérimentations du Pentagone Andrew Krepinevich, membre de la commission nationale de défense, «Malheureusement, le discours du ministère de la Défense affirme qu'il faut financer d'urgence ou de façon substantielle l'évolution des armées et leurs expérimentations conjointes... À ce jour, les efforts du ministère sont dispersés et tristement sous-financés».

En somme, les années 90 ont été une «décennie de négligence en matière de défense». Cela pose un défi énorme au futur Président des États-Unis : il lui faut accroître le budget de la Défense pour préserver la domination géopolitique des États-Unis ou alors rompre ses engagements en matière de sécurité, lesquels sont l'image de la situation de seule superpuissance de l'Amérique et sont *in fine* la garantie de la sécurité des libertés démocratiques et des droits civiques des individus. Ce choix sera l'un des premiers qui se posera au Président : une nouvelle législation exigera de la nouvelle administration qu'elle façonne une stratégie nationale de sécurité dans les six mois qui suivront sa prise en charge des affaires au lieu d'attendre une année entière, et qu'elle produise une nouvelle étude quadriennale de défense à la suite de celle-ci. Plus généralement, le nouveau Président aura à décider si le «moment unipolaire» d'aujourd'hui, pour reprendre l'expression qu'emploie l'éditorialiste Charles Krauthammer au sujet de la domination géopolitique actuelle de l'Amérique, sera prolongé ainsi que la paix et la prospérité qu'il assure.

La présente étude vise à cadrer ces choix de façon claire et à rétablir le lien entre la politique étrangère des États-Unis, la stratégie de sécurité, la planification militaire et le financement de la Défense. S'il faut conserver et étendre une paix américaine, elle doit s'appuyer sur les fondations indiscutables d'une prééminence militaire des États-Unis.

II

QUATRE MISSIONS ESSENTIELLES

La domination mondiale des États-Unis et leur rôle de garant de la paix actuelle de grande puissance repose sur la sécurité du territoire national, la conservation d'un équilibre favorable des forces en Europe, au Moyen-Orient et dans les régions productrices de pétrole qui l'entourent et en Extrême-Orient. Ils sont aussi garants de la stabilité générale du système international des États nations en ce qui concerne le terrorisme, le crime organisé et d'autres «acteurs non étatiques». L'importance relative de ces éléments et les menaces à l'encontre des intérêts des États-Unis peuvent varier en fonction du temps. L'Europe, par exemple, est à l'heure actuelle remarquablement calme et stable malgré l'agitation dans les Balkans. *A contrario*, l'Extrême-Orient semble entrer dans une ère qui possède un potentiel croissant d'instabilité et de compétition. Dans le Golfe arabo-persique la puissance et la présence américaines ont réussi à assurer une relative sécurité extérieure aux alliés des États-Unis mais les perspectives à long terme sont plus sombres. D'une manière générale, la stratégie américaine pour les décennies à venir devrait chercher à asseoir les conséquences des grandes victoires remportées au XXe siècle qui ont fait par exemple de l'Allemagne et du Japon des démocraties stables, à maintenir la stabilité au Moyen-Orient tout en établissant les conditions des succès du XXIe siècle, en particulier en Extrême-Orient.

Abandonner une seule de ces exigences reviendrait à remettre en question le statut de puissance dirigeante mondiale qui est celui de l'Amérique. Comme nous l'avons vu, ne serait-ce qu'un échec mineur comme celui de Somalie ou une victoire

tronquée et incomplète dans les Balkans suffisent à jeter un doute sur la crédibilité des États-Unis. L'incapacité à définir une stratégie de sécurité militaire et stratégique mondiale cohérente au cours de l'après-guerre froide a généré des contestations. Des États qui cherchent à établir des hégémonies régionales continuent à sonder les limites du périmètre de sécurité américain. Aucune des études de défense de la dernière décennie n'a vraiment évalué le poids des missions qu'impose la domination mondiale des États-Unis : la défense du territoire national, conduire et gagner des conflits majeurs

Aucune des études de défense de la dernière décennie n'a vraiment évalué le poids des missions qu'impose la domination mondiale des États-Unis, ni quantifié de façon idoine les forces et moyens nécessaires pour remplir ces missions avec succès.

sur des fronts multiples, conduire des opérations de police qui préservent la paix en vigueur et transformer les forces armées américaines pour tirer parti de la «révolution du monde militaire». Elles n'ont pas non plus quantifié de façon idoine les forces et moyens nécessaires pour remplir ces missions de façon séparée et avec succès. Bien que cela nécessite des analyses plus détaillées, le but de la présente étude est de dessiner les contours des grandes forces et ressources «tous azimuts» nécessaires pour remplir les missions variées qu'exige une stratégie de prééminence américaine aujourd'hui et demain.

LA DÉFENSE DU TERRITOIRE NATIONAL. L'Amérique doit défendre son territoire national. Au cours de la guerre froide, la dissuasion nucléaire a été l'élément clé de la défense du territoire national et elle reste essentielle. Mais le nouveau siècle a apporté avec lui de nouveaux défis. Tout en reconfigurant ses forces nucléaires, les États-Unis doivent aussi contrebalancer les effets de la prolifération des missiles balistiques et des armes de destruction massive qui permettront bientôt à des États de moindre importance de dissuader les actions militaires des États-Unis en menaçant leurs alliés et le territoire américain lui-même. De toutes les missions actuelles et nouvelles des États-Unis, celle-ci doit avoir la priorité.

LES CONFLITS MAJEURS. Deuxièmement, les États-Unis doivent conserver suffisamment de forces capables de se déployer rapidement et de conduire victorieusement plusieurs conflits majeurs simultanés tout en étant capables de riposter à des circonstances inattendues dans des régions où ils n'ont pas de bases avancées. Cela rappelle la norme «deux guerres» qui a été la base de la planification militaire au cours de la décennie écoulée. Pourtant, cette norme-là doit être mise à jour pour prendre en compte de nouvelles réalités et de nouveaux conflits potentiels.

LES MISSIONS DE POLICE. Troisièmement, le Pentagone doit conserver des forces pour préserver la paix actuelle de façon moins consommatrice que la conduite de campagnes sur des théâtres majeurs. Une décennie d'expérience et les politiques de deux administrations ont démontré qu'il faut accroître le volume de telles forces pour faire face aux exigences des nouvelles missions à long terme de l'Otan dans les Balkans, sur la zone d'interdiction de vol et autres missions en Asie du Sud-Ouest⁶ ainsi que d'autres missions de présence dans d'autres régions vitales d'Asie orientale. Ces missions sont aujourd'hui les plus fréquentes et exigent des forces configurées pour le combat tout en étant capables de tenir dans la durée des opérations de police indépendantes.

LA TRANSFORMATION DES FORCES ARMÉES AMÉRICAINES. Finalement, le Pentagone doit dès maintenant commencer à tirer parti de ce qu'on appelle la «révolution dans le domaine militaire», initiée par l'introduction de techniques de pointe dans les systèmes militaires. Il faut considérer cet aspect des choses comme une mission séparée et essentielle qui mérite de mobiliser

Les forces armées américaines actuelles sont mal préparées à remplir ces quatre missions. Au cours de la décennie écoulée, les efforts visant à définir et bâtir des défenses antimissiles efficaces ont été mal conçus et insuffisamment financés. L'administration Clinton a proposé de profondes réductions des forces nucléaires sans avoir suffisamment analysé l'évolution de l'équilibre mondial des forces nucléaires. Pendant que les États-Unis, maintenant, conservent en général suffisamment de forces d'active et de réserves pour faire face à la norme traditionnelle des «deux guerres», ce n'est vrai qu'au plan théorique et dans les conditions géopolitiques les plus favorables. Comme les chefs d'état-major des armées l'ont reconnu lors des dépositions devant le Congrès, ils n'ont pas les forces suffisantes pour faire face aux critères d'une guerre double tels que définis par les commandants en chef territoriaux. Il faut revoir en profondeur les exigences que posent les conflits majeurs pour prendre en

compte les nouvelles réalités stratégiques. L'une de ces réalités est constituée par les exigences des opérations de maintien de la paix. Faute de mieux les comprendre, la capacité de l'Amérique à conduire des conflits de forte intensité sera battue en brèche. De la même façon le processus de transformation a été traité par-dessus la jambe.

Pour faire face aux exigences des quatre missions mises en avant plus haut, il faut que les États-Unis entreprennent une action en deux temps. La tâche immédiate est de reconstruire les forces actuelles en s'assurant qu'elles ont autant d'importance que celles qui précèdent : façonner l'environnement du temps de paix et gagner la guerre sur des théâtres simultanés. Il faut que ces forces soient suffisamment puissantes pour remplir ces missions sans se trouver face à un risque «élevé» voire «inacceptable» comme c'est le cas actuellement. La deuxième tâche est de prendre

⁶ Asie du Sud-Ouest. Dénomination stratégique américaine pour le Proche-Orient, le Moyen-Orient, l'Iran, l'Afghanistan, et le Pakistan. L'Asie du Sud-Ouest fait partie de la zone de responsabilité du Commandement Centre, le CENTCOM.
édition du 09/06/08

sérieusement en compte une transformation du ministère de la Défense. Cette tâche-ci devra elle-même se faire en deux temps : pour la décennie à venir, voire davantage, les forces armées continueront à faire fonctionner nombre des systèmes actuels, à s'organiser en unités traditionnelles et à mettre en œuvre les concepts opérationnels actuels. Toutefois, cette période de transition devra être le premier pas vers une refonte plus en profondeur. Au cours des quelques décennies à venir, les États-Unis doivent déployer un système de défense antimissile à l'échelle mondiale, découvrir des moyens de prendre le contrôle des «nouvelles frontières communes» de l'espace et du cyberspace ainsi que mettre sur pied de nouvelles forces conventionnelles aptes à faire face à de nouveaux défis stratégiques et à un nouvel environnement technique.

Les forces nucléaires

La sagesse d'aujourd'hui, en ce qui concerne les forces stratégiques de l'après guerre froide, est contenue dans un commentaire de feu Les Aspin, le premier ministre de la Défense de l'administration Clinton. Aspin avait écrit que l'effondrement de l'Union soviétique avait «complètement fait disparaître l'intérêt, pour les États-Unis, de disposer d'armes nucléaires» et «Si aujourd'hui on nous offrait une baguette magique pour faire disparaître les armes nucléaires et le savoir qui les concerne, il est très vraisemblable que nous l'accepterions». Étant donné que les États-Unis sont la première puissance militaire en termes d'armes conventionnelles, on peut comprendre cette position. Mais c'est justement parce que nous possédons une telle puissance que des États opposés de moindre taille et à la recherche d'un avantage qui rétablirait l'équilibre, sont disposés à se doter de leurs propres armes de destruction massive. Quels que soient nos souhaits les plus profonds, la réalité du monde actuel est qu'il n'existe pas de baguette magique susceptible d'éliminer de telles armes (ou de façon plus fondamentale, l'intérêt que présente le fait de s'en doter) et que pour dissuader quiconque d'en user, il faut que les États-Unis aient une capacité nucléaire fiable et prééminente.

Alors que la posture officielle des États-Unis en matière nucléaire est restée conservatrice aux termes de la *Nuclear Posture Review* [Révision de

la posture en matière nucléaire] de 1994 et de l'Étude Quadriennale de Défense de 1997, alors que les dirigeants du Pentagone invoquent la permanence d'un besoin de forces de dissuasion nucléaire, l'administration Clinton a pris une série de mesures visant à ébranler la disponibilité et l'efficacité des forces nucléaires américaines. Elle a notamment pratiquement arrêté la mise au point d'armes nucléaires plus efficaces et plus sûres, a fait cesser complètement les essais souterrains et a conduit à l'atrophie le complexe «armement» du ministère de l'Énergie par manque de soutien [financier et logistique]. L'administration a également pris la décision de conserver en service actif les armes actuelles des années au-delà de leur limite de validité. Lorsqu'on combine ceci avec les réductions des essais en vol et des tests-système des armes elles-mêmes, on se pose quantités de questions à propos de la persistance de la sûreté et de la fiabilité de l'arsenal stratégique du pays. La gestion par l'administration des capacités de dissuasion du pays a été avec justesse décrite par le Congrès comme une «érosion à dessein».



Avant de prendre quelque décision au sujet d'une réduction des forces nucléaires des États-Unis, il faut procéder à une nouvelle évaluation de l'équilibre nucléaire mondial qui prenne en compte tant les forces nucléaires chinoises et autres que celles des Russes.

Au lieu d'entretenir et améliorer la dissuasion nucléaire américaine, l'administration Clinton a mis sa confiance en de nouvelles mesures de contrôle de l'armement, tout particulièrement en signant le Traité d'interdiction totale des essais nucléaires (TITEN). Ce traité proposait un nouveau régime multilatéral s'appliquant à 150 États dont l'effet principal était d'obliger l'Amérique à fournir un parapluie nucléaire mondial permettant à des pays comme le Japon ou la Corée du Sud de ne pas mettre au point d'armes qui sont largement à la portée de leurs compétences scientifiques tout en ne faisant pas grand-chose pour enrayer la pro-

lification des armes nucléaires. Le Sénat a eu beau refuser de ratifier ce traité, l'administration continue à se conformer à ses exigences fondamentales. Et bien qu'il puisse être sage de continuer pour le moment à observer le moratoire actuel sur les essais nucléaires, parce qu'il faudrait de toute façon des années pour remettre en état les installations d'essais laissées à l'abandon, il s'agit là à terme d'une situation intenable. Si les États-Unis doivent disposer d'une dissuasion nucléaire à la fois efficace et sûre, ils devront procéder à des essais.

Ceci dit, de tous les éléments de la posture militaire des États-Unis, ce sont peut-être les armes nucléaires qui ont le plus besoin de remise à niveau. Les armes nucléaires restent un composant essentiel de la puissance militaire des États-Unis, mais il n'est pas évident que l'arsenal actuel soit adapté au monde de l'après-guerre froide qui est en train de se mettre en place. La réflexion stratégique d'aujourd'hui prend en compte bien d'autres éléments que le seul équilibre des forces entre l'Amérique et la Russie. La planification nucléaire américaine et les politiques de contrôle des armements qui y sont liées doivent prendre en compte un plus large éventail de variables que par le passé, dont le nombre croissant de petits arsenaux nucléaires, de la Corée au Pakistan jusqu'à peut-être bientôt l'Iran et l'Irak ainsi qu'une force nucléaire chinoise qui se modernise et monte en puissance. De plus, il se pose la question du rôle que devraient jouer les armes nucléaires dans la dissuasion contre les autres armes de destruction massive comme les armes chimiques et biologiques, sachant que les États-Unis ont renoncé à la mise au point et à l'emploi de ces armes. En outre, il peut être nécessaire de mettre au point une nouvelle famille d'armes nucléaires destinée à faire face à de nouveaux besoins militaires comme le traitement d'objectifs enfouis en profondeur dans le sous-sol ou les bloc-khaus renforcés que sont en train de construire nombre de nos adversaires potentiels. Il n'y a pas eu non plus d'étude sérieuse sur le rapport avantage / coût du maintien de la « triade » nu-

La gestion par l'administration des capacités de dissuasion du pays a été avec justesse décrite par le Congrès comme une « érosion à dessein ».

cléaire traditionnelle. Ce qui est tout d'abord indispensable, c'est une évaluation générale précise des types et du nombre d'armes nucléaires nécessaires aux États-Unis pour faire face à leurs responsabilités dans un monde postsoviétique.

En bref, jusqu'à ce que le ministère de la Défense puisse mieux définir ses besoins nucléaires pour l'avenir, une réduction importante de l'arsenal nucléaire américain pourrait bien avoir des conséquences imprévues qui diminueront plutôt qu'elles n'amélioreront la sécurité des États-Unis et de leurs alliés. On pourrait, après étude, envisager des réductions. Mais ce qui devrait *in fine* déterminer la taille et la nature de nos forces nucléaires, ce n'est pas la parité avec les capacités des Russes, mais la préservation de la supériorité stratégique américaine. Et, cette supériorité acquise, la capacité à dissuader de possibles coalitions hostiles de puissances nucléaires. Il ne faut pas avoir honte de la supériorité stratégique des États-Unis; au contraire, elle sera un élément primordial dans le maintien de la domination américaine dans un monde plus complexe et plus chaotique.

Les forces armées des conflits majeurs

La seule constante de la planification des forces selon le Pentagone, au cours de la décennie écoulée, a été de reconnaître la nécessité de conserver suffisamment de forces de mêlée pour conduire et gagner, de façon aussi rapide et décisive que possible, des guerres survenant sur des théâtres majeurs, multiples et de manière pratiquement simultanée. Cette constante s'appuie sur deux réalités importantes de l'ordre international actuel. *Primo*, la retenue qui existait au cours de la guerre froide entre l'Amérique et ses alliés d'un côté et l'Union soviétique de l'autre, qui conduisait à la prudence et dissuadait de s'en prendre de façon directe aux intérêts sécuritaires principaux de chacune des parties, a disparu. *Secundo*, la guerre conventionnelle reste un moyen qu'envisagent des États agressifs pour tenter de faire évoluer l'ordre international de façon significative.

L'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 met en évidence deux réalités. Cette invasion aurait été hautement improbable voire impossible dans le

contexte de la guerre froide, or l'Irak a submergé le Koweït en seulement quelques heures. Ces deux réalités en ont mis une troisième en évidence : maintenir ou rétablir un ordre favorable dans les régions vitales du globe comme l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie orientale fait peser une responsabilité unique sur les forces armées américaines. La guerre du Golfe et de fait les conflits de moindre amplitude dans les Balkans n'auraient pratiquement pas pu être conduits et gagnés sans le rôle dominant qu'y a joué la puissance militaire américaine.

Ainsi, le concept selon lequel les forces armées américaines doivent être modelées pour pouvoir conduire deux conflits de grande intensité a été à juste titre admis comme étant le cœur de la superpuissance américaine depuis la fin de la guerre froide. La logique des précédentes études de défense prévaut encore, et a été clairement définie dans l'Étude Quadriennale de Défense de 1997 qui soutenait ceci :

Une armée dimensionnée et équipée en vue de dissuader et de repousser une agression sur plus d'un théâtre d'opérations assure que les États-Unis conserveront assez de souplesse pour faire face à l'imprévisible et à l'inattendu. Une telle capacité est la condition sine qua non de la superpuissance et est essentielle à la crédibilité de notre stratégie générale de sécurité nationale... Si les États-Unis devaient renoncer à cette capacité de repousser une agression sur plus d'un théâtre à la fois, notre statut de puissance mondiale, de partenaire de choix en matière de sécurité et de chef de file de la communauté internationale serait remis en question. En effet, certains alliés considéreraient indubitablement une aptitude à ne conduire qu'une guerre comme le signe que les États-Unis, au cas où ils seraient lourdement engagés ailleurs, ne seraient plus en mesure de les protéger... La capacité à ne conduire qu'une seule guerre risquerait de saper... la crédibilité des engagements sécuritaires des États-Unis dans les régions clés du monde. Ceci pourrait en conséquence inciter nos alliés et nos amis à adopter des politiques et des postures de défense plus éloignées de nous, ce qui affaiblirait le réseau d'alliances et de coalitions sur lequel nous nous appuyons pour défendre nos intérêts à l'étranger.

En bref, tout hormis une capacité claire à mener deux guerres de front menace de conduire à

une stratégie de non guerre.

Malheureusement, la réflexion du ministère de la Défense sur cette nécessité s'est figée au début des années 1990. L'expérience de l'opération *Allied Force* dans les Balkans laisse penser que dans une certaine mesure la norme sacro-sainte d'une force dimensionnée pour deux conflits risque d'être plutôt insuffisante que redondante. La campagne aérienne du Kosovo a finalement mis en jeu le niveau de forces prévu pour un conflit majeur mais sur un théâtre autre que les deux – Corée et Asie du Sud-Ouest – qui ont inspiré les scénarios des planifications antérieures du Pentagone. De plus, les planificateurs du Pentagone doivent encore prendre en compte de nouveaux théâtres de guerres prévisibles, comme celui d'une défense de Taiwan par les États-Unis face à une invasion ou une attaque punitive chinoise

Pour mieux évaluer le volume de troupes nécessaire à la construction d'une paix américaine, il faut que le Pentagone calcule la force nécessaire en tout temps à la défense des intérêts américains en Europe, en Asie orientale et dans le Golfe, et ceci indépendamment pour chaque théâtre. Les actions de nos adversaires dans ces zones n'ont que des relations limitées les unes avec les autres. Il est plus que vraisemblable que ces puissances régionales saisissent l'occasion que leur fournirait le déploiement des forces américaines en un autre endroit pour faire des bêtises.

Les chefs d'état-major des armées ont admis qu'ils ne disposent pas des forces nécessaires pour répondre à l'exigence d'une capacité à faire face à deux guerres.

Ainsi la norme de l'aptitude au conflit de haute intensité doit rester le critère de dimensionnement des forces conventionnelles américaines. Ce qui ne signifie pas que cette disposition ait été parfaitement appliquée par le passé : les analyses du Pentagone ont été tour à tour trop optimistes et trop pessimistes. Par exemple, les analyses portant sur les moyens nécessaires à empêcher une invasion par l'Irak du Koweït et de l'Arabie saoudite ont certainement surestimé le volume de forces requis. En revanche, les analyses passées sur la défense de

la Corée du Sud pourraient avoir sous-estimé les difficultés d'un tel conflit, en particulier au cas où la Corée du Nord emploierait des armes de destruction massive, ainsi que le prédisent les estimations des services de renseignement. De plus, l'analyse des théâtres de guerres que présente l'étude quadriennale de défense conclut que Kim Jong Il et Saddam Hussein sont tous les deux susceptibles de se lancer dans la guerre – peut-être avec emploi d'armes chimiques ou biologiques, voire d'armes nucléaires – et les États-Unis n'ont entrepris aucun effort pour déposer ces dirigeants *manu militari*. Dans les deux cas, les simulations de guerre passées du Pentagone n'ont accordé que peu d'attention aux besoins en troupes destinées à faire face non seulement à repousser une offensive mais encore à déposer ces régimes et conduire des opérations de stabilisation d'après-guerre. En bref, la façon dont le ministère de la Défense a appliqué le principe de conduite de deux guerres à la fois n'a pas servi de règle fiable pour déterminer le niveau de force réellement nécessaire. Et bien sûr, les études passées n'ont pas produit d'analyses sur le type d'opérations en Europe, comme on l'a constaté lors de l'opération *Allied Force*. Étant donné que les études stratégiques passées du Pentagone ont été des exercices budgétaires, il est indispensable de conduire des analyses nouvelles et plus réalistes même que les sacro-saints scénarios à deux guerres.

En somme, tout en conservant l'esprit des planifications de force pour deux guerres qui prévalait auparavant, le ministère de la Défense doit entreprendre une étude plus nuancée et plus complète des besoins réels. Les réalités qui ont généré la norme originale des deux guerres perdurent : les adversaires de l'Amérique vont continuer à lutter contre l'établissement d'une paix américaine. Lorsqu'ils trouveront une occasion favorable, comme Saddam Hussein en 1990, ils emploieront leurs forces armées les plus puissantes pour remporter sur le champ de bataille ce qu'ils seraient incapables de remporter dans le cadre d'une compétition pacifique. Et les forces armées américaines restent la cible des efforts de dissuasion, d'offensives visant à les battre ou à les faire partir de la part de puissances régionales agressives.

Des forces pour des missions « de police »

En plus d'améliorer les analyses nécessaires à la quantification des moyens nécessaires à la conduite des conflits majeurs, le Pentagone doit aussi prendre en compte les besoins réels des opérations de police. L'étude quadriennale de défense de 1997 a reconnu que ces missions qualifiées de « circonstances de moindre importance » ou CMI seront fréquemment et inévitablement au menu des forces armées américaines au cours de nombreuses années à venir. « Compte tenu de l'expérience récente et des perspectives de renseignement, on s'attend à ce que les opérations de CMI restent hautement probables dans les 15 à 20 années à venir » concluait cette étude. Et pourtant, ce faisant l'EQD s'est abstenue de dédier des unités à ces missions, faisant perdurer la fiction selon laquelle on peut considérer, en matière de planification des forces, les missions de police comme de « simples à-côtés » des exigences des théâtres de conflits majeurs. « Les unités américaines doivent être capables de se désengager des conflits de CMI, se remettre en condition et s'engager ensuite dans un conflit majeur en fonction de la chronologie qui s'impose » affirmait l'étude



Il faut considérer le nombre croissant des « opérations de police », comme au Kosovo ci-dessus, comme une partie intégrante de la planification du Pentagone.

L'opération *Allied Force* dans les Balkans a mis en évidence les lacunes de cette approche. Justement parce que les troupes engagées là-bas ont été incapables de se retirer, se remettre en condition et se redéployer ailleurs, et parce que cette opération a mobilisé une grande partie des avions

de l'armée de l'Air, le comité des chefs d'état-major en a conclu que les États-Unis ont fait courir un risque « inacceptable » au cas où une guerre se serait déclenchée sur un autre théâtre. Ainsi, pour faire face aux réalités de multiples opérations de police, il faudrait y affecter en permanence des unités de l'armée américaine.

On ne peut pas non plus résoudre le problème en se contentant de se retirer des missions de police en cours ni en décidant de ne pas y prendre part à l'avenir. En fait, se retirer des missions en cours à l'heure actuelle pourrait se révéler problématique. Bien que les opérations d'interdiction de survol du Nord et du Sud de l'Irak se déroulent sans interruption depuis presque une décennie, elles restent un élément essentiel de la stratégie et de la posture militaire des États-Unis dans la région du golfe Persique. Mettre fin à ces opérations reviendrait à offrir à Saddam Hussein une grande victoire, ce à quoi répugnerait tout dirigeant américain. De la même façon, se retirer des Balkans remettrait en question la domination américaine en Europe et par là même la survie de l'Otan. Bien qu'aucune de ces missions ne représente une menace mortelle, elles engagent directement les intérêts américains en matière de sécurité nationale tout autant qu'elles mettent en danger les intérêts moraux des États-Unis.

De plus, ces missions de police sont beaucoup plus compliquées et susceptibles de générer de la violence que les missions traditionnelles de « maintien de la paix ». Premièrement, elles exigent l'autorité politique américaine plutôt que celle des Nations Unies comme le démontre l'échec de la mission de l'ONU dans les Balkans et le relatif succès des opérations de l'Otan dans cette région. Les États-Unis ne peuvent pas non plus prétendre à une posture de neutralité à l'instar des Nations Unies. La prépondérance de la puissance américaine est telle et ses intérêts dans le monde si étendus qu'ils ne peuvent prétendre se désintéresser des issues politiques dans les Balkans, dans le golfe Persique ou même lorsqu'ils déploient leurs troupes en Afrique. Finalement, ces missions exigent des forces essentiellement dimensionnées pour le combat. Alors qu'elles exigent aussi du personnel ayant des compétences en langues étrangères, en logistique et autres savoir-faire en matière de soutien, la première exigence de ces missions est, comme dans

les Balkans, d'établir la sécurité, la stabilité et l'ordre. Les troupes américaines doivent en particulier être considérées comme faisant partie d'une force à la puissance écrasante.

Après une décennie d'expérience tant des exigences des missions de police en cours que de l'environnement politique chaotique de l'après-guerre froide, le ministère de la Défense est plus qu'en mesure de produire un bilan utile pour l'évaluation des besoins généraux en troupes engagées en missions de police. Alors qu'une partie de la solution consiste à redéployer les forces existantes, on ne peut échapper à la conclusion selon laquelle ces nouvelles missions auxquelles on ne s'attendait pas lorsque a commencé la réduction des moyens de la Défense il y a dix ans exigent une augmentation générale des tableaux d'effectifs et de dotation des forces armées des États-Unis.

La reconversion des forces

Le quatrième élément de la posture militaire des États-Unis, et certainement la clé des espoirs à long terme de l'extension de la *Pax Americana* actuelle, est la mission qui consiste à reconvertir les armées américaines pour faire face aux nouveaux défis géopolitiques et techniques. Alors que la directive principale dans le sens de cette reconversion sera la mise sur pied et le déploiement d'un système mondial de défenses antimissile, les effets des techniques de l'information et d'autres techniques de pointe promettent de révolutionner la nature des armées conventionnelles. De plus, la nécessité de créer des systèmes d'armes optimisés en vue d'opérations dans le théâtre du Pacifique imposera des exigences radicalement différentes de celles en vigueur actuellement pour les systèmes d'armes conçus pour la guerre sur un théâtre européen et ces nouveaux systèmes d'armes tel le chasseur F-22 qui ont été eux aussi conçus pour les besoins de la fin de la guerre froide.

Bien que le concept de base présidant à un système de défense antimissile mondial en mesure de protéger les États-Unis et leurs alliés face à une menace de missiles plus petits et moins sophistiqués ait bien été pris en compte depuis la fin des années 1980, on a gaspillé une décennie à mettre au point les techniques indispensables. En fait, la recherche sur les éléments clés d'un tel système, en particu-

lier ceux qui devront opérer depuis l'espace, a été soit ralenti soit complètement arrêtée, ce qui fait que le déploiement de solides systèmes de défense antimissile reste un projet à long terme. Toute autre raison mise à part, il faut considérer la mission de création d'un tel système de défense antimissile comme une affaire de reconversion militaire.

Comme nous le démontrerons de façon plus complète par la suite, des défenses efficaces contre les missiles balistiques seront l'élément central de l'exercice de la puissance américaine et de la projection outre-mer des forces armées des États-Unis. Sans elles, des États de faible puissance mettant en œuvre de petits arsenaux de missiles balistiques rustiques équipés de têtes nucléaires élémentaires ou d'autres armes de destruction massive seront en mesure de dissuader les États-Unis d'utiliser leurs forces conventionnelles, quels que soient les avantages techniques ou autres dont ils pourraient bénéficier. Même si de tels ennemis ne sont capables de menacer que les alliés des Américains plutôt que le territoire national des États-Unis lui-même, la capacité de projection de l'Amérique serait grandement compromise. Hélas ! Ni les stratèges de l'administration [Clinton] ni les planificateurs du Pentagone ne semblent avoir pris en compte cet aspect élémentaire des choses. Visible-ment, les efforts entrepris pour financer, concevoir et mettre au point un système efficace de défense antimissile ne donnent pas l'impression d'un sentiment d'urgence. La première tâche de la reconversion des forces armées américaines pour faire face aux réalités techniques et stratégiques du siècle qui commence est pourtant la mise sur pied d'un tel système.

La création d'un système antimissile mondial n'est pas la seule priorité en matière de reconversion. Il est presque aussi urgent de reconfigurer les

forces conventionnelles. Car, bien que les forces américaines possèdent des capacités et jouissent d'avantages qui surpassent de loin ceux de nos plus riches et plus proches alliés, sans compter ceux de nos ennemis potentiels déclarés, la combinaison des évolutions techniques et stratégiques qui caractérisent le nouveau siècle met en danger lesdits avantages. Les forces conventionnelles actuelles des États-Unis maîtrisent un paradigme finissant de la guerre marqué par la prédominance des blindés, des porte-avions, en particulier en ce qui concerne les aéronefs tactiques pilotés, qui commence à être supplanté par un nouveau paradigme marqué, lui, par les frappes de précision à longue distance et la prolifération des techniques de missiles. L'ironie de la chose, c'est que ce sont les États-Unis qui ont été les pionniers de cette forme de guerre conventionnelle de haute technicité : elle a pris corps lors de la guerre du Golfe de 1991 et s'est affirmée davantage lors des opérations de la dernière décennie. Même la campagne aérienne «*Allied Force*» au Kosovo a montré une version déformée du paradigme de guerre en cours d'émergence.

Pourtant, même si ces capacités d'innovation sont ce qui reste des investissements commencés au milieu et à la fin des années 1980, le rythme d'innovation du Pentagone s'est notablement ralenti au cours de la dernière décennie. Ceci est dû en partie à la réduction des budgets de la Défense, à l'écrasante domination actuelle des forces américaines et à la multiplication des missions de police. Et sans le défi impérieux que posait la menace militaire soviétique, le besoin d'innovation s'est fait moins pressant. Toutefois, on distingue clairement un éventail de nouveaux défis potentiels. L'armée chinoise, en particulier, cherche à tirer profit de la révolution dans le domaine militaire pour faire disparaître, par exemple, les avantages américains en matière de puissance navale et aérienne. Si les États-Unis tiennent à conserver leur avance technique et tactique actuelle en matière de conflits conventionnels de grande intensité, il faut considérer l'effort d'adaptation comme une mission aussi urgente que celle qui consiste à se préparer aux conflits potentiels des théâtres actuels ou aux missions de police. En fait, il faut lui consacrer une quantité significative de forces et de ressources budgétaires à part au cours des vingt ans à venir.

De plus, le processus d'adaptation doit relever de l'évaluation de la stratégie et des buts politiques des États-Unis. Par exemple, en tant que chef de file d'un réseau mondial d'alliances et de partenariats stratégiques, les forces armées des États-Unis ne peuvent se replier dans la « forteresse Amérique ». Ainsi, alors que les frappes stratégiques de précision à longue distance joueront vraisemblablement un rôle accru lors des opérations militaires américaines, les forces armées des États-Unis doivent rester déployées en quantité à l'étranger. Pour rester à la tête d'un éventail de coalitions, les États-Unis doivent prendre leur part des risques auxquels leurs alliés font face. On va devoir inévitablement accorder moins de confiance à la sécurité garantie seulement par des projections de forces depuis la métropole.

En outre, le processus d'adaptation devrait se dérouler dans un esprit d'émulation au sein des armées et entre les approches par armée et inter-armées. Les techniques nouvelles peuvent inévitablement créer le besoin d'organisations militaires entièrement nouvelles. Le présent rapport aborde plus loin que l'émergence de l'espace comme un théâtre de guerre de première importance va par nécessité imposer à terme l'idée selon laquelle il sera sage de créer une « armée de l'espace » séparée des autres armées. Jusqu'à présent, le ministère de la Défense a essayé une approche prématurément interarmées de l'adaptation des forces. Bien qu'il soit certain que les nouvelles techniques permettent une combinaison plus étroite des capacités traditionnelles des armées, nous sommes encore trop près du début du processus d'adaptation pour faire taire ce qu'il y aurait de salubre et générateur d'émulation dans la « rivalité interarmées ». Étant donné que les armées en tant que telles sont les institutions militaires les mieux adaptées à la mise à disposition des forces destinées à remplir les missions spécifiques qu'exige la stratégie des États-Unis, elles sont de fait les plus à même d'être les moteurs de l'adaptation et du changement dans le contexte des exigences qui perdurent en matière de missions.

Enfin, il faut se souvenir que le processus de reconversion est effectivement un processus : même la perception la plus visionnaire des forces armées

du futur doit reposer sur la compréhension de ce que sont les forces d'aujourd'hui. En termes plus généraux, il paraît vraisemblable que le processus d'adaptation prendra plusieurs décennies et que les forces armées américaines continueront à employer beaucoup, si ce n'est la plus grande partie, des systèmes d'armes actuels pendant encore dix ans ou plus. Ainsi, on peut s'attendre à ce que le processus de reconversion soit en fait un processus en deux phases : d'abord une période de transition, ensuite une transformation plus complète. Le tournant interviendra au moment où les nouveaux systèmes d'armes entrant en service deviendront les plus nombreux, peut-être au moment où, par exemple, les aéronefs sans pilote seront aussi nombreux que les avions avec pilote embarqué. À cet égard, le Pentagone devrait faire attention avant d'investir massivement dans de nouveaux programmes, par exemple de chars, d'avions, de porte-avions qui engageraient les forces américaines dans une doctrine actuelle de la guerre pour de nombreuses décennies à venir.

En conclusion, il reste clair que ces quatre missions essentielles visant à préserver la prééminence militaire des États-Unis sont totalement distinctes les unes des autres. On ne peut en considérer aucune comme une « composante mineure » des autres même si elle y est étroitement liée et peut, dans certains cas, faire appel à des forces similaires. En corollaire, ne pas fournir suffisamment de forces pour remplir ces quatre missions pourrait avoir pour conséquence d'obérer la stratégie des États-Unis. Ne pas bâtir de défenses antimissiles ferait courir de graves risques à l'Amérique et à ses alliés et compromettrait l'exercice du pouvoir américain outre-mer. Des forces conventionnelles insuffisantes pour conduire simultanément des engagements sur plusieurs théâtres ne préserveraient pas les intérêts mondiaux des États-Unis et de leurs alliés. Négliger ou abandonner les missions de police augmenterait la probabilité de déclenchement de guerres de plus grande ampleur et inciterait des tyrans à défier les intérêts et les idéaux américains. Et ne pas se préparer à relever les défis de demain aurait pour conséquence de voir rapidement disparaître la *Pax Americana*.

III

LE REDÉPLOIEMENT DES FORCES ACTUELLES

Malgré le caractère central des conflits majeurs dans la planification militaire conventionnelle, il est devenu cruellement évident que l'armée américaine aura d'autres rôles de premier plan à jouer pour bâtir une paix américaine durable. La présence de troupes américaines dans les régions cruciales de la planète est la manifestation de l'étendue du statut de superpuissance des États-Unis et de leur rôle de garant de la liberté, de la paix et de la stabilité. Notre rôle est primordial dans le modelage de l'environnement de sécurité en temps de paix et l'on ne saurait y renoncer sans en payer le prix élevé : il sera difficile voire impossible de conserver un rôle de garant mondial sans assurer une présence conséquente partout outre-mer. Nos alliés, pour qui les problèmes régionaux sont d'importance capitale, douteront de notre volonté de défendre leurs intérêts si les troupes américaines se retirent dans une Forteresse Amérique. Tout aussi important : notre réseau mondial d'alliances fournit les moyens les plus efficaces d'exercice de la domination mondiale des États-Unis. Les bénéfices compensent largement les charges. Que ce soit par des bases permanentes ou en procédant par déploiements en rotations, les opérations outre-mer des forces américaines et alliées constituent la première ligne de défense de ce qu'on peut appeler le «périmètre de sécurité des États-Unis».

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, ce périmètre s'est étendu lentement mais inexorablement. En Europe, l'Otan s'est étendue en accueillant trois nouveaux membres et en recevant un grand nombre de membres «invités» par le truchement du programme de Partenariat pour la Paix. Des dizaines de milliers de soldats des États-Unis, de l'Otan et des pays alliés patrouillent dans les Balkans et y ont conduit nombre d'actions significatives. En effet, la région est en voie de devenir un

protectorat de l'Otan. Dans la région du Golfe Persique, la présence des forces américaines aux côtés d'unités britanniques et françaises est devenue une donnée semi-permanente de la vie. Bien que la mission immédiate de ces forces soit de faire respecter les zones d'interdiction de survol au-dessus du nord et du sud de l'Iraq, elles représentent l'engagement à long terme des États-Unis et de leurs principaux alliés dans une région d'importance vitale. En fait, les États-Unis cherchent depuis des décennies à jouer un rôle plus durable dans la sécurité régionale du Golfe. Alors que le conflit non réglé avec l'Iraq lui donne une justification immédiate, le besoin d'une présence militaire américaine significative dans le Golfe va au-delà de la question du régime de Saddam Hussein. En Asie orientale, le schéma des opérations militaires américaines est en train de glisser vers le sud : au cours des dernières années, on a déployé des forces navales significatives dans la région de Taiwan en réponse à une provocation chinoise, et maintenant un contingent américain appuie la mission que conduit l'Australie au Timor oriental. Partout sur la planète, la tendance est à un élargissement du périmètre de sécurité des États-Unis, ce qui conduit à de nouveaux types de missions.

***Pour préserver
aujourd'hui
– et demain
– le périmètre
de sécurité des
États-Unis, il
faudra changer
les déploiements
et les installations
des forces
américaines
outre-mer.***

Il faut que le positionnement des bases américaines réponde à ces réalités. Or le réseau mondial des installations militaires américaines s'est réduit alors que le périmètre des intérêts sécuritaires américains s'est étendu. Les forces armées des

États-Unis sont loin d'être positionnées de manière idéale pour répondre aux besoins du moment mais le Pentagone reste attaché au niveau de forces prépositionnées peu en rapport avec les capacités militaires ou les réalités de l'instant. La campagne aérienne du Kosovo en donne un exemple criant : pendant l'opération *Allied Force*, les avions de combat des États-Unis et de l'Otan ont été disséminés sur tout le continent européen et même dans la zone asiatique de la Turquie. Ils ont été obligés de se lancer dans un schéma d'opération très dispersé et très compliqué qui a nécessité beaucoup d'efforts de ravitaillement et a obéré l'ampleur de la campagne elle-même. Ceci en raison d'un manque de bases aériennes adéquates en Europe du Sud-Est. Il faut revoir en profondeur le réseau d'installations et de déploiements militaires américains outre-mer. Il faut de la même façon reconsidérer la structure des forces des États-Unis à la lueur de l'évolution des missions de l'armée américaine. Il faut rationaliser l'ensemble de la structure des forces armées pour prendre en compte le fait que leur présence en avant-postes éloignés ou en patrouilles outre-mer peut présenter autant d'importance que leurs missions de guerre, notamment en Europe. Les nécessités de la stabilisation des Balkans, l'élargissement de l'Otan, Partenariat pour la Paix compris, font qu'il n'est pas réaliste de croire que les forces américaines en Europe sont disponibles pour faire face à d'autres crises comme le présume la planification officielle du Pentagone. Le défi permanent de l'Iraq fait qu'il ne serait pas sage de réduire de façon importante la présence militaire dans le Golfe. La protection du périmètre de sécurité des États-Unis, aujourd'hui comme demain, va imposer des changements dans les opérations américaines outre-mer.

Il faut considérer les forces armées américaines positionnées à l'extérieur ou en déploiements par rotations autour du monde comme la première ligne de défense des États-Unis. Elles assurent la reconnaissance et la sécurité contre la perspective d'aggravation des crises et mènent des opérations de stabilisation qui empêchent leur déclenchement. Il faut que ces forces armées soient des plus opérationnelles et maîtrisent les savoir-faire de combat les plus affûtés. Les forces configurées pour la guerre sont les seules à manifester aux yeux de nos alliés notre engagement à leurs côtés pour la défense de leurs intérêts. Seulement, elles doivent aussi être

hautement adaptables et mobiles, elles doivent être largement polyvalentes. Elles sont la cavalerie de la nouvelle frontière américaine. Dans l'éventualité d'un conflit de grande intensité, elles doivent être capables de modeler le champ de bataille pendant que les renforts stationnés en Amérique se déploient afin de porter les coups décisifs à l'ennemi. Il ne suffit pas de les redéployer pour mettre en évidence un changement du paysage stratégique, il faut également les réorganiser et les structurer pour les faire cadrer avec leurs nouvelles missions et prendre en compte les techniques nouvelles.

L'Europe

À la fin de la guerre froide, les États-Unis ont maintenu la présence de plus de 300 000 hommes en Europe comprenant deux corps d'armée et 13 escadres aériennes auxquels il faut ajouter un éventail de sous-groupements stationnés essentiellement en Allemagne. La plaine centrale d'Allemagne était le principal théâtre d'opérations de la guerre froide, et sauf échange nucléaire à outrance, la principale menace pour les États-Unis et leurs alliés consistait en une invasion de l'Europe occidentale par les blindés soviétiques. L'Allemagne est aujourd'hui réunifiée, la Pologne et la République tchèque sont membres de l'Otan et l'armée russe s'est repliée aux portes de Moscou et est engagée principalement dans le Caucase et d'une façon plus générale vers le sud. Bien que l'Europe du Nord et l'Europe centrale soient plus stables aujourd'hui qu'à n'importe quel moment de l'histoire, l'essentiel des forces américaines en Europe restent stationnées au nord, soit une armée de théâtre et un corps de deux divisions lourdes en Allemagne avec seulement cinq escadres aériennes auxquelles il faut ajouter une poignée de plus petites unités d'autre nature.

Seulement, alors que l'Europe du Nord et l'Europe centrale sont remarquablement stables, que l'Allemagne de l'Est, la Pologne et la République tchèque sont rentrées dans le courant général de la vie politique, économique et culturelle européenne, la situation de l'Europe du Sud-Est a connu des soubresauts qui perdurent. Les Balkans, et l'Europe du Sud-Est en général, présentent l'obstacle principal à la création d'une Europe « libre et entière » de la Baltique à la Mer Noire. Le retard à instaurer la sécurité et la stabilité en Europe du Sud-Est a non seulement empêché de consolider la victoire

au cours de la guerre froide, mais encore a installé une zone de violences et de conflits et a introduit l'incertitude sur le rôle de l'Amérique en Europe.

Au lieu d'admettre la nécessité de reconfigurer les forces américaines en Europe et de les redéployer depuis le nord vers le sud-est, la politique actuelle a été de faire stationner par rotations les unités dans les Balkans, mettant ainsi à mal leur disponibilité pour d'autres missions et mobilisant une portion croissante d'un volume de forces déjà notablement réduit.



Le déploiement, qui perdure, de troupes dans les Balkans, reflète un engagement de l'Amérique dans la sécurité de la région. En refusant de considérer ces déploiements comme un glissement de la présence permanente des États-Unis en Europe, l'administration Clinton a accru de façon exponentielle la charge qui pèse sur les forces armées.

Dans le même temps, le déploiement, qui perdure, de troupes dans les Balkans, reflète un engagement de l'Amérique dans la sécurité de la région. En refusant de considérer ces déploiements comme un glissement de la présence permanente des États-Unis en Europe, l'administration Clinton a accru de façon exponentielle la charge qui pèse sur les forces armées.

Malgré l'axe changeant des conflits en Europe [de l'est vers le sud-est (NdT)], il demeure nécessaire de conserver des troupes en Europe du Nord et en Europe centrale. La région est stable, mais une présence américaine continue aide à assurer les principales puissances européennes, notamment l'Allemagne, de ce que les États-Unis restent concernés de façon durable par la sécurité du continent. Ceci est particulièrement important à la lueur d'un mouvement européen naissant

vers une « identité » et une politique de défense indépendante. Il est essentiel que l'Otan ne soit pas remplacée par l'Union Européenne, ce qui laisserait les États-Unis sans voix au chapitre en matière de sécurité européenne. De plus, nombre des implantations et des installations assurent une infrastructure de soutien aux forces américaines à travers toute l'Europe et aux renforts en cas de crise. Des bases en Angleterre ou en Allemagne jusqu'aux quartiers généraux et unités de l'armée de Terre en Belgique et en Allemagne, une grande partie du réseau actuel de bases américaines en Europe du Nord et centrale garde la pertinence qu'il avait au temps de la guerre froide.

Il faut toutefois introduire des changements qui reflètent le glissement très important en matière de besoins sécuritaires. L'armée de Terre américaine en Europe (USAREUR) devrait passer d'un simple corps d'armée à deux divisions lourdes et leurs unités d'appui et de soutien à un groupe d'unités interarmes modulables de la taille d'une brigade capables d'agir de façon indépendante après projection à des distances opérationnelles. Les unités de l'armée de l'Air en Europe doivent entreprendre le même type de réorientation. Il faudrait conserver l'infrastructure actuelle en Angleterre et en Allemagne. Il faut sensiblement améliorer la base aérienne de l'Otan à Aviano en Italie qui est depuis longtemps la base principale des opérations aériennes dans les Balkans. En ce qui concerne les infrastructures terrestres, il faut étudier sérieusement l'installation d'une base aérienne de l'Otan et des États-Unis en Hongrie pour servir d'appui vers l'Europe centrale et du Sud. En Turquie, il faut aussi agrandir et améliorer la base aérienne d'Incirlik d'où part l'opération *Northern Watch* [Surveillance du Nord : l'opération d'occupation de l'espace aérien Iraquien par les forces anglo-américaines renforcées par des avions d'autres nations de l'Otan, comme la France (NdT)]. Il faudrait peut-être la renforcer par une autre base aérienne en Turquie orientale.

Bien que les unités américaines de la Marine et du Corps des Marines opèrent en général par cycles réguliers de déploiements dans les eaux européennes, elles s'appuient sur un réseau de bases navales permanentes dans la région, en particulier en Méditerranée. Il faut conserver ces bases et il faudrait en outre envisager d'établir une présence

plus forte dans la Mer Noire. Au moment où l'Otan s'élargit et où la grille des opérations militaires des États-Unis en Europe continue à glisser vers le sud et l'est, il est certain que la présence navale américaine va s'intensifier en Mer Noire. Cependant, ainsi que nous l'examinerons en détail plus loin, il faudrait que cette présence repose moins souvent sur celle de groupements navals complets.

Le Golfe Persique

Au cours de la décennie qui a suivi la Guerre Froide, le Golfe Persique et sa région ont été le siège d'une progression géométrique de la présence des forces armées américaines atteignant un pic de plus de 500 000 hommes lors de l'opération Tempête du Désert mais ne descendant que rarement au-dessous de 20 000 hommes au cours de la période intermédiaire. Basés en Arabie saoudite, au Koweït, et dans d'autres États voisins, autour de 5 000 aviateurs et une flotte importante de divers aéronefs de l'armée de l'Air patrouillent dans les cieux dans le cadre de l'opération *Southern Watch* [Surveillance du Sud], souvent renforcés par des avions de la Marine opérant depuis des porte-avions déployés dans le Golfe et, lors des frappes en réponse aux provocations périodiques de Saddam Hussein, de missiles de croisière lancés depuis des navires de surface et des sous-marins. Les vols depuis la Turquie dans le cadre de l'opération *Northern Watch* mettent également en jeu des forces conséquentes, ce qui débouche en fait souvent sur des actions de combat.

Après huit ans d'opérations d'interdiction de survol, on a peu de raisons de s'attendre à ce que la présence aérienne américaine se réduise de façon significative tant que Saddam Hussein restera au pouvoir. Les sensibilités nationales saoudiennes ont beau imposer que les forces stationnées dans le royaume gardent le statut d'unités tournantes, il est maintenant établi qu'il s'agit d'une mission semi-permanente. D'un point de vue américain, l'intérêt de telles bases subsistera même après que Saddam aura quitté la scène. À long terme, l'Iran pourrait s'avérer une menace aussi grave pour les intérêts américains dans le Golfe que l'a été l'Iraq. Et même si les relations entre les États-Unis et l'Iran venaient à s'améliorer, conserver des forces prépositionnées dans la région resterait un élément essentiel de la stratégie américaine compte tenu des intérêts à

long terme des États-Unis dans la région.



Près de dix ans après la fin de la Guerre du Golfe, les opérations d'interdiction de survol perdurent au-dessus du nord et du sud de l'Iraq.

Outre les aéronefs qui font respecter les interdictions de survol, les États-Unis maintiennent au Koweït ce qui constitue une force terrestre presque permanente. Un groupement tactique lourd pratiquement de la taille d'une brigade tourne en moyenne quatre fois par an pour des manœuvres et des exercices conjoints avec l'armée koweïtienne, ce qui fait que certains commandeurs pensent maintenant qu'en conjonction avec la flotte de l'opération *Southern Watch*, on protège le Koweït lui-même contre toute attaque venant d'Iraq. On pourrait réduire de façon significative tout risque de répétition d'une invasion surprise du pays par l'Iraq, comme celle de 1990, au prix d'un renforcement minime des effectifs, de cantonnements plus permanents et de la continuation de l'imposition du respect des zones d'interdiction de survol et de passage à terre.

En rationalisant la présence des forces aériennes basées à terre dans la région, on pourrait réduire le besoin de présence de porte-avions dans la zone. Comme le prouvent les récentes frappes contre l'Iraq, l'arme favorite des expéditions punitives est le missile de croisière complété par des frappes d'avions furtifs et des frappes à plus longue portée par des avions de l'armée de l'Air. Les appareils opérant depuis des porte-avions sont très utiles pour poursuivre une campagne commencée par des missiles et des avions furtifs, ce qui prouve qu'un groupe de combat capable de lancer plu-

sieurs centaines de missiles de croisière est, dans le Golfe, la présence navale la plus adaptée. Avec une présence significative de forces terrestres au Koweït, on pourrait également réduire le besoin de présence de la Marine dans le Golfe.

L'Asie Orientale

La planification actuelle des forces américaines prévoit le repositionnement d'environ 100 000 hommes en Asie, mais ceci reflète davantage l'inertie du Pentagone et l'héritage de la guerre froide qu'une réflexion sérieuse sur les besoins stratégiques actuels de la Défense. La perspective est que l'Asie orientale va prendre une importance croissante marquée par l'essor de la puissance chinoise alors que les forces américaines pourraient baisser en effectifs.

La sagesse populaire veut que le détachement de 37 000 hommes stationnés en Corée du Sud n'est là que pour éviter une invasion venue du nord. Ceci reste la mission centrale du détachement, mais ces hommes sont aujourd'hui les seules forces américaines permanentes sur le continent asiatique. Ils garderont un rôle crucial dans la stratégie américaine en cas d'unification de la Corée, au moment de l'essor de la puissance militaire chinoise. Alors que l'unification de la Corée pourrait militer pour une réduction de la présence américaine dans la Péninsule et une révision de la posture des troupes américaines en Corée, il faudrait que ces changements se traduisent par une réelle *évolution* de leur mission – compte tenu des réalités techniques – et non par la fin de cette mission. De plus, dans le cadre de tout scénario réaliste pour l'après-unification, il est vraisemblable que les forces américaines auront à jouer un rôle stabilisateur en Corée du Nord. Il est trop tôt pour spéculer sur la taille exacte et la composition d'une présence américaine en Corée dans l'après-unification, mais il n'est pas trop tôt pour admettre que la présence des troupes américaines en Corée joue un rôle stratégique à plus long terme. Pour le moment, toute réduction des capacités du détachement américain dans la péninsule serait une erreur. Il faut au contraire les renforcer, notamment en ce qui concerne leur aptitude à s'opposer aux attaques de missiles et à limiter les effets de la puissance de la colossale artillerie nord-coréenne. À terme, ou au moment de l'unification, la structure de ces unités va évoluer

et le niveau de leurs effectifs va fluctuer, mais il faudrait que la présence américaine perdure dans cette corne de l'Asie.

Un raisonnement analogue prône le maintien de forces conséquentes au Japon. Au cours des dernières années, la présence de forces importantes à Okinawa est devenue source de controverses de plus en plus vives en politique intérieure japonaise. Et alors qu'on a pris des engagements pour ménager les susceptibilités locales, il reste primordial de conserver les capacités qu'offre la présence des troupes américaines à Okinawa. Si les États-Unis doivent rester le garant de la sécurité en Asie du Nord-Est et rester dans une alliance *de facto* avec les deux piliers essentiels que sont le Japon et la Corée, il est essentiel de conserver des troupes repositionnées.

En Asie du Sud-Est, les forces américaines sont trop dispersées pour pouvoir faire face de manière adéquate aux exigences croissantes de la sécurité. Depuis leur retrait des Philippines en 1992, les États-Unis n'ont plus de présence significative permanente en Asie du Sud-Est. Les forces américaines d'Asie du Nord-Est ne peuvent pas non plus opérer facilement en Asie du Sud-Est ni s'y déployer rapidement, en tout cas pas sans faire courir des risques à leur engagement en Corée. Exception faite des patrouilles de routine de la Marine et du Corps des Marines, la sécurité de cette zone stratégiquement importante et de plus en plus agitée a souffert de la négligence des États-Unis. Comme l'a prouvé la crise du Timor oriental, même nos alliés les plus puissants de la région, du Japon à l'Australie en passant par la Corée du Sud, ne disposent que de capacités limitées et de peu de moyens de projection rapide de leurs forces ou de leur soutien dans la durée. Dans le même temps, la crise du Timor oriental et la question plus générale des réformes politiques en Indonésie et en Malaisie soulignent l'instabilité de la région. Enfin, l'Asie du Sud-Est est depuis longtemps une zone de grand intérêt pour la Chine. Ces dernières années, elle y a graduellement intensifié sa présence et ses actions.

Accroître la puissance militaire en Asie orientale est la clé qui permettra de faire face à l'arrivée de la Chine au statut de grande puissance. Pour que cela se fasse de manière pacifique, les forces armées américaines doivent conserver leur préémi-

nence militaire et rassurer par là nos alliés de la région. En Asie du Nord-Est, les États-Unis doivent conserver et renforcer leurs liens avec la République de Corée et le Japon. En Asie du Sud-Est, seuls les États-Unis peuvent contrôler des puissances régionales comme l'Australie, l'Indonésie, la Malaisie et d'autres encore. Ce sera une tâche difficile qui exige de prendre en compte les sentiments nationaux, mais on peut y parvenir grâce à l'émergence de nouveaux gouvernements démocratiques dans la zone. En garantissant la sécurité de nos alliés actuels et des nouveaux régimes démocratiques, les États-Unis peuvent s'assurer que l'émergence de la Chine sera pacifique. En fait, à terme, la puissance des États-Unis et de leurs alliés dans la région peut ouvrir la voie au processus de démocratisation de la Chine elle-même.

En somme, il est temps d'accroître la présence des forces américaines en Asie du Sud-Est. Le contrôle des lignes de communication qui permettent l'accès à des économies en croissance rapide, permet de protéger la stabilité régionale tout en favorisant le resserrement des liens avec des démocraties balbutiantes et, peut-être plus important, en soutenant la tendance naissante vers la liberté politique, tout ceci fera perdurer les intérêts sécuritaires de l'Amérique. Aucune stratégie américaine ne peut relever le défi de la Chine à la domination régionale des États-Unis si la sécurité que nous apportons à l'Asie du Sud-Est est en pointillés et si la présence militaire américaine est intermittente. C'est pourquoi, augmenter la présence navale en Asie du Sud-Est, quoique nécessaire, ne suffira pas. De même que dans les Balkans, ne s'appuyer que sur des forces alliées ou la rotation de forces américaines lors d'opérations de stabilisation, non seulement augmente la pression sur ces forces, mais encore obère les buts politiques de telles missions. Pour des raisons tant opérationnelles que politiques, il faut absolument prépositionner des forces terrestres et aériennes américaines dans la région.

En Asie du Sud-Est, les forces américaines sont trop dispersées pour pouvoir faire face de manière adéquate aux exigences croissantes de la sécurité.

De plus, un retour en Asie du Sud-Est donnera de l'élan au lent processus de construction d'alliances actuellement en cours dans la région. Il est couramment admis que les pays de l'Asie du Sud-Est sont réticents à une alliance régionale de type Otan, mais la réponse régionale à la crise du Timor oriental, y compris celle du nouveau gouvernement indonésien, est encourageante. De fait, des forces venues des Philippines ont relevé celles venues d'Australie comme éléments-guides de la mission de maintien de l'ONU sur place. Et les efforts du Forum Régional Asiatique laissent certainement penser qu'une tendance à une coordination régionale plus étroite pourrait déboucher sur un accord plus durable qui pourrait ressembler à une alliance. Les États-Unis doivent jouer le rôle principal dans ce processus. Une présence militaire américaine renforcée en Asie du Sud-Est serait un aiguillon puissant pour la coopération régionale en matière de sécurité, fournissant l'ossature autour de laquelle prendrait corps une coalition de fait.

Les bases de déploiement

En complément des forces stationnées outre-mer en vertu d'accords à long terme, il faudrait que les États-Unis établissent un réseau de «bases de déploiement» ou «bases opérationnelles avancées» de façon à augmenter le rayon d'action des forces actuelles et à venir. Non seulement une telle approche améliorerait la capacité de projection de forces vers les régions éloignées, mais encore elle permettrait de circonvenir les contraintes politiques, pratiques et financières relatives à l'extension du réseau des bases américaines outre-mer.

Ces déploiements sur des bases opérationnelles avancées peuvent aller d'accords relativement modestes avec d'autres pays à de légères améliorations des bases et installations existantes. Le prépositionnement de matériel accélérerait le déploiement initial et améliorerait la viabilité des forces américaines lors de déploiements à l'occasion de manœuvres, de manœuvres conjointes avec le pays hôte ou lors d'opérations en temps de crise. On pourrait partager le coût de ces améliorations avec le pays hôte et on pourrait le faire figurer comme partie intégrante de l'assistance extérieure des États-Unis en matière de sécurité ; cela réduirait la nécessité pour les forces américaines de se déployer dans des installations «squelettiques».

De telles installations seraient un « accélérateur de puissance » dans le cadre des opérations de projection aussi bien qu'un moyen de renforcer les liens politiques et sécuritaires avec les pays hôtes.

À l'heure actuelle, le *US Southern Command* [SOUTHCOM, le Commandement unifié « Sud » des États-Unis (Ndt)], commandement régional du Pentagone pour l'Amérique du Sud, est en train de mettre en œuvre un plan de « positionnements opérationnels avancés » pour pallier la perte de la Base aérienne d'Howard dans le cadre du retrait des États-Unis du Panama et du repli depuis la zone du canal. En fait, il sera difficile de soutenir d'efficaces opérations aériennes antidrogue, après la fermeture de la Base d'Howard, jusqu'à ce que soient prises les dispositions relatives aux nouvelles implantations. Pour assurer une totale couverture de la région au titre des opérations antidrogue, le Commandement prévoit d'utiliser des aérodromes qui iront de Porto Rico à l'Équateur.

En plus des accords solides qui permettent l'accès suffisant des forces américaines aux aérodromes, il faut que les nouvelles implantations permettent des opérations vingt-quatre heures sur vingt-quatre et par tout temps, qu'elles disposent d'installations adaptées de contrôle aérien, de pistes d'au moins 2 400 mètres de longueur pouvant accueillir de lourds avions de transport, d'installations de ravitaillement en carburant modernes, de services d'intervention d'urgence, de zones de parking adaptées au garage de plusieurs avions de la taille d'un AWACS et qu'elles répondent à plusieurs autres critères, dont posséder des cantonnements et des bureaux sécurisés pour le personnel américain. Et pourtant, le Commandement pense que pour un coût relativement modeste, soit 120 millions de dollars pour les deux premières des trois bases envisagées, et avec un minimum d'effectif permanent, il peut pallier la perte d'une installation stratégique comme Howard.

Une récente étude conduite par l'armée de l'Air indique qu'un réseau mondial de bases opérationnelles avancées, peut-être plus sophistiquées et plus adaptées à la guerre que les emplacements antidrogue planifiés par le *SOUTHCOM*, pourrait coûter de 5 à 10 milliards de dollars à l'horizon 2010. Cette étude avance qu'une partie du coût pourrait être supporté par les pays hôtes soucieux

de nouer des liens avec les États-Unis ou qu'on pourrait, en Europe, le considérer comme un des éléments communs à l'Otan et en faire supporter le coût par le budget commun de l'Otan.

Alors qu'on pourrait considérer que de telles bases sont clairement un élément de la politique américaine visant à compléter la structure actuelle des bases outre-mer, on pourrait aussi les présenter comme les détachements précurseurs d'une nouvelle structure étendue. Ceci pourrait séduire des alliés ombrageux, comme dans la région du Golfe Persique où un système analogue fonctionne d'ores et déjà, et pour qui des liens étroits avec les États-Unis causent des polémiques politiques locales. Cela pourrait aussi accroître l'efficacité des forces américaines actuelles dans une très grande partie de l'Asie du Sud-Est, complétant les opérations navales dans la zone. Un tel réseau accroîtrait notablement la souplesse opérationnelle des États-Unis en cas de guerre.

Les forces navales tournantes

La taille actuelle de la Marine et du Corps des US Marines est d'abord fixée par les exigences de la politique actuelle de rotations. Le besoin permanent de 11 porte-avions reflète la nécessité de ***Il serait avisé de réduire le taux de présence des porte-avions en Méditerranée et dans le Golfe et d'intensifier la présence de la marine américaine dans le Pacifique.*** conserver en moyenne trois porte-avions déployés en même temps. Mais étant donné que les porte-avions positionnés au Japon sont considérés comme « déployés » même lorsqu'ils sont au port et non en mer, le taux réel de bateaux en mer est plus proche de un pour cinq ou six. De fait, au terme de l'analyse de l'Étude Quadriennale de Défense, les besoins en moyens de la Marine au titre des missions de « présence » dépasse de 20 % les moyens qu'exige la capacité à faire face à deux guerres.

Les plans actuels de rotations imposent la présence permanente d'un groupe naval en Asie du Nord-Est et une présence quasi-permanente dans le Golfe Persique et en Méditerranée. Cependant, on demande des changements notoires dans les schémas de rotation et de présence des porte-avi-

ons. Étant donné la capacité à cantonner des forces terrestres en Europe et dans le Golfe, et la taille et la nature du théâtre d'Asie orientale, il serait avisé de réduire le taux de présence de porte-avions en Méditerranée et dans le Golfe tout en intensifiant la présence de la marine américaine dans le Pacifique. De plus, il est préférable, pour des raisons stratégiques et opérationnelles, de créer une deuxième grande base navale destinée à un groupe aéronaval dans le Pacifique Sud, peut-être en Australie ou aux Philippines. D'une manière générale, il faudrait, en ce qui concerne les opérations navales et en particulier celles des porte-avions, de mettre davantage l'accent sur le Pacifique occidental. Les déploiements du corps des US Marines suivraient le mouvement.

Deuxièmement, il faudrait que la Marine envisage d'autres moyens que des groupes aéronavals pour remplir ses vitales missions de présence. Étant donné que les missiles de croisière sont de plus en plus le moyen principal de frappe de la Marine, la valeur des plates-formes lance-missiles de croisière comme symbole de la puissance des États-Unis dans le monde est en passe de supplanter les porte-avions en matière de valeur dissuasive. Malheureusement, au cours de la réduction qui a suivi la fin de la Guerre Froide, la marine s'est dessaisie de relativement plus de navires de combat de surface

et de sous-marins que de porte-avions. Cela a beau être logique dans le cadre d'opérations aéronavales (les croiseurs et les destroyers à protection anti-détection disposent de plus de capacités et ont une portée accrue par rapport aux navires d'ancienne génération, par exemple), cela obère maintenant les capacités de la Marine à évoluer vers de nouveaux moyens de remplir à la fois ses missions de présence et ses éventuelles missions de guerre.

De plus, au moment où la Marine lance de nouvelles classes de navires, ses besoins en effectifs, critère important dans la détermination de la longueur des déploiements et par là de toute la politique de rotations, vont se réduire. Le destroyer DD-21 en projet va faire tomber de 300 à 100 hommes le nombre d'hommes d'équipage. Des équipages réduits ainsi que des navires aux performances générales améliorées permettront d'augmenter le rythme des relèves de personnel tout en laissant les bateaux à la mer. Il est beaucoup moins compliqué de mettre sur pied une relève pour 100 hommes, officiers marinières et officiers, que pour les 6 000 membres d'équipage d'un porte-avions auxquels il faut ajouter ceux de l'escadre aérienne. En somme, les nouvelles capacités offriront de nouvelles perspectives en matière de conduite des missions, ce qui permettra d'augmenter la présence navale tout en réduisant les coûts.

IV

RECONSTRUIRE LES FORCES ARMÉES ACTUELLES

Remplir les missions évoquées plus haut repose sur les capacités des forces armées des États-Unis. Au cours de la décennie écoulée, l'état des forces armées a décliné inexorablement. Non seulement on a dramatiquement réduit leur budget, tranché dans leurs infrastructures, sabré dans les effectifs, étouffé les programmes de modernisation et étranglé les efforts d'adaptation, mais encore la qualité de vie des militaires, essentielle en matière de recrutement pour une force de volontaires, s'est dégradée. Des casernements aux quartiers généraux et aux zones techniques, les armées ont vu négliger leurs infrastructures. La qualité des hébergements, en particulier outre-mer, ne convient pas à une grande nation. On a réduit de façon disproportionnée et hors de toute vision à long terme les autres fondements d'une armée puissante, notamment la formation militaire générale et les systèmes d'instruction. Les réductions d'effectif ont pour conséquence que les soldats passent de plus en plus de temps à entretenir les cantonnements, tondre les pelouses, réparer les toitures et « peindre les cailloux ». Encore plus décevant, la culture militaire et la confiance des soldats en leurs chefs en souffrent. Comme l'ont montré de récents sondages et rapports, les relations armées-nation sont de plus en plus tendues dans l'Amérique d'aujourd'hui.

Armée de Terre : « finir » l'Europe et défendre le Golfe Persique

De toutes les armées, c'est l'armée de Terre qui a été transformée le plus en profondeur depuis la fin de la Guerre Froide et l'effondrement de l'empire soviétique en Europe de l'Est. Les effectifs de l'armée de Terre en service actif ont été réduits de 40 pour cent et ses garnisons en Europe des trois quarts. À la fin de la Guerre Froide, le budget de l'armée de Terre était de 50 pour cent plus élevé que celui de cette année. Ses

dépenses d'équipement étaient plus élevées de presque 70 pour cent.

Dans le même temps, le rôle de l'armée de Terre dans les opérations militaires de l'après-Guerre Froide reste le critère objectif de l'engagement géopolitique des États-Unis. Au cours de la guerre du Golfe de 1991, on a perçu les limites de la politique de l'administration Bush dans ses réticences à s'engager dans la phase terrestre et lorsqu'elle a limité les opérations terrestres au seul théâtre du Koweït.

Dans les Balkans, des opérations aériennes relativement limitées ont été suivies par des opérations terrestres de plus grande ampleur. Même les 78 jours de l'opération *Allied Force* font pâle figure à côté de l'effort à long terme de stabilisation du Kosovo. En bref, la valeur d'une armée de Terre

Il faudrait redéployer des éléments de l'armée de Terre américaine en Europe (USAREUR) vers le Sud-Est de l'Europe, tandis qu'il faudrait installer une unité permanente dans la région du Golfe Persique.

continue à reposer sur une superpuissance mondiale dont les intérêts sécuritaires sont toujours de maintenir et d'étendre un système d'alliances mondiales tout en restant en mesure de conduire deux guerres majeures sur deux fronts distincts. Tout en conservant son rôle de combat, l'armée de Terre américaine s'est vu confier de nouvelles missions au cours de la dernière décennie. Les plus immédiates sont liées à l'achèvement de la mission qui consiste à bâtir une Europe « libre et entière » et à défendre les intérêts américains dans le Golfe Persique et au Moyen-Orient.

Ces nouvelles missions exigeront des positionnements permanents outre-mer d'unités de l'armée de Terre américaine. Bien que ces forces soient

réorganisées et repositionnées pour tenir compte des réalités actuelles, leur valeur en tant qu'incarnation du rôle de l'Amérique comme premier garant de la sécurité est aussi importante que leur aptitude opérationnelle immédiate. En fait, le plus grave problème qui se pose aujourd'hui à l'armée de Terre est d'allouer suffisamment de troupes pour remplir ses deux missions : elle est tout simplement trop petite pour les remplir bien toutes les deux.

Ces missions de grande ampleur continuent de justifier le besoin d'une armée de Terre américaine forte de nombreux effectifs sous les drapeaux. L'emploi croissant d'unités de réservistes par l'armée de Terre pour ces missions de maintien de l'ordre bat en brèche le contrat implicite passé avec les réservistes qui veut que leur rôle soit de servir de couverture face à une véritable menace militaire. Tant que les garnisons américaines dans les Balkans, par exemple, demanderont un nombre important de linguistes, de policiers militaires, de membres des affaires civiles et d'autres spécialistes, l'armée de Terre d'active devra recruter davantage de soldats possédant ces talents. De la même façon, au moment où le combat de haute intensité change de forme, l'armée de Terre doit trouver de nouveaux moyens de recruter et de retenir des soldats ayant des compétences en techniques de pointe, peut-être en ouvrant des partenariats avec l'industrie pour disposer de réservistes très instruits, ou en considérant que certains savoir-faire donnent le grade de sous-officier supérieur et non un simple grade de militaire du rang. L'armée de Terre devrait en particulier :

- **Revenir aux effectifs d'active et aux structures permettant de faire face aux exigences de ses missions actuelles. Les effectifs sous les drapeaux devraient monter à environ 525 000 hommes au lieu des 475 000 actuellement¹. L'essentiel de cette augmentation devrait profiter aux unités les plus mises à contribution ou en sous-effectif ainsi qu'aux unités d'appui comme le renseignement militaire, la police militaire² et autres unités assimilées.**

- **Entreprendre des efforts de modernisation sélective, d'abord pour accroître sa mobilité opérationnelle et tactique ainsi que l'efficacité de ses systèmes de combat actuels par la «numérisation» qui consiste à mettre en place des réseaux informatisés de communications. L'armée de Terre devrait accélérer son programme d'acquisition de véhicules de taille moyenne, se doter de l'hélicoptère Comanche et du système de lance-roquettes d'artillerie HIMARS. De la même façon, le système d'artillerie lourde Crusader, quoique canon de grande qualité, représente un investissement insensé, étant donné les capacités actuelles de l'armée de Terre et ses besoins à venir. Il faudrait annuler ce projet.**
- **Améliorer la disponibilité opérationnelle des unités actuelles en renforçant les effectifs et en relançant l'entraînement au combat.**
- **Entreprendre des efforts pour améliorer la qualité de vie des soldats afin de rejoindre celle de la classe moyenne au sein de l'armée professionnelle.**
- **Se redéployer et se réorganiser en fonction des réalités stratégiques actuelles : il faudrait redéployer des éléments d'USAREUR [l'armée de Terre américaine en Europe (NdT)] vers le sud-ouest de l'Europe tout en installant de façon permanente une unité dans la région du Golfe Persique; dans le même temps, il faudrait reconfigurer des unités prépositionnées de l'armée de Terre pour qu'elles soient mieux à même de conduire des opérations autonomes comme des opérations de police ou des phases initiales d'opérations de guerre.**
- **Réduire la taille de la garde nationale et des réserves de l'armée de Terre, tout en reconnaissant que ces éléments sont conçus pour servir de couverture face à une réelle urgence d'ordre militaire, inattendue et de grande ampleur. Continuer à s'appuyer sur un grand nombre de réservistes pour des missions de maintien de l'ordre est inapproprié et relève d'une vision à court terme.**
- **Voir son budget passer du niveau actuel de 70 milliards par an à 90 - 95 milliards.**

1 Rappel : Nous sommes en 2000 au moment où paraît ce document. (NdT).

2 La police militaire remplit une fonction majeure lors des déploiements des forces armées états-uniennes : comme les forces américaines ne peuvent ressortir à aucune autre juridiction qu'américaine, la police militaire tient le rôle de la gendarmerie française employée en prévôté, celui entre autres d'officier de police judiciaire. Comme aux États-Unis, la police judiciaire dépend du ministère de la Justice et non du ministère de la Défense, l'arsenal juridique états-unien comprend les cours martiales qui correspondent à notre tribunal aux armées de Paris. Les magistrats du siège et du parquet qui instruisent et qui jugent pour les cours martiales, ainsi que les avocats qui y plaident, dépendent d'un organisme relevant du ministère de la Défense : le JAG (abréviations de *Judge Advocate General*.) Ce corps est composé de juristes qui ont toutes les qualifications des juges civils mais sont spécialement instruits sur le code de justice militaire. En principe, ce dispositif protège le militaire états-unien de toute juridiction civile, que ce soit à l'étranger ou aux États-Unis (NdT).

État des lieux de l'armée de Terre actuelle

Si on l'évalue à son aptitude à remplir n'importe laquelle des missions que nous avons soulignées ci-dessus, la présence outre-mer, le combat sur des théâtres de conflits majeurs, l'adaptation pour l'avenir, l'armée de Terre n'est actuellement pas au niveau. Son problème le plus immédiat est le déclin de son aptitude opérationnelle. Jusqu'au printemps 1998, l'armée de Terre est parvenue à limiter les effets les plus néfastes de déploiements fréquents et à conserver celles de ses unités dites «de premier contact» prêtes à réagir à toute crise susceptible de devenir une guerre majeure. Mais aujourd'hui, comme l'a expliqué au congrès le général Dennis Reimer, ancien chef d'état-major de l'armée de Terre, qui vient de prendre sa retraite :

Des commandeurs au sein de toute l'armée de Terre rapportent qu'ils réduisent la fréquence, le champ et la durée de leurs exercices... En outre, des commandeurs ne sont pas toujours en mesure de rendre les exercices aussi réalistes et exigeants qu'ils le voudraient. Dans certains cas, les commandements ne sont pas en mesure de combiner les simulations et les éléments d'exercices à tir réel, ce qui conduit à un manque d'expérience du personnel. Plusieurs commandements



Reimer

ont rapporté qu'ils n'ont pas été en mesure de faire participer leurs unités d'ALAT [aviation légère de l'armée de Terre, c'est à dire les unités d'hélicoptères (NdT)] aux séjours en centres d'entraînement au combat. Surtout, les compromis auxquels on arrive en matière d'exercices réduisent le niveau de compétence et conduisent à l'inexpérience... Au niveau des bataillons, le niveau opérationnel est déjà en train de décliner, fait qui ne passe pas inaperçu au niveau de nos Centres d'entraînement au combat.

Au cours des dernières années, tant la qualité que la quantité de ces exercices ont diminué. De façon significative, dans les années qui ont précédé, une unité qui participait aux rotations pouvait participer à huit exercices de service en campagne³ au niveau du bataillon avant de passer à Fort Irwin,

et huit autres pendant son séjour au centre d'entraînement. De nos jours, les forces lourdes n'ont pratiquement jamais d'exercice complet au niveau du bataillon et sont maintenant heureuses de participer à plus de six services en campagne au centre national d'entraînement.

Comme les autres armées, l'armée de Terre continue à être empoisonnée par le faible niveau des effectifs dans les spécialités essentielles du combat et de l'entretien. Les chefs de l'armée de Terre admettent avec sincérité qu'ils ont trop peu de soldats pour la structure actuelle de leurs forces et qu'il est de plus en plus fréquent de manquer d'officiers et de sous-officiers. Par exemple, au cours de l'année fiscale 1997, l'armée de Terre ne disposait que de 67 à 88 pour cent de ses besoins dans les quatre spécialités d'entretien de ses chars et véhicules de combat d'infanterie. Dans les rangs des officiers, il y a des manques significatifs parmi les capitaines et les commandants. Le résultat de ces manques sur le terrain est qu'on demande à des officiers subalternes ou à des sous-officiers d'occuper les fonctions du grade supérieur. Selon le général Reimer, «la conséquence finale est un manque d'expérience, en particulier “à la pointe de la lance”⁴».

La capacité de l'armée de Terre à faire face à ses missions en cas de conflit majeur, en particulier dans le cadre des calendriers fixés par les plans de guerre des commandants en chef, est au mieux incertaine. Bien que sur le papier l'armée de Terre soit en mesure d'y faire face, la réalité des choses est en fait plus compliquée. L'étude sur les conflits majeurs conduite dans le cadre de l'Étude Quadriennale de Défense suppose que chaque unité arrive sur le théâtre d'engagement parfaitement prête et entraînée, mais les carences en entraînement et en personnel dans toute l'armée de Terre rendent cette hypothèse douteuse, au moins dès le début du déploiement. Même si l'on pouvait remédier aux carences immédiates en personnel, toute tentative pour améliorer l'entraînement, comme cela a été fait dans le cadre de la préparation à l'opération Tempête du Désert, s'avèrerait être un sérieux gou-

³ Service en campagne : exercice dans les conditions de la guerre. Il existe des exercices de service en campagne avec tir, en terrain militaire avec champs de tir qui permettent l'ouverture du feu. Il existe aussi des exercices dits «en terrain ouvert» qui ont lieu en terrain civil, et sans ouverture du feu. Les forces terrestres états-uniennes – armée de Terre ou Corps des Marines – disposent en outre de zones de manœuvres militaires qui reconstituent des environnements urbains ou campagnards et permettent des exercices très réalistes avec tirs d'artillerie, appui air-sol et même du matériel soviétique qui permettait, du temps de la Guerre froide, de se mesurer à des unités manœuvrées par des soldats états-uniens en uniformes soviétiques combattant – à blanc – dans du matériel de combat soviétique.

⁴ Traduction exacte de l'expression «at the tip of the spear» que l'on exprime en français par l'expression «les unités de première ligne».

lot d'étranglement. Les centres d'entraînement de l'armée de Terre ne sont pas en mesure d'accroître suffisamment leurs capacités d'accueil dans un délai assez bref. Dans le modèle actuel de «deux guerre à la fois», on envisage le combat de haute intensité comme une situation où l'on se présente dans l'état où l'on est et l'armée de Terre actuelle est notablement moins bien préparée à de tels engagements qu'elle ne l'était en 1990.

Les forces de l'armée de Terre, stationnées aux États-Unis

Les missions premières des unités de l'armée de Terre stationnées aux États-Unis sont de renforcer rapidement les unités prépositionnées en cas de crise ou de combat et de fournir des unités capables de réagir face à des événements inattendus. De plus, l'armée de Terre doit continuer à lever, entraîner et équiper toutes ses forces, y compris celles de sa garde nationale et de ses réserves. Alors que la refonte de la posture de ses forces outre-mer est peut-être la principale mission à laquelle l'armée de Terre devra faire face dans un avenir immédiat, elle sera inévitablement liée à la nécessité de rebâtir et de reconfigurer l'armée de Terre en métropole.

La nécessité de riposter avec une puissance décisive à un conflit majeur en Europe, dans le Golfe Persique ou en Asie orientale, restera le critère déterminant de la structure de l'armée de Terre pour les unités stationnées aux États-Unis. Quelle que soit la probabilité qu'on attribue à de tels conflits, il est essentiel de conserver suffisamment de capacités pour les conduire à une conclusion satisfaisante, y compris une victoire décisive qui aurait pour conséquence une évolution politique à long terme ou un changement de régime. La structure actuelle de l'armée de Terre d'active en métropole, 23 brigades de manœuvre, est à peine suffisante pour répondre aux besoins potentiels. Non seulement le nombre de ces unités est réduit, mais on a dangereusement laissé se dégrader leur aptitude opérationnelle au cours des dernières années. Les effectifs ont baissé et on a réduit et dégradé leurs occasions de s'entraîner. Il faut que ces unités reviennent à un haut niveau d'aptitude et, plus important, qu'elles se réorientent vers leurs missions de combat.

Comme la structure divisionnaire reste une organisation économique et efficace lors des opérations de grande envergure, ainsi qu'une structure administrative et logistique efficace, il faut que la division reste l'unité de base pour la plupart des formations de l'armée de Terre stationnées aux États-Unis, même si l'armée de Terre crée de nouvelles structures indépendantes et plus petites destinées aux opérations outre-mer. L'armée de Terre est en train d'entreprendre une réorganisation de la structure de base de la division. Elle réduit la taille des bataillons de marche ordinaires pour répondre aux améliorations que permettent les techniques modernes et les capacités inexploitées que permettent les systèmes actuels. Il s'agit d'une étape modeste mais importante qui rendra ces unités plus facilement projetables, et il faut que l'armée de Terre continue dans la voie d'évolutions similaires. De plus, il faut que l'entraînement au sein de l'armée de Terre continue à mettre l'accent sur les opérations interarmes mettant en œuvre des groupements tactiques. En métropole, la structure de



Il faut que l'armée de Terre remette les unités basées aux États-Unis, celles dont on aurait besoin en cas de conflit majeur sur un théâtre donné, à un haut niveau d'aptitude opérationnelle.

l'armée de Terre devrait comporter trois divisions lourdes à trois brigades avec leurs effectifs au complet, deux divisions légères et deux divisions aéroportées. En outre, cette armée métropolitaine devrait conserver quatre régiments de cavalerie légère

5 **En structure active.** C'est-à-dire avec tout le personnel présent et prêt au combat, entraîné suivant des normes classiques pendant que d'autres unités expérimentales apprendraient à manœuvrer suivant la nouvelle doctrine. (NdT)

blindée en structure active⁵ plus des unités expérimentales dédiées aux activités de réorganisation. Ceci représenterait approximativement l'équivalent de 27 brigades terrestres.

Pourtant, une telle force, quoique capable de fournir et de soutenir une puissance de combat significative pour les missions initiales, resterait inadaptée à tout l'éventail de tâches stratégiques auxquelles l'armée de Terre a à faire face. Ainsi, cette armée doit de plus en plus s'appuyer sur des unités de la Garde pour remplir une partie de ses missions éventuelles de temps de guerre et non chercher à faire remplir ses missions de présence outre-mer à ceux qui devraient rester des militaires à temps partiel. Pour permettre à la Garde nationale de l'armée de Terre de jouer son rôle essentiel dans le cadre des conflits majeurs, l'armée de Terre doit prendre un certain nombre de mesures visant à s'assurer de l'aptitude opérationnelle des unités de la Garde. La première mesure est d'établir de meilleurs liens entre la Garde et les unités d'active en fournissant les moyens adéquats pour améliorer l'efficacité opérationnelle des grandes unités⁶ de la Garde. Elle pourrait peut-être inclure un encadrement d'active au sein des brigades de la Garde destinées à se déployer les premières. Deuxièmement, il faut adapter la structure générale de la Garde ainsi que réduire le nombre général des unités de la Garde nationale de l'armée de Terre, en particulier celui des divisions d'infanterie de la Garde nationale. Non seulement cela éliminerait les formations inutiles, mais encore cela permettrait d'améliorer les effectifs des unités de la Garde destinées à se déployer les premières et qui doivent être garnies à bien plus de cent pour cent de leurs tableaux d'effectifs pour leur permettre de se déployer un certain temps en cas de crise ou de guerre.

En outre, il faut que l'armée de Terre rationalise les missions de ses unités de réservistes. Sans

les efforts des réservistes au cours de la dernière décennie, l'armée de Terre aurait vu sérieusement compromise sa capacité à conduire le grand nombre d'opérations de circonstance auxquelles elle a eu à faire face. Néanmoins, l'effort de rationalisation des déploiements, ainsi que nous l'avons abordé dans la partie précédente, aura aussi pour conséquence de moins faire appel aux réservistes de l'armée de Terre, en particulier à ceux qui ont des aptitudes hautement spécialisées. À partir du moment où l'on aura admis que les missions dans les Balkans, par exemple, sont des déploiements à long terme, on pourra réduire le rôle des forces de réserve de l'armée de Terre et les unités d'active pourront assurer pratiquement l'intégralité de la mission.

En somme, il faut adapter les missions des deux composantes des réserves de l'armée de Terre aux réalités de l'après-Guerre Froide comme il faut adapter les missions de la composante d'active.

Ramener la Garde nationale à son rôle traditionnel permettrait une réduction des forces tout en faisant baisser les contraintes des déploiements répétés pour des opérations de circonstance.

L'importance de ces soldats-citoyens pour faire le lien entre l'armée professionnelle et le gros de la société américaine n'a jamais été plus grande, et le fait de ne pas procéder aux ajustements nécessaires de leur mission a mis ce lien en danger. La Garde nationale de l'armée de Terre doit conserver son rôle traditionnel de couverture face aux besoins plus grands en force de combat que ceux auxquels on s'attendait. En fait, elle pourrait jouer un

rôle plus grand dans la planification de guerre américaine qu'elle ne l'a joué jusqu'à présent. Il ne faut pas l'utiliser d'abord pour fournir du soutien de combat au profit des unités d'active engagées

6 **Grande unité.** Il s'agit des formations qui, commandées par des officiers généraux, regroupent plusieurs bataillons ou groupements tactiques, plusieurs brigades ou plusieurs divisions.

L'**unité élémentaire** est la compagnie. Composée de plusieurs sections, elles-mêmes composées de plusieurs groupes de combat, la compagnie est la plus petite unité qu'on puisse engager au combat. Le bataillon est le regroupement de plusieurs compagnies, en général trois, sous les ordres d'un officier supérieur qui aux États-Unis est un lieutenant-colonel ou un colonel. Un regroupement de plusieurs unités, par exemple un bataillon renforcé d'une compagnie spécialisée venant d'un autre bataillon, est ce qu'on appelle un groupement tactique. Une formation de deux compagnies pour une mission ponctuelle et de courte durée s'appelle un sous-groupement tactique.

Une brigade est aux États-Unis composée en général de trois bataillons et d'unités de soutien administratif et logistique. Elle est la plus petite des grandes unités. Elle représente une entité définie qui dure dans le temps. Elle conduit des manœuvres et des exercices, elle assure et contrôle l'aptitude opérationnelle de ses bataillons et elle est évaluée et notée en aptitude opérationnelle comme une entité définie et constituée. La brigade est commandée par un général de brigade. La division est une grande unité qui regroupe de façon permanente plusieurs brigades, en général trois aux États-Unis. Le corps d'armée est une grande unité composée en général de trois divisions, aux États-Unis.(NdT).

dans les opérations en cours. Un retour à son rôle traditionnel permettrait à terme une légère réduction du volume de la Garde nationale de l'armée de Terre. Une telle évolution réduirait aussi la pression de déploiements répétés en opérations de circonstance, ce qui met à mal le modèle de soldat à temps partiel sur lequel est fondé le principe de la Garde nationale. De la même manière, il faudrait que la réserve de l'armée de Terre conserve son rôle traditionnel de force fédérale, complément de la composante d'active, ce qui exige de réduire les demandes en personnels isolés aux fins de renfort pour les opérations de circonstance, et ceci grâce à des améliorations dans les opérations et les déploiements de l'armée de Terre d'active, dans son organisation, voire une augmentation de ses effectifs. Au cas où les forces américaines se trouveraient impliquées dans deux conflits majeurs en même temps ou presque en même temps, les composantes de réserve de l'armée de Terre pourraient fournir le support pour des opérations décisives. Une telle capacité est la clé de voûte de la stratégie américaine et ne doit pas s'émietter dans des opérations de circonstance qui s'éternisent.

Une deuxième mission des unités de l'armée de Terre stationnées aux États-Unis est de répondre aux circonstances imprévues. Avec davantage d'unités prépositionnées le long d'un périmètre de sécurité américain élargi autour du globe, ces crises imprévues pourraient être moins handicapantes. Des unités comme les 82^e et 101^e divisions aéroportées ou les deux divisions légères d'infanterie ainsi que les petits éléments de la 3^e division d'infanterie mécanisée, qui restent en alerte renforcée, continueront à fournir ces nécessaires capacités. Ainsi que les unités des opérations spéciales de l'armée de Terre comme le 75^e régiment des Rangers. De plus, la création d'unités moyennes autonomes entamera le processus d'adaptation de l'armée de Terre aux besoins inopinés à venir. Au fur et à mesure que progressera le processus d'adaptation, le besoin apparaîtra d'un éventail plus large de types d'unités de l'armée de Terre pour faire face aux opérations de circonstance qu'on n'avait pas prévues.

Les forces prépositionnées

La présence américaine outre-mer pèse lourdement sur les forces terrestres et sur l'armée de Terre qui est l'armée la plus adaptée aux missions de longue durée. Dans l'environnement de l'après-Guerre Froide, ces forces prépositionnées remplissent par essence des missions de reconnaissance et de sûreté. On demande aux unités concernées de maintenir la paix et la stabilité dans les régions où elles patrouillent, de donner l'alerte en cas de crises imminentes et de modeler les premières phases de tout conflit qui pourrait survenir pendant que les forces en renfort se déploient depuis les États-Unis ou ailleurs. Compte tenu de l'essence de leur mission, il faut que ces unités soient des unités auto-suffisantes et interarmes⁷ avec un large éventail de capacités, capables de s'engager à longue distance avec des moyens de communication sophistiqués et l'accès à des hauts niveaux du renseignement américain. Actuellement, la plupart des unités prépositionnées de l'armée de Terre ne répondent pas à ces critères.

De tels critères conduisent à envisager que ces unités soient de la taille de régiments ou de brigades, peut-être de 5 000 hommes. Il leur faudra suffisamment de personnel pour pouvoir remplir dans la durée des missions classiques d'infanterie, mais elles devront être suffisamment mobiles pour intervenir sur des zones étendues. Elles doivent avoir suffisamment de puissance de feu en tir direct pour avoir d'emblée le dessus en cas de contact et les moyens d'appui feu nécessaires pour éviter que soient bousculées ces unités relativement petites et autonomes. Cependant, le besoin en moyens d'appui feu ne signifie pas forcément de puissants moyens en artillerie classique ou d'autres formes d'appui feu. Bien qu'un peu d'artillerie s'avère nécessaire, une grande partie de l'appui feu direct viendrait des unités d'hélicoptères d'attaque et l'appui feu dans la profondeur viendrait des avions d'attaque au sol. La combinaison d'une écrasante supériorité dans les engagements à tir direct, matérialisée par les performances du VCI Bradley et du char M1 Abrams au cours de la guerre du Golfe, et bien sûr du LAV des Marines, ainsi que la précision

⁷ **Interarmes** : une formation interarmes de l'armée de Terre regroupe des unités appartenant à plusieurs armes de l'armée de Terre : infanterie, artillerie, cavalerie, génie, transmissions, train etc.

et l'efficacité accrues des feux d'artillerie, sans compter les capacités des avions d'assaut américains, fourniront à ces unités une très significative capacité de combat.

Ces unités prépositionnées et autonomes seront de plus en plus articulées autour du recueil et du traitement de l'information. Ce sera essentiel pour les opérations de guerre – le tir de précision à longue portée exige du renseignement précis et instantané ainsi que de solides moyens de communication – mais aussi pour les opérations de stabilisation. Les unités stationnées dans les Balkans, en Turquie ou en Asie du Sud-Est devront être capables d'appréhender des ambiances politico-militaires inédites et d'y opérer ; les décisions apparemment tactiques prises par des soldats sur le terrain pourront avoir des conséquences stratégiques. Alors que des civils tant américains que locaux pourraient répondre à certains de ces besoins, les unités déployées sur le périmètre de sécurité américain doivent avoir les capacités, la cohésion et la stabilité en personnel qu'exige leur mission. Au premier plan de ces capacités est la conscience de l'environnement sécuritaire et politique dans lequel elles opèrent. En particulier, ces forces qui stationnent dans des régions instables doivent disposer de leurs propres moyens de recueil du renseignement d'origine humaine, sous la forme de détachement d'unité de forces spéciales voire sous forme d'unités organiques⁸ de renseignement.

Les moyens techniques nécessaires pour aligner de telles forces existent déjà et nombre d'entre eux sont en cours de production ou sont présents sur étagère dans l'inventaire de l'armée de Terre. Les nouveaux contours des forces ainsi que la mise en œuvre des techniques de l'information peuvent donner une nouvelle utilité à l'arsenal existant. Cependant, la question de la mobilité et du poids devient encore plus cruciale si les forces doivent être stationnées en Asie du Sud-Est. En cas de crise, même des troupes prépositionnées auraient à se déplacer rapidement à de très grandes distances, tant au moyen de ponts maritimes que de ponts aériens. En bref, chaque kilo et chaque décimètre cube comptent. En concevant de telles forces, l'armée de Terre doit envisager une approche plus novatrice.

Une approche à court terme serait de bâtir une telle unité autour du V22 Osprey, aéronef à rotors pivotants actuellement mis en chantier pour le Corps des Marines et les forces spéciales. Une deuxième approche à moyen terme serait d'accroître les capacités de l'infanterie aéromobile actuelle en ajoutant des perches de ravitaillement aux hélicoptères existants comme sur les appareils des opérations spéciales. Une autre approche serait la construction de navires de transport vraiment rapides.

En somme, il faudrait que ces unités autonomes prépositionnées deviennent clairement des « ferments d'évolution » au sein de l'armée de Terre, offrant l'occasion de mettre en œuvre des concepts de transformation en profondeur, même si elles remplissent des missions essentielles de stabilisation des régions dans lesquelles elles se trouvent. En outre, de telles unités auraient besoin de s'entraîner de façon régulière aux opérations de guerre, ce qui rend nécessaire la construction de nouveaux centres d'instruction et d'entraînement ainsi que de nouvelles garnisons dans des régions stratégiques plus pertinentes. Elles opéreront de manière plus dispersée, reflétant tant de nouveaux concepts

La puissance terrestre américaine est le maillon essentiel de la chaîne qui transforme la suprématie militaire américaine en une prééminence géopolitique.

d'opérations de guerre que les nécessités des opérations de stabilisation en cours. Que ce soit en zones urbaines ou dans les jungles de l'Asie du Sud-Est, elles opéreront en terrain complexe qui représente mieux les théâtres de la guerre future. Il est certain que de nouvelles unités de taille moyenne ou aéromobiles apporteront une plus grande motivation à la réorganisation en profondeur de l'Armée de terre

pour faire face à l'avenir. Non seulement l'accroissement de la mobilité et des moyens de communication et d'information offrira de nouvelles possibilités de conduite des opérations, mais encore l'absence d'arme blindée et de cavalerie lourde demandera la conception de nouvelles tactiques, de nouvelles doctrines et de nouvelles organisations. Même parmi les unités actuellement dotées du char

⁸ **Organique.** Qui appartient en permanence à la formation au profit de laquelle elle est appelée à travailler. On distingue les éléments organiques des éléments en appui, en renfort, détachés ou placés sous contrôle opérationnel. Ces unités non organiques sont mises à disposition de la formation de combat pour une phase donnée de la manœuvre ou de l'opération (NdT).

Abrams et du VCI Bradley, les exigences d'opérations autonomes, le resserrement des liens interarmées et l'introduction de nouvelles capacités de renseignement et de communication ouvriront la voie à l'innovation. De façon plus profonde, ces nouvelles unités et ces nouveaux concepts donneront un but au processus d'adaptation au sein de l'Armée de terre, les soldats seront partie prenante du processus et le prendront à cœur, brisant les résistances bureaucratiques à l'évolution.

En plus de ces nouvelles forces destinées à l'Europe, au Golfe ou ailleurs en Asie orientale, il faut que l'armée de Terre conserve une force équivalente à celle qui est actuellement stationnée en Corée. Outre les unités de quartier général qu'on trouve là-bas, la présence militaire terrestre s'articule autour des deux brigades de la 2e Division d'infanterie. Cette unité est déjà hybride, ni division lourde comme dans les livres, ni division légère. Tout en conservant la structure divisionnaire qui permet l'insertion en souplesse de troupes d'exploitation en cas de crise, il faudrait aussi que l'armée de Terre réorganise cette unité pour permettre des opérations à plus longue portée. Étant donné la masse de l'artillerie nord-coréenne, les tirs de contrebatterie joueront un rôle important au cours de n'importe quelle guerre survenant dans la péninsule, ce qui conduit à conclure qu'améliorer les capacités de l'artillerie de saturation de la division américaine est un investissement modeste mais avisé. De la même façon, augmenter le parc d'ALAT et d'hélicoptères d'assaut des forces terrestres américaines en Corée offrirait aux commandeurs des possibilités dont ils ne disposent pas aujourd'hui. Les principales forces lourdes de l'armée de Terre de la Corée du Sud sont bien instruites et bien équipées, mais sont optimisées pour défendre Séoul et la république de Corée le plus au nord possible. À l'heure actuelle, les deux brigades de la 2e Division d'Infanterie ressembleraient d'assez près au type de force autonome et interarmes dont on aurait besoin ailleurs.

La modernisation de l'armée de Terre et les budgets

Depuis la fin de la Guerre Froide, l'armée de Terre a souffert de dramatiques réductions budgétaires, notamment en matière d'acquisition d'arme-

ment et en matière de recherche. Cela a eu pour conséquence la dégradation actuelle de l'aptitude opérationnelle dont nous avons traité plus haut et a réduit la capacité de cette armée à se moderniser et à innover pour le futur. Le besoin de se trouver des ressources budgétaires a obéré les tentatives d'adaptation actuelles de l'armée de Terre.

Au cours de l'année fiscale 1992, le premier budget de l'après-Guerre Froide et de l'après-guerre du Golfe, le budget de l'armée de Terre était de 91 milliards de dollars mesuré en dollar constant de l'année 2000. Cette année, le Congrès a voté un budget de 69,5 milliards pour les opérations de l'armée de Terre – dont plusieurs milliards pour payer les opérations dans les Balkans – et la demande du président Clinton pour 2001 est de 70,6 milliards, dont plus de deux milliards seront affectés aux opérations dans les Balkans. Le budget d'équipement de l'armée de Terre subit lui aussi une réduction. Au cours des années Clinton, les dépenses d'équipement de l'armée de Terre ont été en moyenne de 8 milliards de dollars pour descendre à 7,1 milliards en 1995. La demande pour l'année 2000 a été de 9,7 milliards, de loin la plus élevée depuis la fin de la guerre du Golfe. Par comparaison, les achats d'armement de l'armée de Terre atteignaient en moyenne 23 milliards par an au début et au milieu des années 1980, au moment où entraient en production les systèmes d'armes majeurs actuellement en service, le char M1 Abrams, le Véhicule de Combat d'infanterie (VCI) Bradley, les hélicoptères Apache et Blackhawk ainsi que le système de missile *Patriot*. Pour aligner une armée de Terre capable de remplir les nouvelles missions et de relever les nouveaux défis évoqués plus haut, ses budgets doivent revenir au niveau d'environ 90 à 95 milliards en dollars constant de l'année 2000. Une partie de cet accroissement budgétaire permettrait à l'armée de Terre à la fois de regarnir les unités en sous-effectif et de remettre à niveau l'armée de Terre conventionnelle ainsi que d'améliorer l'aptitude opérationnelle des unités de sa Garde nationale. De nouveaux programmes d'équipement devraient porter sur des blindés légers, des réseaux de commandement numérisés et d'autres systèmes de suivi de situation, la mise en service de l'hélicoptère Comanche et des aéronefs sans pilotes. De nouveaux investissements dans les infrastructures militaires amélioreraient la qualité de vie des soldats. Cela relancerait le processus d'adaptation.

Seulement, comme l'a montré l'étude conduite ci-dessus des besoins de l'armée de Terre, il faut à la fois réorienter et accroître ses investissements. Par exemple, on a du mal à justifier dans le cadre de la révolution que nous connaissons le programme d'artillerie Crusader, bien qu'il porte sur le canon automoteur peut-être le plus moderne jamais conçu. Les coûts qu'engendre ce canon, non seulement en termes de budget mais aussi en termes d'opportunité de faire perdurer un modèle de guerre de plus en plus dépassé, l'emportent de loin sur les avantages qu'il apporterait. Il faut abandonner le projet Crusader.



En plus de mettre fin au programme d'artillerie Crusader, il faut augmenter le budget de l'armée de Terre au niveau de 90 à 95 milliards de dollars pour financer ses missions actuelles et sa refonte à long terme.

Toutefois, pour que l'armée de Terre puisse faire face aux nombreux défis qui se présentent à elle, il faudra une sérieuse augmentation de son financement. Les effectifs d'active ont beau être de 40% inférieurs à ce qu'ils étaient au total à la fin de la Guerre Froide, plusieurs générations de ses chefs ont préféré les maintenir en réduisant pour ce faire les dépenses d'équipement et de recherche. Cela ne peut pas continuer. L'armée de Terre a beau être trop réduite pour faire face à l'éventail des missions que nous avons exposées plus haut, ce dont elle a le plus besoin est la relance des investissements, une recapitalisation et tout particulièrement une réorganisation. Pris ensemble, ces besoins dépassent de loin les économies qu'on pourrait faire au moyen de réformes ou de gains de productivité. L'abandon de programmes mineurs comme le canon Crusader, l'adaptation de l'organisation administrative, la fermeture de garnisons et d'autres mesures ne suffiront pas à dégager suffisamment de ressources pour financer la refonte radicale dont l'armée de Terre a besoin.

La puissance terrestre américaine est le maillon essentiel de la chaîne qui transforme la suprématie militaire américaine en une prééminence géopolitique. Même si les moyens d'appliquer les feux sur le champ de bataille ont largement progressé – les avions d'attaque ont réalisé les rêves les plus fous des adeptes de la puissance aérienne – les drones promettent d'accroître très bientôt la portée des frappes et la possibilité d'en conduire depuis l'espace pointe le nez dans un avenir qui n'est pas très éloigné – il persiste le fait que la manœuvre terrestre reste le moyen d'obtenir des résultats politiques décisifs. Il est difficile de faire tomber les régimes politiques du simple fait de les sanctionner. Si les forces terrestres sont appelées à survivre et à conserver leur rôle stratégique unique dans un monde où il est de plus en plus facile de frapper avec précision à des portées accrues, elles doivent néanmoins évoluer elles aussi, devenir plus discrètes, plus mobiles, plus projetables et capables d'opérer en ordre dispersé. L'armée de Terre américaine, et les forces terrestres américaines en général, doivent de plus en plus être un complément aux capacités de frappe des autres armées. En corollaire, une force militaire américaine qui n'aurait pas la possibilité de mettre en œuvre des forces terrestres capables de durer et de manœuvrer rapidement sur les champs de bataille à venir priverait les dirigeants politiques américains d'un outil essentiel de diplomatie.

L'armée de l'Air : vers une armée du premier choc à l'échelon de la planète.

La dernière décennie s'est montrée la meilleure et la pire période de l'histoire de l'armée de l'Air américaine. De la guerre du Golfe à l'opération *Allied Force* au Kosovo, la sophistication croissante de la puissance aérienne américaine – avec ses avions furtifs, ses munitions guidées de précision, ses capacités tout temps de jour comme de nuit, le professionnalisme de ses pilotes, de ses planificateurs et des équipes de soutien – a permis à l'armée de l'Air de se vanter à juste titre d'être « la puissance mondiale de portée mondiale ». Sur court préavis, les aéronefs de l'Armée de l'air peuvent engager pratiquement n'importe quel objectif sur terre avec une grande précision et pratiquement sans risque. La puissance aérienne américaine est devenue au sens propre le symbole de la prééminence militaire américaine.

Dans le même temps, l'armée de l'Air s'est vue réduite d'un tiers, voire plus, et on lui a confié de plus en plus de missions disparates. En outre, elle s'est vue confier tant de missions nouvelles que son organisation de base en a été changée. Pendant la Guerre Froide, l'Armée de l'air était agencée pour s'engager dans des batailles aériennes de grande ampleur visant à vider le ciel des appareils soviétiques. De nos jours, elle est de plus en plus formatée pour remplir de monotones missions d'interdiction de l'espace aérien qui s'éternisent, conduire des frappes punitives périodiques ou s'engager dans des campagnes aériennes limitées à faible risque sans bavures comme *Allied Force*. Le nouveau concept de «Corps expéditionnaire aérien» de l'armée de l'Air lui fait passer au-dessus de la tête la classique campagne aérienne de conflit



majeur.

Les avions spécialisés comme le JSTARS ci-dessus sont trop peu nombreux pour pouvoir faire face aux missions qu'on exige d'eux à l'heure actuelle.

Comme l'armée de Terre, l'armée de l'Air continue à mettre en œuvre des systèmes datant de la Guerre Froide dans ce nouvel environnement stratégique et opérationnel. Les avions de combat de l'armée de l'Air, le F-15 et le F-16, ont été conçus pour surpasser les appareils soviétiques plus nombreux. Les avions d'appui américains, de l'AWACS et du JSTARS, avions de commandement et aéronefs de guerre électronique, aux ravitailleurs, étaient censés opérer en tandem avec de grands nombres d'appareils américains. La mission première de la flotte des bombardiers américains était la dissuasion nucléaire.

L'armée de l'Air a elle aussi commencé à se doter de nouvelles générations d'aéronefs de combat pilotés qui ont été conçus à la fin de la Guerre Froide. Le F-22 et, en particulier, l'avion de combat multirôle, sont une réponse à des cahiers des charges établis il y a longtemps. Inversement, la décision

d'arrêter le programme du bombardier B-2 a été prise bien avant que ses capacités de plate-forme de tir de précision à longue portée aient été mises en évidence. À l'occasion de l'opération *Allied Force*, les commandants en chef régionaux ont commencé à reconsidérer la façon dont une telle capacité pouvait répondre à leurs besoins. De plus, l'armée de l'Air devrait réévaluer ses besoins en un plus grand nombre de systèmes d'armes à longue portée. Dans certaines régions, la capacité à opérer depuis des aérodromes tactiques pose de plus en plus de problèmes. Dans d'autres, en particulier en Asie orientale, le théâtre est tout simplement si étendu que même les frappes «tactiques» qu'on y conduit demandent des capacités de tir à longue portée.

En somme, l'armée de l'Air a commencé son adaptation aux nouvelles conditions de l'époque actuelle, mais elle est loin d'avoir fini de mettre en œuvre les nécessaires changements de posture, de structure ou de programmes. De plus, l'armée de l'Air est trop réduite, en particulier sa flotte d'avions d'appui ; elle n'est pas tout à fait en mesure de conduire des opérations soutenues pour conserver aux États-Unis leur prééminence militaire. On a réduit ses budgets d'équipement et ses chefs ont réduit les achats de pièces détachées, d'avions d'appui et même le remplacement des chasseurs actuels dans le but de maintenir sur les rails le programme F-22. L'armée de l'Air a beau rester l'élément le plus souple et le plus réactif de la puissance militaire américaine, il faut la restructurer, la redéployer, lui redonner du tonus et en accroître la taille pour lui permettre de rester «la puissance mondiale de portée mondiale». Il lui faudrait notamment :

- **Se redéployer pour refléter les changements en matière de politique internationale. Il faudrait déployer des escadres aériennes composées d'un large éventail d'aéronefs remplissant les fonctions de guerre électronique, de commandement embarqué, et d'autres appareils d'appui en Italie, au sud-est de l'Europe, en Turquie centrale et peut-être orientale, dans le Golfe Persique et en Asie du Sud-Est.**
- **Réaligner les unités de l'armée de l'Air qui subsistent en Europe, en Asie et aux États-Unis pour optimiser leurs capacités à conduire des campagnes aériennes simultanées de grande envergure.**
- **Investir de manière sélective dans les générations actuelles d'avions de combat et d'appui pour per-**

mettre aux flottes de F-15 et de F-16 de perdurer, acheter des nouveaux systèmes d'avionique pour les avions de combat destinés aux missions spéciales, augmenter la taille prévue des flottes d'AWACS et de JSTARS et d'autres avions d'appui électronique ainsi qu'augmenter le stock des armes guidées de précision.

- **Concevoir des plans visant à augmenter les flottes d'avions d'appui de guerre électronique comme par exemple lancer le Wild Weasel, l'avion de brouillage conçu sur la base du F-15 E.**
- **Restaurer les conditions d'une armée de l'Air normale en augmentant ses effectifs en personnel, en reconstituant son corps de pilotes et de sous-officiers expérimentés en entretien du matériel, en augmentant les spécialités de soutien comme le renseignement et la police spécialisée et en relançant la fonction « instruction et entraînement ».**
- **Il faut augmenter les effectifs d'active d'environ 30 000 à 40 000 hommes et l'armée de l'Air pourra rebâtir une structure de 18 à 19 escadres aériennes d'active et l'équivalent de 8 escadres de réserve.**

État des lieux de l'armée de l'Air

Comme l'armée de Terre, l'armée de l'Air a au cours des dernières années rempli des missions radicalement différentes de celles qui lui étaient dévolues du temps de la Guerre Froide. Les années qui ont suivi la chute du mur de Berlin ont été rien de moins qu'imprévisibles. En 1997, l'armée de l'Air a déployé quatre fois plus de troupes qu'en 1989, dernière année de la Guerre Froide, mais avec un tiers de personnel d'active en moins. La modernisation s'est gravement ralentie. Dans de telles conditions, les choix qui ont été faits en matière de construction d'une force de combat destinée à la guerre se sont avérés être un handicap. Comme l'a déclaré Thomas Moorman, chef d'état-major adjoint de l'armée de l'Air de 1994 à 1997 :

Aucun de nous ne croyait, à la fin de la Guerre Froide, que nous aurions à conduire les opérations Northern Watch et Southern Watch en 1998. La Bosnie est toujours là – tout le monde au sein de l'armée de l'Air y a servi depuis 1995... Ajoutez cela à ce que nous avons vu émerger en particulier en Iraq. Saddam Hussein s'est montré très efficace pour tirer sur la corde et nous avons connu trois déploiements majeurs dont le dernier a été très

important. Il s'agissait de 4 000 hommes et 100 aéronefs. Et nous y sommes restés beaucoup plus longtemps que nous ne l'avions imaginé au départ.

Le résultat est que « l'aptitude opérationnelle de l'armée de l'Air est en train de baisser, et ce n'est pas une anecdote, c'est un fait », déclare le général Michael Ryan, le chef d'état-major de l'armée de l'air. D'après Ryan, depuis 1996, l'armée de l'Air a connu « une dégradation générale de 14 % de l'aptitude opérationnelle de ses principales unités opérationnelles. » Et les chefs de l'armée de l'Air ont beau prétendre qu'elle maintient toutes ses unités au même niveau de préparation, c'est-à-dire qu'elle ne pratique pas l'aptitude « étagée » comme le fait la Marine où les unités de première intervention ont la préférence en matière de dotations, le niveau d'aptitude des unités basées en métropole est descendu au-dessous de celles déployées outre-mer. Par exemple, l'*Air Combat Command* [Commandement des forces aériennes tactiques], le commandement principal de l'aviation tactique basée aux États-Unis, a vu son aptitude opérationnelle baisser de 50 %, à comparer à la baisse générale de 14 % de l'armée de l'Air toutes unités confondues.

Ces problèmes d'aptitude opérationnelle résultent d'un rythme d'engagements qui érode l'armée de l'Air lentement mais sûrement. Une étude conduite en 1998 par la Rand Corporation intitulée « *Air Force Operations Overseas in Peacetime: OPTEMPO and Force Structure Implications* » [les opérations outre-mer de l'armée de l'Air en temps de paix] a conclu que l'armée de l'Air est aujourd'hui tout juste suffisante pour remplir la mission actuelle d'interdiction d'espace aérien et d'autres missions de police, à l'exception de toute participation à un conflit majeur. Alors que le ministère de la Défense a dû finir par admettre la charge qui pèse sur les AWACS et d'autres aéronefs spécialisés, l'étude a montré que « les avions spécialisés connaissent un taux d'emploi largement supérieur à ce que la structure actuelle de la force est susceptible de pouvoir endurer à long terme. » L'étude a aussi révélé que la force d'avions de combat actuelle a elle aussi atteint ses limites. Selon les estimations actuelles, la structure de l'aviation de combat « est aujourd'hui en mesure de faire face aux exigences de maintien de la paix, mais avec de maigres réserves – tout juste un tiers d'escadron (8

appareils) de plus que la demande.» Une autre mission d'interdiction de zone, comme celle actuellement conduite dans les Balkans par exemple, «ne pourrait être remplie dans la durée sans de grandes difficultés.» D'après Ryan, l'accumulation de ces missions de police a un effet désastreux sur l'armée de l'Air :



Ryan

Nos hommes et nos femmes sont chaque année séparés de leurs garnisons et de leurs familles pendant des durées imprévisibles et assez longues, ce qui a un impact négatif sur le taux de rengagement. Notre gestion du personnel en métropole n'est plus adaptée et la charge de travail s'est accrue en raison des départs fréquents en mission alors que le travail doit continuer au même rythme dans les garnisons de métropole. Nos unités qui se déploient hors métropole doivent emporter beaucoup plus de moyens d'infrastructure dans les bases qu'elles installent à l'extérieur. La protection des infrastructures et la sécurité élémentaire de la mission des unités déployées à l'extérieur sont un souci majeur. Les exigences qui pèsent sur nos petites unités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, ou celles de recherche et de sauvetage au combat se sont très fortement accrues. Elles sont correctement dimensionnées pour les conflits majeurs sur deux théâtres d'opérations, mais certaines ne sont pas adaptées à des opérations de circonstance multiples et de grande ampleur. En raison de la nature imprévisible des engagements de circonstance, on a élargi les programmes d'entraînement, ce qui fait que les unités ne peuvent pas toujours suivre la préparation jusqu'à son terme avant de partir en mission d'appui ou de soutien. Comme on ne peut pas prévoir ces mêmes opérations de circonstance, il devient beaucoup plus difficile d'employer les unités de réservistes, dont beaucoup ont besoin de temps pour organiser leur absence avec leurs employeurs civils avant de pouvoir rejoindre leurs affectations en mobilisation dans l'armée de l'Air.

L'accumulation de ces tensions a causé tout un ensemble de difficultés pour l'armée de l'Air : le recrutement et la conservation du personnel clé, en particulier les pilotes, est devenu problématique

comme jamais auparavant ; sa flotte d'appareils, en particulier les avions d'appui, vieillissent de façon significative. Le manque de pièces détachées ajouté à celui des sous-systèmes électroniques et des munitions de haute technicité limite les missions tant opérationnelles que d'entraînement et d'instruction, ce qui fait que le niveau d'entraînement au combat a baissé.

Même l'entraînement habituel en métropole s'est trouvé affecté au cours des dernières années, ainsi que les exercices majeurs de combat aérien. La faiblesse du budget d'instruction, explique Ryan, a pour conséquence que «les équipages ne sont plus capables de répondre à de nombreuses exigences de l'entraînement. Et l'instruction sur la menace va atteindre un niveau très bas qui n'a plus rien de réaliste. Les équipages vont développer un sentiment trompeur de sécurité s'ils s'entraînent face à une menace qui n'a rien de réaliste». De la même façon, le programme de l'armée de l'Air pour assurer à ses pilotes l'entraînement avec «plastron»⁹ n'est plus que l'ombre de ce qu'il était : au cours des années 1980, il y avait un avion plastron pour 35 avions de l'armée de l'Air. Aujourd'hui le rapport est d'un pour 240. La fréquence à laquelle les pilotes de l'armée de l'Air participent à des exercices «Red Flag» [des exercices de combat avec plastron] est tombée d'un par an à un tous les 18 mois.

Les difficultés de l'armée de l'Air se sont aggravées du fait de l'arrêt des achats au cours des années 1990. Le vieillissement catastrophique de la flotte de l'armée de l'Air et l'accroissement des coûts et des charges d'entretien résultant de l'usure des appareils, de la corrosion et de l'obsolescence des pièces, est le deuxième facteur de chute de l'aptitude opérationnelle de l'armée de l'Air. Au tournant du siècle, l'âge moyen des avions sera de 20 ans et en 2015, même si l'on introduit le F-22 et l'avion de combat multirôles, même si l'on continue à acheter des avions de la gamme actuelle comme le C-17, l'âge moyen de la flotte sera de 30 ans. La différence de coût d'entretien au

L'Air Combat Command, le principal commandement de chasse basé en métropole, a perdu 50 % de son efficacité opérationnelle.

⁹ Le plastron est un ennemi d'exercice matérialisé sur le terrain. Ici, il s'agit d'autres pilotes qui jouent le rôle d'agresseurs, de batteries de tir antiaérien utilisant la simulation ou des munitions d'exercices (NdT).

sol entre les modèles les plus anciens de F-15, les type A et type B – âgés d'environ 21 ans en moyenne – dont l'entretien revient à 1,9 millions de dollars par avion et par an, et les plus récents F-15E âgés de 8 ans, dont l'entretien revient à 1,3 million par avion et par an, ce qui représente une différence de 37 %, illustre bien la surcharge de dépense qu'occasionnent les appareils plus anciens. Mais ce qui coûte peut-être le plus cher dans une flotte vieillissante, c'est que peu d'avions sont aptes au combat. Le taux global d'« inaptitude opérationnelle » ou d'avions cloués au sol dans l'armée de l'Air est passé de 17 % en 1991 à 25 % aujourd'hui. Ce taux continue de croître malgré le fait que le personnel d'entretien de l'armée de l'Air travaille toujours plus intensément et plus longtemps pour maintenir les avions à niveau. La cannibalisation, qui consiste à remplacer les pièces d'un avion qu'on veut garder en état de vol par celles d'un avion en cours de réparation, s'est accrue de 58 % entre 1995 et 1998.

Certaines des difficultés de l'armée de l'Air sont une conséquence de la réduction de son budget d'approvisionnement associée à la volonté de l'armée de conserver le programme F-22 sur les rails autant que faire se peut. Les dépenses engendrées par le « Raptor » ont forcé l'armée de l'Air à procéder à des coupes répétées dans d'autres programmes budgétaires, portant non seulement sur de nouveaux avions mais aussi sur des approvisionnements en pièces détachées et sur les effectifs. Le manque de pilotes tient en partie à des décisions relatives au maintien de financement du F-22. Ces effets se doublent de changements dans le type d'opérations de l'armée de l'Air au cours des dix années écoulées. Les avions d'appui tels l'AWACS, le JSTARS, les avions de guerre électronique et les ravitailleurs ont tous été conçus pour opérer de concert avec un grand nombre d'avions tactiques en des opérations de grande envergure. Or, maintenant, on les engage le plus souvent avec seulement quelques avions de chasse ou d'attaque en des opérations d'interdiction de l'espace aérien et d'autres opérations de circonstance. Il en résulte que le Pentagone dans ses points de situation interarmées les étiquette comme systèmes d'armes « fortement demandés en faible densité ». En d'autres termes, ils sont trop peu nombreux pour faire face aux

demandes de missions. Le programme de modernisation de l'armée de l'Air se doit pourtant de tenir complètement compte de ce phénomène. Par exemple, la demande officielle en JSTARS est passée de 19 à 13 appareils. Ce n'est que tardivement qu'on a admis que le besoin est plus élevé. De la même façon, on a réduit le programme d'acquisition de C-17¹⁰ de 210 à 120 appareils. En fait, il est vraisemblable que, compte tenu des besoins qui apparaissent, 210 avions C-17 ne suffiront pas. D'une manière globale, il faut entièrement reprendre le programme de modernisation de l'armée de l'Air à la lueur de nouvelles missions et de ce qu'elles vont imposer.

Les forces prépositionnées

Il faut également revoir le déploiement général de l'armée de l'Air. Actuellement, elle entretient l'équivalent de deux escadres aériennes et demie en Europe occidentale, une escadre dans le Pacifique, basée au Japon, une demi-escadre composite semi-permanente forte de 100 appareils disséminés dans toute la région du Golfe et un morceau d'escadre sur la base aérienne d'Incirlik en Turquie centrale. Même si l'on tient compte de leur souplesse inhérente et de l'éventail d'avions dont elles disposent, ces forces actuelles doivent être complétées par de nouvelles bases prépositionnées, de nouvelles bases permanentes et un réseau de bases de circonstance qui permettraient à l'armée de l'Air d'augmenter l'efficacité des flottes d'appareils actuelles et à venir au fur et à mesure que s'étend le périmètre de sécurité des États-Unis.

En Europe, il faudrait renforcer les forces existantes par des avions d'appui supplémentaires allant d'une flotte de C-17 et de ravitailleurs à des AWACS, des JSTARS et d'autres avions d'appui électronique. Il faudrait compléter les forces actuelles, encore organisées en escadres traditionnelles, par une escadre composite basée en permanence à Incirlik en Turquie, base qu'il faudrait améliorer de façon substantielle. On pourrait aussi renforcer les capacités de l'escadre aérienne d'Aviano, en Italie, au moment où ses installations s'étendent. En outre, il faudrait que l'armée de l'Air établisse un cahier des charges pour une petite escadre analogue installée au sud-est de l'Europe. Il faut

10 Le C-17 est un avion de transport servant au soutien logistique et au transport de troupes.

à terme renforcer l'armée de l'Air américaine en Europe de l'équivalent d'une à deux escadres et demie. En outre, il faut apporter des améliorations aux bases aériennes existantes dans les nouveaux pays membres de l'Otan et dans ceux qui vont la rejoindre afin de permettre des déploiements rapides, des exercices hors programmation et des opérations préliminaires renforcées en temps de crise. Il faudrait que ces préparatifs comprennent une modernisation des installations de contrôle aérien, de ravitaillement en carburant et de dépôts d'armement, et peut-être le repositionnement de petits stocks de munitions ainsi que suffisamment d'espace pour loger des renforts lors d'opérations. Il faudrait aussi améliorer les installations existant en Angleterre pour permettre la mise en œuvre des bombardiers B-2 en temps de crise, afin d'augmenter le taux de sorties des appareils en cas de besoin.

Dans la région du Golfe Persique, il faudrait que la 4 044e escadre continue à opérer comme elle l'a fait au cours de la plus grande partie de la dernière décennie. Il faudrait cependant que l'armée de l'Air prenne plusieurs mesures en vue d'améliorer sa conduite des opérations tout en tenant compte des sensibilités politiques locales. Pour alléger la tension liée aux rotations constantes, l'armée de l'Air pourrait envisager de faire davantage appel à des contractuels civils de droit américain dans les missions de soutien, peut-être dans le domaine de l'entretien des avions ou pour renforcer la sécurité. Bien que cela augmente le coût de ces opérations, cela pourrait aussi inciter les Saoudiens, les Koweïtis et les dirigeants des autres pays du Golfe à prendre une plus grande part des coûts engendrés tout en réduisant la présence militaire américaine au niveau minimal. Dans le même temps, apporter de nouvelles améliorations à la Base de Al Kharj en Arabie saoudite – en particulier pour améliorer la qualité de vie des aviateurs et permettre un meilleur entraînement au combat – garantirait les investissements complémentaires tant américains que saoudiens. La présence de l'armée de l'Air dans la région du Golfe est vitale pour la stratégie militaire américaine, et il faut que les États-Unis y envisagent, de fait, une présence permanente même s'ils doivent trouver des moyens pour alléger les embarras que la présence américaine pose aux Saoudiens, aux Koweïtis et aux pays de la région.

Mais c'est en Asie orientale que l'armée de l'Air doit chercher à accroître ses capacités et sa portée. Elle dispose actuellement d'environ deux escadres fortes des avions stationnés dans trois bases au Japon et en Corée. Comme l'armée de Terre, l'armée de l'Air est concentrée en Asie du Nord-Est et manque de présence permanente en Asie du Sud-Est, ce qui limite son allonge dans la région. L'armée de l'Air dispose aussi d'une escadre de F-15 en Alaska qui fait officiellement partie, elle aussi, de la force du Pacifique. Il faut que l'armée de l'Air double grosso modo ses forces repositionnées en Asie orientale, de préférence en dispersant ses bases au sud comme elle l'a fait au nord, peut-être en installant une escadre aux Philippines et en Australie. Comme en Europe, les opérations de l'armée de l'Air en Asie orientale seraient grandement améliorées par une capacité à soutenir des opérations de bombardement à grande portée au départ de l'Australie, peut-être aussi en y incluant des installations spéciales d'entretien des B-2 et d'autres appareils furtifs. En outre, il serait sage de la part de l'armée de l'Air d'investir dans la remise à niveau des aérodromes régionaux qui permettent d'accueillir le déploiement de renforts et, incidemment, d'aider à nouer des liens avec les armées de l'Air de la région.

Les unités de l'armée de l'Air stationnées aux États-Unis

Même si l'armée de l'Air intensifie ses opérations et accroît la portée de ses interventions dans les régions clés du monde, il lui faut conserver aux États-Unis suffisamment de forces à déployer rapidement en temps de crise et se préparer à conduire



L'efficacité générale du bombardier B-2 est obérée par le fait que la flotte en est trop réduite et par les difficultés que pose le fait de ne pouvoir opérer que depuis la base aérienne de Whitman dans le Missouri.

le type d'engagements à grande échelle qui sont le fait des conflits de haute intensité ainsi qu'à réagir à des événements réellement imprévus. En fait, la mobilité et la souplesse de la force aérienne font pratiquement disparaître le distinguo entre les éléments de renfort et ceux destinés aux missions de circonstance. Il est cependant évident que la dimension actuelle de l'armée de l'Air en métropole, équivalente à environ huit à neuf escadres de chasse et quatre de bombardement, n'est pas adaptée à ces missions. De plus, les flottes d'avions d'appui de l'armée de l'Air sont trop peu dimensionnées pour faire face à des déploiements à grande échelle et à des opérations qui s'installent dans la durée.

Les problèmes de structure de l'armée de l'Air sont le reflet des difficultés liées au type des appareils ainsi qu'à leur nombre. Par exemple, lorsque l'armée de l'Air a retiré du service les F4 «Wild Weasel» de lutte anti-DCA et ses avions de guerre électronique EF-111, leurs missions ont été respectivement reprises par des F-16 équipés de système HARM montés en nacelles et par des EA-6B «Prowlers» de la Marine et du Corps des Marines. Ceci a eu pour effet de réduire la taille de la flotte de F-16 disponible pour d'autres missions. Le F-16 a été conçu comme un avion multirôle mais le poids des équipements anti-DCA, même en opérations d'interdiction de survol, signifie que ces appareils ne sont que rarement en mesure de remplir d'autres missions et que leurs pilotes perdent leur entraînement. De la même façon, la perte des EF-111 a reporté toute la mission de brouillage sur la petite flotte de vieux «Prowlers» et fait perdre à l'armée de l'Air sa propre capacité de brouillage. La pénurie de tels appareils est si aiguë que pendant l'opération «Allied Force», les opérations d'interdiction de survol en Iraq ont été interrompues.

La flotte de transport de l'armée de l'Air connaît le même sous-dimensionnement. Les besoins en moyens de transport établis au début des années 1990 n'ont pas pris en compte le rythme et le nombre des missions de circonstances du monde de l'après-Guerre Froide. On n'a pas non plus fait évoluer les besoins en fonction du reformatage de l'armée de l'Air, alors que cela a été fait *de facto* pour les corps expéditionnaires de l'armée de Terre et de la Marine, pas plus qu'on n'a pris en compte ceux exprimés dans le présent rapport. La nécessité d'opérer de façon plus dispersée va notablement

accroître les besoins en transport aérien.

De plus, les besoins de l'armée de l'Air en appareils d'appui dépassent les ressources de sa flotte actuelle. Comme l'a fait remarquer le Général d'armée aérienne Ryan, chef d'état-major de l'armée de l'Air, son armée est bien loin, dans de nombreux domaines, d'être en mesure de conduire «deux guerres» simultanément. Même dans les opérations quotidiennes d'interdiction de survol qui mettent en œuvre un nombre d'avions relativement faible, la nature de la mission impose l'emploi d'AWACS, de JSTARS et d'autres appareils d'appui électronique à longue portée, les EA-6B et les F-16 équipés de nacelles HARM, destinés au brouillage et à la lutte anti-DCA, ainsi que plusieurs ravitailleurs qui permettent d'allonger la durée des missions longue distance. Les ratios «appui/combat» de la Guerre Froide et d'opérations de grande envergure comme la campagne aérienne de l'opération «*Desert Storm*» ont été complètement inversés. Les besoins de l'armée de l'Air en de tels appareils pour les patrouilles de contrôle du périmètre ainsi que pour les missions de renforts dépassent largement les ressources de sa flotte actuelle. Aucune étude stratégique antérieure n'a examiné ces besoins. Bien qu'une telle analyse déborde du cadre de la présente étude, il est évident qu'un élargissement de la structure de l'armée de l'Air est nécessaire.

Enfin, il faudrait réétudier la flotte des bombardiers à long rayon d'action de l'armée de l'Air.

Les flottes d'avions d'appui de l'armée de l'Air sont trop peu dimensionnées pour faire face à des déploiements à grande échelle et à des opérations qui s'installent dans la durée.

Comme nous l'avons évoqué plus haut, les opérations des B-2 au cours de l'opération «*Allied Force*» ne peuvent que conduire à un réexamen des besoins des Commandants Régionaux portant sur cet appareil. Toutefois, il est une autre caractéristique frappante des missions des B-2 durant la guerre du Kosovo : leur durée. Chaque frappe imposait une sortie de trente heures depuis la Base aérienne de Whiteman, dans le Missouri, avec les difficultés de soutien que cela représente. Le gros de la flotte de B-2 est réservé aux frappes nucléaires. En définitive, l'armée

de l'Air n'a pas pu engager plus de deux B-2 par jour dans l'opération « *Allied Force* ». Quelles que soient les qualités du B-2, son efficacité globale est étroitement obérée par le faible volume de la flotte et les difficultés qu'il y a à n'opérer que depuis la base de Witheman. Bien que le coût de la relance de la chaîne de fabrication du B-2 soit prohibitif, il est évident qu'il faudrait s'y résoudre. L'armée de l'Air peut accroître le « rendement » opérationnel des B-2 en implantant des aires outre-mer d'où pourraient opérer les B-2 en cas de besoin et en mettant sur pied une capacité projetable d'entretien de ces appareils. Au moment où l'armée de l'Air se penche sur sa future force de bombardement, elle devrait s'éviter un tel dilemme en mettant au point des successeurs au B-2. Et en tenant compte du peu de viabilité du volet « bombardier » du triptyque nucléaire américain, l'armée de l'Air pourrait chercher à ne plus avoir de bombardiers pris en compte dans le contrôle des armements et n'équiper ses B-52 et ses B-2 que pour les frappes conventionnelles.

Au minimum, il faudrait renforcer l'armée de l'Air basée aux États-Unis par l'équivalent de deux escadres aériennes. Cependant, il faudrait mettre l'accent surtout sur les appareils qui représentent une « faible ressource pour une forte demande » et qui font maintenant tellement défaut. Cependant, alors qu'il existe une volonté d'alléger la pression sur l'actuelle flotte de combat, cela ne suffira pas à contrebalancer les effets du rythme élevé des opérations de la dernière décennie. Les flottes de F-15 et de F-16 sont en danger d'obsolescence absolue. Cela sera en partie compensé par la mise en service du F-22 dans l'arsenal de l'armée de l'Air, mais en tant qu'appareil de supériorité aérienne, le F-22 ne correspond pas aux missions actuelles de moindre intensité. L'armée de l'Air est en train d'acheter une nouvelle voiture de course alors qu'elle a aussi besoin d'un parc de camionnettes. Elle devrait acheter les nouveaux avions multirôle F15E et F-16. Le programme C-17 devrait être ramené à son niveau initial d'un achat de 210 appareils et l'armée de l'Air devrait faire face au besoin d'avions d'appui électronique supplémentaires tant à court terme qu'à plus long terme dans le cadre de ses efforts de réorganisation.

Si le F-22 est loin d'être parfaitement adapté aux besoins du moment, la question de l'Avion de Combat Interarmées est tout autre chose. De plus,

plus de la moitié de tout le programme F-22 a déjà été dépensé alors que l'engagement de dépense à ce jour sur l'ACI – bien que se montant déjà à des milliards de dollars – ne représente que la partie émergée d'un iceberg qui pourrait s'avérer représenter 223 milliards. Et plus importante que les défis techniques représentés par l'ACI ou que le coût total du projet, la question qui se pose est de savoir si un tel programme qui va relancer l'Amérique pour 50 ans de plus dans le domaine des avions de combat pilotés représente une décision opérationnelle sensée. En fait, comme cela apparaît dans la suite de notre étude sur la réorganisation des armées et la révolution dans le domaine militaire, il semble peu vraisemblable que le modèle actuel de guerre, dominé par les capacités des avions de combat pilotés, perdure longtemps. Un avion de combat interarmées au coût élevé, aux capacités limitées et qui présente un risque industriel significatif semble être un mauvais investissement à la lueur de ce qui précède. Il faut mettre fin à ce programme. Il s'agit d'un obstacle à la réorganisation et d'un tonneau des Danaïdes pour le budget de la défense.

La remise sur pied d'une armée de l'Air aux États-Unis en tant que force de combat de grande envergure va compliquer les plans de cette armée pour se réorganiser elle-même en vue de faire face aux exigences des opérations d'intervention. Mais la multiplication des bases outre-mer devrait grandement réduire, si ce n'est faire disparaître, le poids des rotations en opérations de circonstances. Étant donné la mobilité et la souplesse qui lui sont inhérentes, l'armée de l'Air sera la première force américaine à arriver sur le théâtre d'opérations en temps de crise. En tant que telle, elle se doit de conserver la capacité à déployer et à soutenir suffisamment d'appareils pour dissuader les velléités guerrières et modeler n'importe quel conflit dès ses débuts. En effet, c'est l'armée de l'Air qui reste, avec l'armée de Terre, le noyau de la capacité de l'Amérique à mettre en œuvre une force militaire décisive quand elle le juge bon. Se priver de cette capacité à donner un rapide coup de massue revient à perdre la composante essentielle de la prééminence militaire américaine.

Moderniser l'Armée de l'air et ses budgets

Comme pour l'armée de Terre, les budgets de l'armée de l'Air ont été réduits de manière importante au cours de la dernière décennie, même si l'armée de l'Air a reçu des missions nouvelles et inattendues et essaie de lutter contre les implications des missions outre-mer. Au sommet de l'ère Reagan, en 1985, elle s'est vue autorisée à dépenser 140 milliards de dollars. En 1992, le premier budget de l'après-Guerre Froide est tombé à 98 milliards. Au cours des années Clinton, les budgets de l'armée de l'Air sont tombés à un minimum de 73 milliards. La demande de l'administration pour 2001 était de 83 milliards. Tous ces chiffres sont en dollars constants à la valeur de l'année budgétaire 2000.

Au cours de cette période, les chefs de l'armée de l'Air ont fait l'impasse sur nombre d'autres projets essentiels pour assurer la continuité du programme F-22. Rien que pour remettre l'armée de l'Air en condition – corriger les insuffisances budgétaires des dernières années ainsi que les distorsions internes dues aux décisions de commandement – il faudra du temps et une importante augmentation des dépenses. Il faut progressivement revenir au niveau des engagements de dépenses de 110 à 115 milliards de dollars pour augmenter les effectifs de l'armée de l'Air, mettre sur pied de nouvelles unités, en particulier les escadres composites qu'imposent les «missions aériennes de maintien de l'ordre» comme l'interdiction de survol. À quoi il faut ajouter les capacités d'appui nécessaires au renfort de la flotte d'avions tactiques, le retour aux investissements dans le domaine spatial ainsi que les moyens que demande le début du processus de réorganisation.

Il faudrait poursuivre le programme du F-22 Raptor pour fournir l'équivalent de trois escadres d'avions et pour mettre au point et acheter les munitions nécessaires à l'accroissement de la capacité du F-22 à remplir des missions de frappes aériennes. Quoique l'avion ait des capacités limitées d'emport de bombes, l'amélioration des munitions pourrait accroître son intérêt en tant qu'appareil d'attaque. Les besoins en transport stratégique se sont accrues de manière exponentielle depuis la fin de la Guerre Froide, tant en termes de volume d'emport qu'en nombre de plateformes de transport aérien stratégi-

que. Il se pourrait bien que les exigences en transport aérien stratégique soient aujourd'hui supérieures à celles des années 1990, époque où le programme du C-17 a été ramené de 210 appareils à ce qu'il est aujourd'hui, à savoir 120 appareils seulement. Les capacités du C-17 à se poser sur des pistes courtes en font un avion de transport à la fois stratégique et tactique. Ou plus exactement, il est le premier avion de transport capable de déploiements stratégiques sur des théâtres rustiques, comme au Kosovo.



L'avion de combat interarmées aux capacités limitées et qui présente un haut risque technique est un obstacle à une future réorganisation et un tonneau des Danaïdes pour le budget de la Défense.

De la même manière, les cahiers des charges des AWACS, JSTARS, «Rivet Joint» et autres appareils d'appui et de guerre électronique ont été établis pendant la Guerre Froide ou avant que les caractéristiques de la période actuelle ne soient clairement perceptibles. Ces appareils ont été conçus pour opérer en liaison avec de nombreux avions de combat alors qu'aujourd'hui ils sont engagés au profit de très petites formations en missions d'interdiction de survol, voire pratiquement seuls dans des missions de collecte du renseignement dans le cadre de la lutte contre la drogue. Comme pour le C-17, il est vraisemblable qu'une véritable estimation des besoins actuels conduirait à accroître la flotte de ce type d'avions au-delà de ce qui était admis du temps de la Guerre Froide. En somme, le processus de reconstruction de l'armée de l'Air actuelle, outre qu'il doit compenser le «taux d'attrition» des F-15 et des F-16 et poursuivre le programme F-22, consiste tout d'abord en la mise sur pied des différentes capacités d'appui qui viendront en complément de la flotte de combat.

A la lueur de la campagne aérienne du Kosovo, l'armée de l'Air devrait aussi reconsidérer la question des bombardiers stratégiques. Tant les succès que les limites du B-2 au cours des opérations qu'il a conduites dans le cadre de l'opération «*Allied Force*» conduisent à penser qu'on a sous-estimé l'utilité des bombardiers à long rayon d'action, non seulement dans les conflits majeurs mais aussi dans les opérations de police et de représailles. Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de préciser s'il faut relancer les chaînes de production du B-2 ou accélérer les programmes de conception d'un nouveau bombardier qui pourrait être un appareil sans pilote. Dans le même temps, il est peu vraisemblable que la flotte de bombardiers actuelle, essentiellement constituée de B-1B et d'une flotte de B-52 vieillissante et timorée ainsi que des quelques B-2 qui pourront être disponibles pour des opérations conventionnelles, soit la mieux adaptée pour faire face à ces besoins nouveaux.

Pour tendre vers l'objectif qui consiste à être une force à portée réellement planétaire – et qui tient dans la durée – l'armée de l'Air se doit de rebâtir sa flotte de ravitailleurs. Quelles que soient les capacités des bombardiers à l'allonge stratégique¹¹, soutenir une campagne aérienne de grande envergure revient inévitablement à s'appuyer sur des avions tactiques. Comme l'a montré la campagne du Kosovo, la capacité en ravitaillement aérien est souvent le caractère restrictif de ces opérations de grande envergure. La doctrine actuelle de l'armée de l'Air, qui consiste à mettre en œuvre des ravitailleurs qui ont soixante-quinze ans d'âge¹², est incompatible avec la mise sur pied d'une flotte à l'allonge planétaire.

Enfin, il faudrait que l'armée de l'Air emploie une partie de l'augmentation de son budget et les économies qu'elle ferait en abandonnant le programme d'avion de combat interarmées pour accélérer sa réorganisation interne et y inclure de nouvelles capacités spatiales. La capacité à accéder à l'espace, à y opérer et à dominer le théâtre aérospatial est devenu le passage obligé de la guerre

moderne de haute technicité. En fait, comme nous l'abordons plus loin, la maîtrise de l'espace peut s'avérer si primordiale pour la défense de la prééminence militaire des États-Unis qu'elle pourrait imposer la création d'une nouvelle armée distincte des trois autres. La façon dont l'armée de l'Air relèvera les nombreux défis qui se présentent à elle, même si on augmente ses budgets, fera beaucoup pour déterminer si les forces armées américaines garderont ou non les capacités de combat qui sont les leurs aujourd'hui.

Une nouvelle route pour la Marine

La fin de la Guerre Froide laisse la Marine américaine dans une situation de suprématie absolue en haute mer, domination qui dépasse celle même de la Marine britannique au XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}. Maintenant que ce qui reste de la Marine soviétique rouille dans les ports, la haute mer appartient à l'Amérique et les lignes de communication sont ouvertes des côtes des États-Unis à l'Europe, au Golfe Persique et à l'Asie orientale. Pourtant, ce succès même conduit à devoir remettre en question l'articulation actuelle de cette force. De plus, les progrès des techniques de frappes de précision peuvent vouloir dire que les unités de combat de surface et en particulier les porte-avions à grand pont d'envol qui sont les unités de premier plan de la Marine ne survivront pas aux guerres de haute technicité des décennies à venir. Enfin, la nature et le schéma des missions de présence navale pourraient bien être en décalage avec les réalités stratégiques. En somme, bien que la Marine n'ait pas d'égale aujourd'hui, ses concepts d'opérations qui ont conduit à d'incontestables succès dans le passé doivent faire face à des défis majeurs.

Comme pour l'armée de Terre, la capacité de la Marine à relever ces défis s'est trouvée encore plus obérée par le rythme élevé des opérations actuelles. Comme exposé dans la première section du présent rapport, la Marine a rompu l'équilibre entre le service en mer et le service à terre, mettant

11 Il faut faire ici la différence entre les bombardiers stratégiques qui emportent des armes stratégiques – en l'occurrence des armes nucléaires et/ou thermonucléaires, en ce qui concerne les États-Unis – et les avions capables d'intervenir à une distance stratégique, c'est-à-dire n'importe où dans le monde. Les trois niveaux d'engagement militaire sont : l'échelon *tactique* qui porte sur la zone de combat de la ligne de front, l'*opératif* qui porte sur l'ensemble du théâtre d'opération de la bataille en cours et le *stratégique* qui permet de frapper l'adversaire dans ses forces vives civiles et militaires avant qu'elles aient commencé leur approche du théâtre d'opération, c'est-à-dire dans son pays, même si celui-ci est situé de l'autre côté de la planète.

12 Il s'agit des ravitailleurs KC 135 Stratotanker conçus sur des plates-formes de Boeing 707 de première génération, mis en service en 1957.

la pression sur ses marins et compliquant les cycles d'entraînement. Les unités à terre ne disposent plus du personnel, du matériel ni des occasions nécessaires à l'entraînement. Ce qui fait que lorsqu'elles partent en service en mer, elles ont un niveau de préparation inférieur à celui qu'elles avaient auparavant. La modernisation a, elle aussi, fait les frais du maintien du niveau opérationnel des unités en mer lors de la réduction des moyens de la Défense intervenue au cours de la dernière décennie.

Comme l'a récemment reconnu H. Lee Buchanan, autorité supérieure des approvisionnements de la Marine, «Après la montée en puissance des années 80, nous avons à la fin de la Guerre Froide complètement cessé la modernisation pour financer la capacité opérationnelle à court terme [et]... notre ligne budgétaire d'approvisionnement a plongé de 70 %.

La Marine doit réduire sa grande dépendance vis-à-vis des opérations aéronavales.

Il en est résulté un vieillissement du matériel de base de la force et très peu d'investissements dans la modernisation. » D'après l'Amiral Jay Johnson, Sous-chef¹³ Opérations de la Marine qui a pris récemment sa retraite, la Marine des États-Unis est en danger de se retrouver avec une flotte dont le nombre d'unités aura glissé au-dessous de 300 bateaux, ce qui ferait courir « un risque inacceptable » à l'exécution des missions qu'impose la stratégie militaire nationale. Malheureusement, ajoute-t-il, « Le rythme de construction des navires ne suffit pas à ne serait-ce que maintenir ce nombre d'unités pour les décennies à venir. »

Il en résulte que la Marine essaie de remplir un éventail complet de missions de présence en employant des unités de combat conçues pour les dernières années de la Guerre Froide. Il faut qu'elle s'engage dans un processus compliqué de remise à niveau et de réorganisation. Une décennie d'intensification des opérations et de réduction des investissements a mis à genou les flottes qui ont gagné la Guerre Froide. Les nouvelles missions exigent de nouvelles méthodes et de nouveaux schémas d'opérations, avec un accent sur l'Asie orientale. Pour faire face aux besoins stratégiques actuels en puis-

sance navale, il faut reconstruire la Marine selon le nouveau cahier des charges présenté ci-après :

- **S'adapter au glissement progressif du recentrement des soucis stratégiques américains vers l'Asie orientale, une grande partie de la flotte comprenant deux tiers de groupes aéronavals devant être concentrés dans le Pacifique. Créer une nouvelle base avancée permanente en Asie du Sud-Est.**
- **La Marine doit entamer une mutation qui la rende moins dépendante des opérations aéronavales et réduire sa flotte de 12 à 9 porte-avions dans les six années à venir. Il faut imposer un moratoire sur la construction de porte-avions après l'achèvement du CVN-77, ce qui permettra à la Marine de conserver une force de 9 porte-avions jusqu'en 2025. Il faut continuer les études sur un futur porte-avion CNX mais orientées vers une évolution radicale visant à introduire la mise en œuvre d'une escadre composée essentiellement d'aéronefs sans pilote. Il faut que la Marine mène à son terme le programme F/A-18E/F, remette en état et modernise ses avions d'appui, examine l'utilité d'une version embarquée du F-22 de l'armée de l'Air, mais laisse le programme d'avion de combat interarmées au stade d'étude jusqu'à ce qu'on comprenne mieux quelles seront les conséquences de la révolution dans le domaine militaire pour la guerre navale.**
- **Pour compenser la réduction du rôle des porte-avions, il faut que la Marine accroisse légèrement ses flottes actuelles de bateaux de combat de surface et de sous-marins pour améliorer ses capacités de frappe le long des côtes et remplir un nombre accru de missions de présence en liaison avec des groupements tactiques de surface. Il faut aussi investir davantage dans la guerre antimine.**

État des lieux de la Marine actuelle

La première mesure à prendre pour conserver la prééminence maritime actuelle des États-Unis est de remettre à niveau aussi rapidement que possible la flotte actuelle. Bien que le déploiement de la Marine aujourd'hui n'ait pas aussi profondément évolué que celui de l'armée de Terre ou de l'armée de l'Air – les diverses branches de la Marine se sont

¹³ Le sous-chef Opérations d'un état-major est l'officier responsable des opérations. On le nomme « sous-chef » par apocope de « sous-chef d'état-major pour les opérations. Il est un des subordonnés directs du Chef d'état-major de la Marine qui est lui l'amiral commandant les forces navales. La traduction littérale de l'expression américaine serait « chef des opérations », mais en français, cela aurait un autre sens que celui de « sous-chef Opérations ». (NdT)

depuis longtemps dotées d'un personnel entraîné et du matériel adapté aux rigueurs de longs déploiements en mer – le nombre des missions a augmenté alors que le volume de la Marine s'est réduit. La Marine fait face à un problème d'équipement en navires et de modernisation encore plus grave qui, s'il n'est pas pris en compte immédiatement, alourdira cette crise dans la décennie à venir.

Ainsi, comme les autres armées, la Marine est de plus en plus mal préparée aux missions actuelles et à venir. Depuis plusieurs années, l'amiral Johnson a admis qu'elle « n'a jamais été dimensionnée pour conduire deux guerres sur deux théâtres majeurs différents », ce qui signifie que, depuis la réduction de l'effort de défense, la Marine n'est pas assez puissante pour répondre aux exigences de la stratégie militaire nationale actuelle. D'après Johnson, « l'Etude Quadriennale de Défense a conclu qu'une flotte d'un peu moins de 300 unités suffit aux besoins à court terme et se trouve en risque acceptable. Toutefois, depuis lors, trois années d'opérations à une cadence élevée conduisent à conclure que ce volume de la flotte ne permettra pas de faire longtemps face au rythme actuel de campagnes ».

Même si la taille de la Marine est tombée à à peine plus de la moitié de celle qu'elle avait pendant la Guerre Froide, le rythme des opérations s'est tellement accru qu'elle connaît des difficultés en matière de capacité opérationnelle et de niveau des effectifs. Ces difficultés sont telles que les forces navales prépositionnées, les groupes aéronavals de porte-avions qui sont actuellement le cœur de la mission de présence de la Marine, partent en mer en grave sous-effectif. Lorsque le groupe aéronaval du porte-avions *USS Lincoln* a tiré des missiles de croisière Tomahawk sur des camps de terroristes en Afghanistan et sur ce qu'on pensait être une usine d'armes chimiques au Soudan, il comptait 12 % de personnel en moins par rapport à son précédent déploiement. De la même façon, au cours de la confrontation de 1998 avec l'Iraq, la Marine a dépêché trois porte-avions dans le Golfe Persique. *L'USS George Washington* s'est déployé dans le Golfe avec 4 600 hommes, presque 1 000 de moins que lors de sa précédente mission dans la région deux ans auparavant. Le porte-avions *USS Independence*, envoyé sur court préavis depuis sa base permanente au Japon, a appareillé

avec seulement 4 200 hommes et a eu besoin d'un renfort d'urgence d'environ 80 marins rien que pour pouvoir armer les postes de combat. *L'USS Nimitz*, déjà dans le Golfe, comptait 400 hommes de moins que lors de sa précédente mission. La Marine a également dû lancer deux appels urgents à des volontaires dans le port d'attache du bateau.

Il s'agit là d'une tendance inquiétante. Aujourd'hui plus que jamais, les opérations de la Marine américaine tournent autour du groupe aéronaval de porte-avions. En fait, la capacité à mener des opérations complémentaires, voire des entraînements indépendants des opérations de groupe aéronaval, est de plus en plus réduite. Or le processus qui consiste à rassembler les éléments d'un groupe aéronaval, le porte-avions lui-même, son escadre aérienne, ses escorteurs, ses sous-marins et le groupe amphibie que lui fournit le corps des Marines, devient aussi un défi difficile à relever.

Amener un groupe aéronaval au niveau élevé de capacité opérationnelle qu'exigent les déploiements en mer est une tâche complexe et qui demande de la rigueur et met en jeu des dizaines de milliers de personnes sur une période de dix-huit mois. Officiellement appelée « cycle d'entraînement inter déploiement » et plus souvent surnommée « la baignoire », cette période est déterminante pour l'aptitude opérationnelle en mer. Il faut revoir et remettre à niveau le matériel, affecter et réaffecter le personnel et conduire l'entraînement des savoir-faire individuels jusqu'aux opérations complexes du groupe aéronaval. Les restrictions et les coupes que connaissent les cycles inter déploiement ont pour conséquence une diminution de l'aptitude opérationnelle en mer. Et, ce qui est essentiel et de la dernière importance pour la santé d'une force entièrement composée de volontaires, les marins doivent recréer les liens et les relations avec leurs familles qui leur permettent de se concentrer sur leurs missions quand ils sont en mer.

Les chefs de la Marine ont beau avoir récemment mis l'accent sur les coupes dans cet entraînement inter déploiements, il est évident que le report des opérations d'entretien et des entraînements a un effet néfaste croissant sur l'aptitude opérationnelle en mer. Par suite, les groupements tactiques navals sont obligés de conduire leur entraînement

en cours de mission faute de l'avoir fait avant l'appareillage. Et avec 52 % de ses bateaux à flot, en comptant ceux qui sont à l'entraînement et 33 % effectivement déployés en mer, à comparer avec les normes de 42 % en mer dont 21 % en opérations, les chefs de la Marine observent une réduction de leurs groupes aéronavals en jouant sur le nombre des escorteurs. Le plus inquiétant est que se réduit la capacité de la Marine à lancer des flottes importantes en temps de guerre – ce qu'exige le contrat d'une capacité à conduire deux guerres. Comme l'a déclaré l'Amiral Johnson au Congrès :

Pratiquement n'importe quel scénario de guerre sur un théâtre majeur exigerait le déploiement rapide de forces depuis les États-Unis. En raison de la profondeur toujours plus grande de la « baignoire » dans notre posture de capacité opérationnelle, il est très



Johnson

vraisemblable que ces forces de deuxième échelon n'atteindraient pas assez rapidement le volume souhaité. Des soucis quant à l'aptitude opérationnelle des unités en base arrière ont été un facteur déterminant de la conclusion du Chef d'état-major des Armées, ce qui l'a conduit à faire passer son évaluation du risque d'un scénario de deux guerres du niveau « modéré à élevé ».

Cette évaluation a incité le successeur de Johnson, l'Amiral Vernon Clark, ancien commandant de la flotte de l'Atlantique qui a été confirmé en juin comme Sous-chef Opérations de la Marine, à esquisser une réallocation majeure des ressources en vue d'améliorer l'aptitude opérationnelle des groupes aéronavals ; celle-ci n'a pourtant atteint que le niveau « C-2 », ce qui est loin du maximum. « Pour moi, l'aptitude opérationnelle est LA priorité » a déclaré Clark dans son exposé de confirmation. « Cela revient simplement à prendre soin d'une Marine dans laquelle le peuple américain s'est déjà investi ».

Seulement, si Clark à raison à propos des difficultés croissantes de la Marine à conserver son niveau opérationnel actuel, un nuage encore plus sombre se profile à l'horizon. La « vacance d'achats » de la Marine au cours de la dernière

décennie a laissé cette armée face à un sérieux problème d'obsolescence générale pour les dix ans à venir. Si on ne renverse pas la tendance, la Marine sera trop petite pour faire face à ses engagements dans le monde. Tant dans son programme de navires majeurs que dans son programme d'aéronefs, la Marine a acheté trop peu de moyens de soutien même pour la flotte réduite de l'après Guerre Froide que l'Etude Quadriennale de Défense a envisagée.

Le résultat de l'expansion importante de la Marine, qui est montée à près de 600 navires dans les années Reagan, et de la réduction qui a suivi au cours des années 1990, est que la Marine actuelle qui a tout juste un peu plus de 300 bâtiments se compose de bateaux relativement récents. Ce qui fait que le faible taux d'équipement de la dernière

La Marine connaît un « déficit de modernisation qui va bientôt approcher les 100 milliards de dollars ».

décennie n'a pas encore eu d'effet dramatique sur la flotte. Si l'on considère la vie « normale » d'un bateau comme étant de 30 à 35 ans, il suffit d'acheter 8 à 10 bateaux par an pour conserver le niveau actuel de 300 bâtiments. La demande budgétaire pour 2001 de l'administration Reagan est de 8 bateaux ; c'est la première fois que le nombre est aussi élevé depuis plusieurs années. Et le plan à long terme de l'administration serait d'acheter 39 bâtiments sur 5 ans, ce qui est loin du taux de remplacement souhaitable, mais représente un progrès par rapport aux budgets récents de la Marine.

Cependant, cette amélioration n'est qu'apparente. La légère augmentation du taux de renouvellement des navires se fait par l'achat de cargos à un coût moins élevé, et dont le prix qui est ordinairement de 300 à 400 millions de dollars est à comparer au milliard de dollars que coûte un sous-marin d'attaque ou un contre-torpilleur de la classe *Arleigh Burke*, ou aux six milliards de dollars d'un porte-avions. Selon une analyse du Service de Recherches du Congrès, le plan d'équipement de l'administration comprend des cargos inutiles « acquis à un taux qui dépasse le rythme fixé du remplacement des navires auxiliaires ». Le taux de remplacement des navires auxiliaires est d'environ 1,5 par an, or l'administration a prévu d'en acheter un en 2001, trois en 2002 et en 2003, deux en 2004

et en 2005. Alors qu'elle achète trop de navires auxiliaires à bon marché, l'administration se procure trop peu de navires de combat comme le montre l'état de la flotte de sous-marins. En 1997, la flotte de 72 bâtiments d'attaque de la Marine était insuffisante pour faire face aux besoins opérationnels ; or, au même moment, l'Étude Quadriennale de Défense appelait à une nouvelle réduction de la flotte de sous-marins d'attaque pour la faire descendre à 50 unités. Depuis lors, ces nouvelles réductions de la flotte de sous-marins ont aggravé le problème. Comme l'a déclaré l'année dernière au Sénat l'Amiral Malcolm Fages, sous-chef d'état-major chargé du programme des sous-marins, « Nous sommes passés d'une flotte visant à répondre aux besoins à une structure à valeur réduite. Aujourd'hui, nous avons beau disposer de 58 sous-marins dans notre flotte, nous n'en avons pas assez pour remplir les missions qu'on nous confie ».

Il n'est pas non plus vraisemblable que la Marine soit en mesure d'enrayer l'hémorragie de ses sous-marins d'attaque. Selon la planification actuelle, la Marine n'aurait acquis que 10 nouveaux sous-marins d'attaque pour la période qui court de 1990 à 2005. Seulement, le taux de remplacement pour une flotte de 50 sous-marins aurait dû imposer l'acquisition de 23 à 27 bateaux au cours de la même période. En somme, la Marine connaît un « déficit » de renouvellement de 13 à 17 bateaux, ne serait-ce que pour seulement conserver une flotte qui reste trop peu importante pour faire face aux besoins opérationnels et stratégiques. D'après la loi de programmation budgétaire de l'administration, la Marine n'envisage pas de construire plus d'un nouveau sous-marin d'attaque par an. En considérant que la durée de vie d'un sous-marin nucléaire d'attaque est de trente ans, la flotte américaine de sous-marins tombera à 24 unités d'ici 2025.

La flotte de navires de combat de surface de la Marine connaît le même dilemme que sa flotte de sous-marins : elle est trop réduite pour faire face à ses missions actuelles et, au moment où se développent les systèmes maritimes de défense antimissile, la marine de surface se trouve face à nombre de nouvelles missions pour lesquelles elle n'est pas

préparée. Pour ces raisons, la Marine a préparé un nouveau rapport intitulé *Étude du niveau de la flotte de combat de surface*, arguant du fait que le besoin réel en navires de combat de surface est de 138 unités, à comparer aux 116 que prône l'Étude Quadriennale de Défense. Par comparaison, la Marine disposait de 203 bateaux de combat de surface en 1990 et l'administration Bush [celle du premier président Bush (NdT)] prévoyait 141 bateaux.

L'année dernière [en 1999 (NdT)], la construction accusait un « déficit » d'environ 26 bateaux, avant même qu'on ait intégré les besoins en nouvelles missions comme celle du tir de missiles balistiques. Pour rester à un niveau de 300 bateaux, il faut que la Marine passe commande de 8,6 navires par an. Pourtant, selon la planification de l'administration, elle aura acheté 85 unités entre 1993 et 2005, ce qui représente un taux d'investissement de 6,5 bateaux par an. Les taux fixés auraient exigé l'acquisition de 111 bâtiments, selon l'analyse du Service de Recherche du Congrès. Une fois que le grand nombre de bateaux achetés au cours des années 80 arrivera en fin de vie, la Marine se réduira rapidement et il sera difficile de rester à un niveau de 250 bâtiments.

Comme pour les navires de surface et les sous-marins, la flotte d'avions de la Marine vit sur les acquis des achats faits au cours de la montée en puissance des années Reagan. La moyenne d'âge des avions de la Marine est de 16 ans et demi et s'élève ans cesse. Alors qu'on remet à niveau les F-14 et les F-18 de la Marine, la moyenne d'âge est plus parlante pour les avions d'appui. Le projet de la Marine de remettre à niveau l'avion de lutte anti-sous-marin P-3C va repousser la durée de vie de l'Orion jusqu'à 50 ans. L'âge moyen de la flotte est actuellement de 21 ans. Le E-2 Hawkeye, l'équivalent de l'AWACS pour la Marine, est sorti dans les années 1960. Le S-3B Viking est un autre avion indispensable à nombre d'opérations aéronavales. Il a 23 ans d'âge et n'est plus produit. Et le EA-6 Prowler est aujourd'hui l'avion de guerre électronique qu'emploient toutes les armées¹⁴ et on le considère maintenant comme un appareil interarmées et non plus comme une plate-forme

14 Les armées des États-Unis, c'est-à-dire l'armée de Terre, l'armée de l'Air, la Marine et le Corps des Marines. (NdT).

simplement marine. L'opération *Allied Force* a mis à contribution 60 des 90 EA-6 opérationnels à ce moment-là. Les projets actuels de la Marine sont de remettre à niveau les 123 carcasses de Prowler qui existent en remplaçant la tranche centrale des ailes sur cet avion des années 1960 et d'améliorer son avionique. Aucune armée (voir note sur la définition du mot « armée ») n'a lancé de programme d'avion de guerre électronique.¹⁵

Conséquence de 10 années de vacance d'investissement, une Marine trop peu étoffée pour faire face à nombre de ses missions actuelles est en train de s'avancer vers une crise de modernisation. En fait, elle pourrait bien déjà accuser un « déficit de modernisation » qui va bientôt atteindre les 100 milliards de dollars en ce qui concerne les navires de surface, les sous-marins et les avions. Alors qu'on demande à la Marine de remplir de nouvelles missions supplémentaires comme la défense antimissile balistique. Des rythmes accrus d'opérations, des problèmes d'effectifs et d'entraînement ainsi que des carences en pièces détachées ont réduit l'aptitude opérationnelle de la Marine. Quoi qu'on fasse, elle est actuellement incapable de faire face au nombre croissant de missions qu'on lui confie, encore moins de s'adapter au schéma de la nouvelle guerre navale.

De nouveaux schémas de déploiement

Pourtant, la revitalisation de la Marine va nécessiter plus qu'une amélioration de l'aptitude opérationnelle et qu'une recapitalisation. Il faut également reconsidérer sa structure et ses modes d'opérations à la lueur des nouvelles réalités stratégiques. D'une façon générale, il faut que ceci reflète une accentuation des opérations dans le Pacifique occidental et une réduction de l'accent mis sur les porte-avions.

Comme nous en avons débattu plus haut, il est vraisemblable que l'accent de la stratégie de sécurité américaine glisse vers l'Asie orientale. Cela reflète les succès de la stratégie américaine au XXe siècle, et en particulier ceux de l'alliance de l'Otan durant la Guerre Froide qui a établi ce qui paraît généralement être une paix stable et du-

nable en Europe. Le nouveau problème urgent de la sécurité en Europe, l'instabilité en Europe du Sud-Est, sera mieux maîtrisé par des actions de stabilisation dans les Balkans conduites par des forces terrestres des États-Unis et de l'Otan appuyées par des unités aériennes positionnées sur place. De la même façon, les nouvelles conditions favorables à la stabilité en Europe que créera la future extension de l'Otan reposeront d'abord sur des forces terrestres et aériennes prépositionnées. Étant donné que le périmètre de sécurité des États-Unis en Europe se déplace vers l'est, ce schéma va perdurer alors que les forces maritimes ont un rôle important à jouer dans la Baltique, en Méditerranée orientale et qu'elles ne cesseront pas de soutenir et d'appuyer les opérations de l'Amérique et de l'Otan à terre.

De la même façon, alors qu'il est vraisemblable que le Moyen-Orient et le Golfe Persique restent des zones de turbulences et d'instabilité, la présence accrue des forces américaines terrestres et aériennes prépositionnées marque une évolution notable par rapport aux années 1980 durant lesquelles les forces navales portaient l'écrasant fardeau de la présence militaire américaine dans la



Le missile de croisière Tomahawk a été l'arme de prédilection de la Marine au cours des frappes des récentes opérations.

région. Bien que la Marine soit appelée à rester un partenaire important dans le Golfe et pour les opérations dans la zone, on peut maintenant répartir plus équitablement la charge entre les différentes armées. Et d'après la posture de force décrite au précédent chapitre, la politique américaine à venir devrait tendre à renforcer la présence militaire dans la région ou à proximité. Cependant, comme sa structure

¹⁵ Le problème ne se pose pas qu'aux États-Unis. La fonction Guerre électronique est une nécessité opérationnelle pour toutes les armées, mais les besoins restent spécifiques et diffèrent entre la Marine, l'armée de l'Air et l'armée de Terre. Aucune ne veut donc financer un projet par elle-même. En France, la question reste un débat entre la Marine et l'armée de l'Air. Les équipes de l'armée de Terre se font héberger une fois sur un avion de la Marine, une fois sur un avion de l'armée de l'Air, mais souvent pour des missions ponctuelles et limitées dans le temps.

actuelle, en particulier celle de ses groupes aéronavals, est dimensionnée pour les nécessités des opérations dans le Golfe, le recul de l'importance des forces navales dans cette zone aura un impact sur la composition de toute la Marine.

Ainsi, la priorité de la Marine des États-Unis en matière d'opérations devrait glisser de plus en plus vers l'Asie orientale. Non seulement ce théâtre prend de plus en plus d'importance dans la stratégie américaine et dans le maintien de la prééminence des États-Unis, mais encore c'est le théâtre d'opérations dans lequel les forces navales apporteront leur principale contribution. Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, il faudrait que les États-Unis cherchent à établir, ou rétablir, une présence navale énergique en Asie du Sud-Est, marquée par un port d'attache semi-permanent à long terme dans la région, peut-être aux Philippines, en Australie ou les deux. Au cours de la prochaine décennie, il faudrait que cette présence devienne approximativement l'équivalent des forces navales stationnées au Japon, à savoir 17 navires articulés autour du groupe aéronaval du *Kitty Hawk* et du groupe amphibie *Belleau Wood*.¹⁶ L'idéal serait de renforcer ces forces prépositionnées au Japon et à terme en Asie du Sud-Est par d'autres navires de combat de surface. En effet, il faudrait réaffecter l'un des groupes aéronavals actuellement basés sur la côte ouest des États-Unis au théâtre d'opérations de l'Asie orientale.



Bien que l'aviation embarquée ait encore un grand rôle à jouer dans les opérations navales, ce rôle perd de son importance.

Les forces navales tournantes forment le gros

de la Marine américaine. Comme nous l'indiquons plus haut, ce sont les besoins des commandants en chef régionaux en matière de présence navale, tels qu'ils ont été définis par l'Étude Quadriennale de Défense de 1997, qui dimensionnent la flotte actuelle. Et la Marine ainsi que le ministère de la Défense ont défini la notion de présence d'abord en terme de groupes aéronavals. La nécessité actuelle de conserver environ trois groupes aéronavals équivaut à une dotation globale de 11 porte-avions – auxquels il faut ajouter un porte-avion dédié à l'instruction et à l'entraînement. En réalité, le taux des forces à déployer est aujourd'hui plus élevé, car la Marine compte toujours les forces stationnées au Japon comme étant «déployées» mêmes lorsqu'elles ne sont pas en mer. De plus, à cause des délais de transit et d'autres critères, la proportion de porte-avions déployés dans le Golfe Persique est de 1 pour 5.

Quoique la combinaison de porte-avions et de groupes amphibies de la Marine offre de grandes perspectives d'efficacité aux commandants d'opérations, il est loin d'être sûr que l'approche monolithique de la Marine soit adaptée à toutes les situations inopinées ou à toutes les missions qu'auraient aujourd'hui à remplir les forces américaines. Tout d'abord, il faudrait revoir et réduire les missions de «déploiement du drapeau» que remplissent les porte-avions. La Marine a raison d'affirmer, comme nous l'avons cité plus haut, qu'«il est important de faire acte de présence» pour rassurer les alliés des États-Unis et intimider d'éventuels adversaires. Seulement, dans les endroits où les intérêts stratégiques américains sont bien pris en compte, en particulier en Europe et dans le Golfe persique, ou bien en Corée, la possibilité de baser des forces à terre compense la nécessité d'une présence navale.

Plus important encore, le rôle des porte-avions en opération de guerre est certainement en train d'évoluer. Alors que l'aviation embarquée a encore un grand rôle à jouer dans les opérations navales, ce rôle devient relativement moins important. Une étude sur les opérations postérieures à la Guerre Froide conduite par l'armée américaine révèle un

¹⁶ *Belleau Wood* se traduit en français par Bois Belleau, lieu de bataille où se sont illustrés pour la première fois en Europe les soldats du Corps des *US Marines*, au cours de la Première Guerre Mondiale. Il faut savoir à quel point les traditions du Corps des Marines sont influencées par les combats en France, et l'amour mythique de la France qui sous-tend la vie militaire de ce corps d'élite. (NdT).

fait saillant : les porte-avions ont presque toujours joué un rôle secondaire. L'opération *Just Cause* au Panama a été presque exclusivement une opération aéroterrestre. La guerre du Golfe, qui est de loin l'opération la plus importante de la dernière décennie, a mis en jeu des éléments significatifs des différentes armées, mais la campagne aérienne a d'abord été une prestation de l'armée de l'Air, et l'armée de Terre a joué le rôle central de l'opération terrestre. Les opérations d'interdiction de survol postérieures à la guerre ont souvent mis à contribution des avions de la Marine, mais ils étaient là pour alléger la charge qui pesait sur l'armée de l'Air, laquelle a assuré la majeure partie des sorties au cours de ces opérations. La Marine a aussi pris part aux frappes périodiques sur l'Iraq mais dans la plus importante d'entre elles, l'opération *Desert Fox* de décembre 1998, les avions de la Marine n'avaient pas l'autonomie suffisante pour atteindre certains objectifs et n'ont pas été engagés pour traiter des objectifs fortement défendus. Ces missions sont maintenant remplies presque exclusivement par des avions furtifs ou des missiles de croisière. De la même façon, au cours de l'opération *Allied Force*, les avions de la Marine ont joué un rôle de renforts. Et, bien sûr, ni la Marine, ni les unités du Corps des Marines n'ont joué de rôle significatif dans les opérations de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine ou au Kosovo.

La seule opération récente dans laquelle les forces navales et notamment les porte-avions aient joué un rôle essentiel est aussi une préfiguration de ce que sera la future Marine : le déploiement de deux groupes aéronavals au large de Taiwan lors de l'affaire du « blocus antimissile » des Chinois en 1996. Il faut souligner plusieurs éléments. D'abord, la crise est survenue en Asie orientale, dans le Pacifique occidental. Ainsi la Marine était-elle positionnée et prête à la riposte. Non seulement la VIIe flotte a été la première sur place, mais encore il aurait été difficile de déployer et de soutenir des forces terrestres ou des aérodromes de campagne. Deuxièmement, l'ennemi potentiel était la Chine. Le Pentagone avait beau avoir envisagé qu'un conflit majeur dans la région serait centré sur la Corée – où une fois de plus ce seraient l'armée de Terre et l'armée de l'Air prépositionnées qui joueraient vraisemblablement le rôle principal – la crise de Taiwan a été peut-être plus emblématique de ce qui se passerait à plus long terme. Il est une troisième

question à laquelle il est difficile de répondre : en fait, qu'auraient été capables de faire ces groupes aéronavals en cas d'escalade ou de déclenchement des hostilités ? Si les Chinois avaient effectivement pris pour objectifs les missiles installés à Taiwan, on peut douter que le système de défense antiaérienne *Aegis* installé à bord des croiseurs et des contre-torpilleurs des groupes aéronavals eussent assuré une défense efficace. Des frappes de représailles contre les forces chinoises conduites par des avions embarqués ou des missiles de croisière auraient pu être une deuxième option, mais une option problématique. Et même au cours de récentes opérations de frappes conduites ailleurs, les frappes initiales auraient certainement mis en œuvre exclusivement des missiles de croisière, ou peut-être des missiles de croisière et des avions furtifs basés à terre.

Ainsi, alors qu'il faudrait accroître la présence navale dans le Pacifique occidental, y compris celle qu'assurent les porte-avions, il faudrait que la Marine se mette à remplir nombre de ses missions de présence au moyen d'autres types de groupes navals articulés autour de croiseurs, de contre-torpilleurs et d'autres navires de combat de surface ainsi que de sous-marins. En fait, la Marine doit mieux prendre en compte la nécessité de disposer d'un nombre substantiel de plates-formes de tir de missiles de croisière en mer et à proximité des points chauds régionaux ; quitte à employer les porte-avions et leurs appareils embarqués comme éléments de renfort. De plus, le besoin réduit en aviation embarquée sur le théâtre européen et dans le Golfe conduit à conclure qu'on peut réduire les éléments à base de porte-avions de la flotte de l'Atlantique. Donc, en plus des deux groupes aéronavals prépositionnés que nous avons recommandé plus haut, il faudrait que la Marine conserve une flotte complémentaire de trois porte-avions d'active plus un de réserve en port d'attache sur la côte ouest des États-Unis et une flotte de trois porte-avions dans l'Atlantique. Cela représente en tout une réduction de trois du nombre de porte-avions.

La flotte de surface de la Marine n'est pas dimensionnée pour faire face à la planification et aux besoins actuels, ni aux missions à venir de défense antimissile.

Toutefois, il faut compenser la réduction du nombre de porte-avions par un accroissement du nombre de navires de combat de surface, de sous-marins et aussi du nombre de bateaux de soutien et d'appui pour remplir les fonctions logistiques que les porte-avions assurent pour l'ensemble d'un groupe naval. Comme nous l'avons souligné plus haut, la flotte de surface est déjà trop faible en nombre pour faire face aux besoins actuels et doit monter en puissance pour faire face aux besoins de la défense en mer contre les missiles balistiques. De plus, il est vraisemblable que la flotte de frégates de la Marine ne sera plus adaptée très longtemps et il faut que la Marine reconsidère ses besoins en navires plus petits et moins sophistiqués visant à répondre aux missions de présence et autres missions de circonstance de moindre importance. Les patrouilles le long des limites du périmètre maritime de sécurité des États-Unis, comprenant un rôle important en matière de défense contre les missiles de théâtre, nécessiteront une flotte de navires de surface forte de 150 unités de combat.

Il faut aussi élargir la flotte de sous-marins d'attaque de la Marine. L'Étude Quadriennale de Défense n'a pas pleinement pris en compte nombre des besoins réels des sous-marins dans les missions de recueil du renseignement et en tant que plates-formes de tir de missiles de croisière. Il faudra un certain temps pour comprendre comment les besoins des sous-marins vont évoluer pour tenir compte des changements dans la flotte de porte-avions. En conséquence, la prévision actuelle d'une flotte de cinquante unités est de loin trop faible, quelle que soit la façon dont on fait les comptes. Toutefois, comme c'est le cas pour les navires de surface, il faut mettre en balance le besoin d'augmentation de la flotte avec la nécessité de lancer de nouvelles classes de bâtiments aux capacités accrues. On ne sait pas si les générations actuelles et programmées de sous-marins d'attaque (sans parler des nouveaux sous-marins lance-missiles balistiques) auront la souplesse nécessaire pour répondre aux exigences de l'avenir. Il faudrait que la Marine revoie le cahier des charges de ses sous-marins, non seulement à la lueur des missions

actuelles, mais aussi avec une vision élargie des possibles futures missions.

Enfin, il ne faut pas que la réduction du nombre de porte-avions s'accompagne d'une réduction proportionnelle du nombre des escadres d'avions embarqués. D'ores et déjà, la Marine n'entretient que 10 escadres aériennes, structure trop faible pour les besoins actuels de la flotte de porte-avions, en particulier si l'on tient compte du vieillissement rapide des avions de la Marine. Les vieux chasseurs comme les F-14 ont reçu de nouvelles missions, et l'avion multirôle F-18 se fatigue plus vite que ce à quoi l'on s'attendait en raison d'un taux d'utilisation plus élevé que prévu et d'un emploi qui est source d'usure prématurée. Même si la Marine ne faisait que cesser dès maintenant de s'équiper en porte-avions, elle pourrait conserver une flotte de neuf porte-avions jusqu'en 2025, en supposant qu'on construise le CNV-77 déjà programmé dans les budgets de Défense actuels. Il faut conserver une petite flotte de porte-avions à un haut niveau d'aptitude opérationnelle quand elle est au mouillage. Il en va de même pour les escadres aériennes de la Marine.

Le Corps des Marines : retour vers le futur

Au cours de la plus grande partie du siècle écoulé, les États-Unis ont entretenu le plus grand corps de fusiliers marins¹⁷ de tous les pays. Le Corps des US Marines, avec sa structure à trois divisions imposée par la loi et fort de 170 000 hommes, compte plus d'effectifs que la plupart des forces terrestres dans le monde. Son lien étroit avec la Marine – sans parler de sa propre force aérienne très sophistiquée – lui confère une extraordinaire mobilité et une extraordinaire puissance de combat. Il a beau avoir été réduit de 15 % depuis la fin de la Guerre Froide, le Corps des Marines a acquis de nouvelles capacités, notamment en matière d'opérations spéciales et plus récemment en matière de ripostes aux frappes chimiques et biologiques. Cette faculté d'adaptation jointe à des

17 Je rappelle qu'à la différence des troupes de marine françaises qui appartiennent à l'armée de Terre, le Corps des US Marines appartient à la Marine des États-Unis dont il constitue un élément organique avec son propre commandement exercé par le Commandant des Marines. En anglais, on utilise le terme français de Commandant au lieu du terme anglais de *Commander*. C'est pour éviter la confusion avec le grade de *commander* qui se traduit en français par capitaine de corvette, mais aussi et surtout par tradition, en raison de l'attachement de ce corps d'élite au souvenir de ses premières batailles glorieuses en France au cours de la Première guerre mondiale.

déploiements intenses fait du Corps des Marines un outil appréciable de maintien de l'influence planétaire et de la prééminence militaire des États-Unis. Lorsqu'ils sont en mer, les Marines sont capables à la fois de réagir relativement vite en temps de crise et de rester à terre pendant de longues périodes.

Pourtant, alors que ce volumineux Corps de Marines présente un intérêt incomparable pour une puissance mondiale comme les États-Unis, il faut bien comprendre qu'il ne fait que remplir une niche parmi l'ensemble des capacités que requiert la prééminence militaire américaine. Il manque au Corps les capacités avancées et durables de l'armée de Terre, les capacités de frappes de précision à haute puissance de l'armée de l'Air et, sans la coopération avec la Marine, il manque de puissance de feu. Pour rendre au corps des Marines sa vigueur, il faudra non seulement investir dans les nouveaux équipements qui lui font cruellement défaut et rétablir ses effectifs à un niveau d'environ 200 000 hommes; mais, là encore, cela dépendra de la capacité des Marines à se concentrer sur leur mission principale d'infanterie de marine, mission dont l'importance est remise en avant dans la stratégie de sécurité américaine.

Comme la Marine, le Corps des Marines doit mettre l'accent sur les exigences des opérations en Asie orientale, dont l'Asie du Sud-Est. Par de nombreux aspects, il s'agira là d'une mission de « retour vers le futur » pour les Marines, rappelant les innovations conceptuelles de la période de l'entre-deux guerres mondiales qui a vu s'affirmer leur maîtrise en matière d'opérations amphibies et de débarquement. Cela leur imposera pourtant d'abandonner certaines de leurs capacités actuelles – comme les chars lourds et l'artillerie – acquises dans les derniers temps de la Guerre Froide. Cela imposera aussi aux Marines d'acquérir la capacité de mieux travailler en coopération avec les autres armées, et notamment avec l'armée de Terre et l'armée de l'Air, d'apporter des améliorations à leurs transmissions, à leurs liaisons numériques et aux autres systèmes indispensables aux opérations interarmées complexes, et évidemment de participer à des exercices interarmées plus fréquents.

18 Il s'agit d'un corps expéditionnaire du volume d'une brigade avec des unités amphibies de débarquement et des appuis aéronavals. Les MEU dépendent de MEFs (Marine Expeditionary Forces) qui ont le volume d'une petite division. (NdT)

19 *Advanced Amphibious Assault Vehicle*. Il s'agit d'un véhicule « léger » de combat et de transport de troupes qui se meut rapidement sur l'eau en déjaugant grâce à un système hydroglisseur. (NdT)

Ces nouvelles missions et ces besoins nouveaux vont rendre plus impérative la modernisation du Corps des Marines, en particulier par l'acquisition du V-22 Osprey, appareil à rotor pivotant, qui accroîtra sa portée opérationnelle. Et, ainsi que nous l'avons évoqué plus en détail dans notre passage sur l'évolution, il faut que le Corps des Marines se penche désormais sur la vulnérabilité des navires de surface dans les conflits à venir. Pour conserver son rôle unique et précieux, le Corps des Marines devrait :

- **Croître en volume pour permettre le prépositionnement d'une seconde *Unité Expéditionnaire de Marines*¹⁸ (Marine Expeditionary Unit, MEU) en Asie orientale. Il faudrait baser cette MEU en Asie du Sud-Est aux côtés du groupe aéronaval redéployé que nous avons évoqué plus haut.**
- **De la même façon, il faudrait le renforcer de 25 000 hommes pour améliorer la condition du personnel des unités de Marines, en particulier celle des unités qui sont à l'instruction et à l'entraînement dans les garnisons.**
- **Se réorganiser pour créer des unités plus légères avec plus d'infanterie et une meilleure aptitude aux opérations interarmées, notamment en incluant l'appui feu d'autres armées dans les opérations des Marines. Il faudrait que le Corps reconsidère sa structure et celle de ses unités pour se débarrasser des fonctions marginales.**
- **Accélérer l'acquisition de l'aéronef V-22 et du Véhicule d'Assaut Amphibie Avancé¹⁹ pour améliorer la manœuvre bateau de débarquement/littoral et augmenter sa mobilité et sa portée tactique.**

État des lieux du Corps des Marines

Comme la Marine, le Corps des US Marines souffre d'une trop forte charge par rapport à ses capacités et d'un manque de ressources. Bien que les Commandants successifs du Corps aient eu tendance à mettre l'accent sur les problèmes de modernisation des Marines, l'instruction, l'entraînement et l'aptitude opérationnelle des unités qui ne sont pas réellement déployées ont également régressé. On doute de plus en plus de la capacité des Marines à engager la grande force qui a amplement

contribué à la campagne terrestre de la guerre du Golfe. De tous les chefs d'état-major d'armée, le Général d'armée Charles Krulak, ancien Commandant du Corps des Marines récemment admis en deuxième section, a été le premier à reconnaître publiquement que cette force n'est pas en mesure de remplir les missions qu'exige d'elle la stratégie militaire nationale.

Comme la Marine, le Corps des Marines paie le prix de la disponibilité opérationnelle tournante en termes d'entraînement à terre, de modernisation et de qualité de vie. Les chefs du Corps des Marines soulignent qu'une grande partie du problème vient du vieillissement de l'équipement : « Nos problèmes actuels ont pour origine le fait que nous tirons, et avons tiré, sur les rares ressources – hommes, budgets, matériel – pour essayer de garder opérationnels notre vieux matériel et nos vieux systèmes d'armes », a expliqué Krulak au Congrès peu de temps avant son adieu aux armes.



L'Osprey V-22 va accroître la vitesse et la portée d'engagement des Marines.

La plus grande partie du matériel des Marines sert bien au-delà de la durée de vie pour laquelle il a été conçu. Et bien que le Corps ait largement investi dans des programmes visant à allonger la durée de vie de ces systèmes d'armes, les taux de disponibilité du matériel chutent au sein de cette armée. Le matériel des Marines s'use rapidement à cause de l'effet corrosif de l'eau de mer sur le

métal et l'électronique. Même un élément relativement moderne de l'arsenal des Marines comme le LAV (Light Armored Vehicle, Véhicule Blindé Léger, équivalent d'un gros VAB français. [NdT]) en ressent les effets. En 1995, les Marines ont lancé un programme d'inspection et de réparation uniquement en cas de besoin qui concernait le LAV. Ils ont détecté un accroissement de 25 % du coût d'entretien par véhicule et un accroissement de 46 % du nombre d'engins qui avaient besoin de réparations. Dans le cas de certaines unités de Marines, la plus grande difficulté réside dans la disponibilité des pièces détachées, même en période d'entretien et de remise en condition. À Camp Lejeune²⁰, en Caroline du Nord, les officiers et sous-officiers des services techniques vont presque tous les jours à Fort Bragg²¹, situé à proximité, pour chercher des pièces à destination de véhicules indisponibles, comme le HMMWV (High Mobility Multipurpose Wheeled Vehicle, plus connu sous le nom de Hummer, ou Hummvee [NdT]). Cela est lié au fait que les Marines sont équipés de la version la plus ancienne du HMMWV qui n'est plus produite pour l'armée de Terre. Faire des échanges avec la 82^e Airborne est la façon la plus habituelle de se procurer la pièce dont on a besoin.

Mais si le souci premier du Corps des Marines réside encore dans le matériel, ce corps d'armée n'est pas exempt de soucis d'effectifs et d'instruction qui touchent les autres armées. Confronté non seulement à l'emploi du temps exigeant des six mois traditionnels de déploiement en mer mais aussi à une charge toujours croissante de missions inopinées, la « baignoire d'inaptitude » inter séjours s'est creusée et il est devenu de plus en plus difficile d'en sortir. Comme la Marine, le Corps des Marines a dû tailler dans le vif de son instruction à terre, en particulier dans l'acquisition des savoir-faire élémentaires qui sont la base de l'aptitude

Il faudrait que le ministère de la Marine²² augmente son budget de 100 à 110 milliards de dollars chaque année.

²⁰ Camp Lejeune, près de Fayetteville, est la maison mère du Corps des Marines, sa vitrine, un peu comme Saint-Cyr pour l'armée de Terre française, Brest pour la Marine, Salon de Provence pour l'armée de l'Air.

²¹ Fort Bragg est la garnison des forces spéciales de l'Armée de terre américaine et de la 82^e division aéroportée, la fameuse « 82nd Airborne Division ». (NdT).

²² Comme en France autrefois, la Marine dispose d'un ministère à part, entité particulière au sein du Pentagone.

opérationnelle d'une unité. Il faut même parfois envoyer de plus petits éléments pour aider des unités en phase d'instruction ou pour prendre part à leurs exercices. Souvent, des unités de Marines vont être obligées d'envoyer des unités en sous-effectif sur des exercices majeurs à tir réel ou dans des manœuvres qui étaient autrefois les contrôles d'aptitude opérationnelle avant déploiement. De plus, d'importantes unités de Marines n'ont pas la puissance d'infanterie dont elles disposaient autrefois. Les Divisions de Marines disposent de moins de fusiliers qu'autrefois, vu que l'effectif global du Corps des Marines est passé de 197 000 à 172 000 hommes. Comme l'avait recommandé l'Etude Quadriennale de Défense, le nombre de bataillons d'infanterie de la division est passé de 11 à 9 et les droits ouverts en personnel de la division sont passés de 19 161 à 15 816 hommes.

Les budgets de la Marine et du Corps des Marines

La demande budgétaire de 2001 du Président Clinton comptait 91,7 milliards de dollars pour le ministère de la Marine. Ce chiffre regroupe les budgets de la Marine et du Corps des Marines. Cela représente une augmentation par rapport aux 87,2 milliards accordés par le Congrès en 2000, mais une forte baisse par rapport aux 107 milliards de 1992, le premier budget depuis la fin de la Guerre Froide.

La réduction des budgets d'équipement du ministère de la Marine est aussi dramatique. Pour 2000, l'administration a demandé un peu moins de 22 milliards pour l'équipement de la Marine et du Corps des Marines. De 1994 à 1997, le point bas de la «vacance d'investissement», les budgets d'équipement du ministère ont atteint une moyenne de tout juste 17 milliards. Par comparaison, au cours des années Bush, il y a eu en moyenne une dotation de 35 milliards pour l'équipement de la Marine. Au cours des années de la montée en puissance de Reagan – comparaison acceptable, étant donné le besoin de réaugmenter le volume de la Marine – les budgets d'équipement de la Marine étaient en moyenne de 43 milliards.

Pour réorganiser la Marine comme nous l'avons présenté plus haut, il faudrait que son ministère augmente en tout ses dépenses de 100 à 110 milliards de dollars. C'est légèrement plus que les niveaux de dépenses qu'avait prévus l'administration Bush en fin de mandat et c'est nécessaire pour intensifier la construction de navires et de sous-marins. Après plusieurs années, cela compensera partiellement le moratoire sur la construction de porte-avions et de maintien du programme d'études sur l'avion de combat interarmées. Pourtant, il faudra davantage que des accroissements minimes de ses budgets pour entretenir une Marine capable de dominer les mers libres, d'assurer une puissance de feu efficace aux opérations interarmées à terre et lui permettre de s'adapter à la future guerre navale, bref, pour garder une Marine capable de protéger la prééminence maritime des États-Unis.

V

CRÉER LA FORCE DOMINANTE DE DEMAIN

Pour préserver la prééminence militaire américaine dans les décennies à venir, le ministère de la Défense doit se montrer plus offensif dans l'expérimentation de nouvelles techniques et de nouveaux concepts opérationnels, et chercher à mieux tirer profit de la révolution qui se profile dans le domaine militaire. Les techniques de l'information, en particulier, sont en train de devenir une composante de plus en plus déterminante des systèmes militaires modernes. Ces techniques de l'information ont le même impact sur les armées que sur le monde en général. La révolution dans le domaine militaire va avoir des conséquences profondes sur la manière de conduire les guerres, sur le genre d'armes qui domineront le champ de bataille et inévitablement sur les pays qui jouiront de la prééminence militaire.

Les États-Unis ont tout espoir d'être à la tête de cette évolution. En fait, ce sont les progrès accomplis en matière de capacités durant la montée en puissance de la Défense américaine pendant les années Reagan qui ont laissé entrevoir qu'une révolution était en cours dans le domaine militaire; ce qui a été confirmé au cours de l'opération *Desert Storm*. Dans le même temps, le processus d'évolution des armées va offrir aux adversaires de l'Amérique l'occasion de se doter de nouvelles capacités, posant de nouveaux défis à la prééminence militaire américaine.

En outre, contraint par des budgets réduits et l'urgence des missions présentes, le Pentagone a vu ses financements d'expérimentations et d'adaptation étouffés ces dernières années. Les dépenses militaires de recherche et de développement ont été dramatiquement réduites au cours de la dernière décennie. En fait, au milieu des années 1980, période où le ministère était en plein dans la montée en puissance des années Reagan qui consistait d'abord en un effort pour

étendre les forces traditionnelles et faire entrer en service des systèmes d'armes traditionnels, les dépenses de recherche représentaient 20 % de l'ensemble des budgets du Pentagone. Par comparaison, les recherches et mises au point se montent aujourd'hui à 8 % des dépenses de défense. En outre, ce montant réduit sert d'abord à remettre à niveau les armes actuelles. S'ils n'accroissent pas les investissements en recherche fondamentale, les États-Unis seront dans l'incapacité de tirer profit de la révolution dans le domaine militaire et de préserver leur avance technique sur les champs de bataille du futur.

Tout effort d'adaptation doit s'inscrire dans le cadre plus large de la stratégie nationale de sécurité des États-Unis, des missions des armées et des budgets de défense. Les États-Unis ne peuvent se contenter de déclarer une « pause stratégique » pendant qu'ils expérimentent de nouvelles techniques et de nouveaux concepts opérationnels. Ils ne peuvent pas non plus décider de poursuivre une stratégie d'adaptation qui dissocierait les intérêts de l'Amérique de ceux de ses alliés. Ainsi, une stratégie d'adaptation qui viserait la capacité de projection de l'armée depuis les seuls États-Unis, par exemple, et ferait l'impasse sur le repositionnement et la présence, serait en désaccord avec les buts plus larges de la politique américaine; elle jetterait le trouble chez nos alliés.

La Révolution dans le domaine militaire va avoir des conséquences profondes sur la manière de conduire les guerres, sur le genre d'armes qui domineront le champ de bataille et inévitablement sur les pays qui jouiront de la prééminence militaire.

En outre, le processus de reconversion, même s'il introduit un changement radical, sera vraisemblablement long, à moins d'un événement catastrophique jouant le rôle de catalyseur – comme un nouveau Pearl Harbor. La politique intérieure et la politique industrielle conditionneront le rythme et le contenu de la reconversion autant que les exigences que posent les nouvelles missions. La décision de suspendre la construction de porte-avions ou de l'abandonner comme le préconise le présent rapport et comme le justifie l'orientation claire de l'industrie militaire, entraînera de grands bouleversements. De la même façon, des systèmes d'armes qui entrent aujourd'hui en phase de production, comme le chasseur F-22 par exemple, feront partie des tableaux de dotation des armées pendant plusieurs décennies. Une gestion avisée de ce processus consistera dans une large mesure à choisir le bon moment pour arrêter la production de l'armement qui correspond au paradigme actuel et évoluer vers des concepts radicalement différents. Les dépenses liées à certains programmes peuvent être une pierre d'achoppement pour un processus d'évolution plus étendu – le programme d'avion de combat interarmées, avec un total d'environ 200 milliards de dollars, semble un investissement inconsidéré. Ainsi, le présent rapport plaide pour une évolution en deux temps, transition puis transformation, au cours des prochaines décennies.

D'une manière générale, pour maintenir la prééminence militaire américaine qui est le corollaire de la stratégie de domination mondiale des États-Unis, il faut que les forces armées américaines de demain remplissent trois nouvelles missions :

- **Une défense antimissile mondiale. Il faut établir un réseau contre les frappes limitées, capable de protéger les États-Unis, leurs alliés et les forces prépositionnées. Il doit se présenter sous la forme d'un système stratifié intégrant des composantes terrestres, maritimes, aériennes et spatiales.**
- **Contrôler l'espace et le cyberspace. Tout comme le contrôle de la haute mer – et la protection du commerce international – définissaient autrefois les puissances mondiales, le contrôle du nouveau domaine commun sera la clef du pouvoir mondial à l'avenir. Une Amérique incapable de protéger ses intérêts ou ceux de ses alliés dans**

l'espace ou dans l'«infosphère» aurait les plus grandes difficultés à exercer une domination politique mondiale,

- **Poursuivre une stratégie d'adaptation des forces conventionnelles en deux temps. En mettant à profit la «révolution dans le domaine militaire», le Pentagone doit être guidé par les missions invariables des forces armées américaines. Ce processus comportera deux phases : une transition, qui verra la mise en œuvre à la fois de systèmes actuels et de systèmes nouveaux, et une véritable transformation mettant en œuvre des systèmes, des articulations et des concepts opérationnels entièrement nouveaux. Ce processus doit adopter une approche par émulation, avec des opérations d'armées et interarmées où les armées concourent pour obtenir de nouveaux rôles et de nouvelles missions. Tout processus d'adaptation réussi doit être lié aux armées qui sont les institutions internes du ministère de la Défense ayant les compétences et la responsabilité de faire coïncider les budgets et les ressources avec les missions spécifiques.**

Les défenses antimissile

Les adversaires de l'Amérique ont compris l'intérêt du missile balistique depuis la guerre du golfe Persique de 1991. Pendant cette crise, un missile SCUD iraquien a frappé un hangar saoudien où dormaient des soldats américains, causant le plus grand nombre de pertes de toute la guerre en une seule frappe ; les citoyens israéliens et saoudiens mettaient leurs masques à gaz dans la terreur nocturne des attaques de SCUD ; la grande «partie de chasse aux SCUD» s'est avérée un jeu de cache-cache qui a mobilisé une forte proportion d'avions américains. Lorsque les missiles balistiques seront équipés de têtes militaires portant des charges nucléaires, biologiques ou chimiques, même les petites puissances régionales disposeront d'une force de dissuasion crédible, indépendante de l'équilibre des forces conventionnelles. C'est pourquoi, d'après la CIA, nombre de régimes profondément hostiles à l'Amérique – Corée du Nord, Iraq, Iran, Libye et Syrie – «possèdent déjà ou sont en train de mettre au point des missiles balistiques» susceptibles de menacer les alliés des États-Unis et les forces américaines déployées outre-mer. Et l'un d'entre eux, la Corée du Nord, est à la veille de déployer des missiles qui pourront atteindre le sol des États-

Unis. De telles capacités présentent un grave défi pour la paix américaine et la puissance militaire qui la protège.



Pour accroître leur efficacité, les systèmes d'interception basés au sol comme l'ATHADS – le système de défense de zone de théâtre en haute altitude – doivent être connectés à des systèmes mis sur orbite spatiale

Les traditionnels traités de non-prolifération sont de peu de poids face aux avantages géopolitiques et stratégiques de telles armes si faciles à acquérir. La diplomatie de l'administration Clinton, à base de menaces et de prières, a été incapable d'empêcher d'abord l'Inde, puis aussitôt après le Pakistan, de faire montre de leurs capacités nucléaires. Les traités internationaux officiels comme le traité MTCR¹ de 1987 n'ont pas non plus fait grand-chose pour enrayer la prolifération des missiles, même quand ils étaient assortis de sanctions américaines. En fin

de compte, l'administration a préféré subordonner sa politique de non-prolifération à des objectifs régionaux plus larges et à des buts spécifiques par pays. Ainsi, le président Clinton a-t-il déploré avoir dû, en juin 1998, parce qu'il trouvait la législation des sanctions si contraignante, «édulcorer» les rapports de renseignement prouvant que la Chine avait fourni des missiles de croisière au Pakistan pour contourner l'obligation juridique d'appliquer des sanctions à Pékin.

Dans le même temps, le respect par l'administration du traité ABM (*Anti-Ballistic Missile*) de 1972 passé avec l'Union soviétique a empêché la mise au point de défenses antimissiles balistiques qui auraient été bien utiles. Ceci s'est vu dans les profondes coupes budgétaires – les engagements

budgétaires sur les défenses antimissile ont été plus que divisés par deux à la fin des années 1990, ce qui a arrêté les travaux sur les intercepteurs en orbite, réduit de 80% les fonds à destination d'un système national de défense antimissile et de 30 % ceux à destination des systèmes antimissile de théâtre. De plus, l'administration a coupé les financements au moment crucial où les programmes individuels commençaient à se montrer prometteurs. Seules les mises à niveau de systèmes existants comme le missile *Patriot* initialement conçu comme un système de défense contre les avions de chasse à réaction et non comme un système antimissile – ont en général suivi leur cours.

Plus grave a été la décision de 1993 de mettre fin au projet «*Brilliant Pebbles*» [«Galet étincelant»]. Cet héritage de l'effort original dit «Guerre des Étoiles» de l'ère Reagan avait mûri au point que la conception d'un intercepteur placé en orbite spatiale et capable de détruire les missiles balistiques au début ou au milieu de leur vol était devenue réalisable. Ce qui est infiniment préférable à tenter d'atteindre des têtes militaires isolées entourées d'un amas de leurres lors de la phase terminale de leur vol vers leur objectif. Seulement, étant donné qu'un système installé dans l'espace était en violation du traité ABM, l'administration a mis fin au programme «*Brilliant Pebbles*», choisissant à la place de continuer avec un système radar d'interception basé au sol, système qui sera cher sans être particulièrement efficace.

Au moment où l'on est sur le point de débattre de la question de «terminaux» d'interceptions au sol dans une architecture élargie de défenses antimissile, il ne mérite pas et de loin d'être mis en première priorité. Le premier élément de toute défense antimissile devrait être une constellation de satellites de surveillance dotés de capteurs capables d'acquérir les missiles balistiques ennemis dès leur lancement. Une fois le missile pris en chasse et acquis en cible, il faut que le renseignement soit diffusé par l'intermédiaire d'un système de commandement mondial² comportant un lien direct avec les intercepteurs. Pour faire face au problème particulier des missiles balistiques de théâtre, il faudrait déployer également des systè-

1 *Missile Technology Control Regime* Traité de contrôle du régime de la technique des missiles. Ce traité interdit entre autre la vente de missiles de croisière d'une portée supérieure à 300 kilomètres. (NdT).

2 Ce qu'on nomme en Français un SIC, système informatisé de commandement. (NdT).

mes antimissile de théâtre. En plus des systèmes déployés dans l'espace, ces systèmes de théâtre devraient comporter des dispositifs d'interception basés à terre et d'autres embarqués sur des navires, ce qui permettrait le déploiement sur les zones de troubles pour renforcer les systèmes de théâtre déjà en place et combler les trous dans les zones où il n'existe aucun système. En outre, il faudrait qu'ils soient à «double niveau», assurant aussi bien la défense rapprochée ponctuelle d'objectifs sensibles que, à un niveau supérieur, la couverture de l'ensemble du théâtre.

Les programmes actuels pourraient fournir la densité nécessaire à une approche par strates de la défense antimissile de théâtre, bien que le financement de chacune des composantes ait été inadapté, en particulier en ce qui concerne le niveau supérieur embarqué sur bateaux et connu sous le nom de Programme naval à l'échelle du théâtre. La défense ponctuelle doit être assurée par les missiles *Patriot* améliorés de 3e génération, la version PAC-3 du missile de défense anti-aérienne *Patriot*, et par le système de défense de zone de la Marine, vraisemblablement une amélioration du système normal actuel de défense anti-aérienne et du système radar *Aegis*. Tous deux sont sur le point d'entrer en service.

Ces défenses de bas niveau, bien qu'elles soient en mesure de fournir une protection contre les SCUD de base et les variantes du SCUD qui font partie de l'arsenal de la plupart des adversaires actuels des Américains, sont moins efficaces contre les missiles à plus grande portée et à plus grande vitesse que plusieurs pays sont en train de mettre au point. En outre, ils seront moins efficaces contre les missiles à tête militaire plus élaborée ou contre ceux qui se divisent comme le faisaient les SCUD modifiés par les Iraquiens pendant la guerre du Golfe. Et finalement, les défenses ponctuelles, même lorsqu'elles réussissent à intercepter un missile en approche, peuvent ne pas empêcher les effets des armes de destruction massive.

D'où la nécessité de disposer d'une défense de niveau plus élevé comme le THAAD (*Army's Theater High Altitude Defense système de Défense de Théâtre à Haute Altitude de l'armée de Terre*) et des systèmes de défense de théâtre de la Marine. Quoique monté sur un lanceur identique à celui du *Patriot*, le THAAD est un système entièrement nouveau destiné à l'interception des missiles balistiques de moyenne portée plus tôt au cours de leur vol, ce qu'on appelle la «mi-course». Le système de théâtre de la Marine est basé sur le système *Aegis* avec un radar amélioré et une version plus rapide du missile normal, bien que volontairement ralenti pour répondre au souci des politiques en matière de violation du traité ABM. Le système THAAD a récemment été testé avec succès, mais la mise au point du système de théâtre de la Marine a été entravée par un manque de financement. De la même façon, une cinquième composante d'un réseau de défense de théâtre contre les missiles balistiques, le laser embarqué de l'armée de l'Air, a souffert de crédits insuffisants. Ce système qui consiste à monter un laser à haute énergie dans un Boeing 747 est destiné à l'interception des missiles balistiques de théâtre dans leur première phase de vol, dite «phase d'accélération», au moment où ils sont le plus vulnérables.

Pour maximiser leur efficacité, il faut que ces intercepteurs de théâtre reçoivent du renseignement d'objectif en temps réel directement depuis une constellation de satellites équipés de capteurs infrarouge capables de détecter le tir des missiles balistiques dès qu'ils ont lieu. Le niveau d'orbite basse du système infrarouge orbital *SBIRS Low* (*Spaced Based Infrared System*), actuellement en cours de mise au point par l'armée de l'Air, assurera l'observation permanente des missiles balistiques dans les phases d'accélération, de vol et de rentrée dans l'atmosphère de l'attaque. Les radars antimissile actuels ne peuvent distinguer les objets qu'au-dessus de l'horizon et il faut les déployer en territoire ami. En conséquence, ils sont surtout efficaces dans la phase terminale du vol d'un missile balistique. Toutefois, le *SBIRS Low* peut détecter un missile hostile plus tôt sur sa trajectoire, augmentant le temps utile à l'interception et l'efficacité des intercepteurs de théâtre en fournissant à leurs radars les données de désignation d'objectif. Il donne aussi du renseignement précis sur le point de départ, ce qui offre aux forces de théâtre de

plus grandes possibilités de détruire les lanceurs avant qu'ils ne procèdent à de nouveaux tirs. Il existe également un projet *SBIRS High* [SBIRS en orbite haute (NdT)] mais les deux programmes SBIRS ont souffert de coupes budgétaires qui vont retarder leur mise au point de deux ans.

Mais pour avoir toute son efficacité, il faut que ce déploiement de satellites de détection et d'acquisition soit relié à un réseau mondial d'intercepteurs ou de lasers placés en orbite. En fait, il est illusoire de concevoir un tel système comme un système national de défense antimissile étant donné qu'il serait un élément fondamental des défenses de théâtre qui protégeraient les alliés des États-Unis ou des corps expéditionnaires déployés outre-mer contre des armes de théâtre à plus longue portée. C'est pourquoi l'architecture de défense antimissile de l'administration Bush, qui est pratiquement identique au réseau que nous avons décrit plus haut, a été nommée GPALS (*Global Protection Against Limited Strikes*, Protection mondiale contre les frappes limitées). Par comparaison, le projet de l'administration Clinton de mettre au point des défenses antimissile limitées basées sur le missile *Minuteman III* doté d'un prétendu «véhicule de destruction exo atmosphérique»³ est la forme la plus difficile à réaliser techniquement, la plus chère et la moins efficace forme de dispositif de défense contre les missiles balistiques à longue portée. En fait, le distinguo que fait l'administration Clinton entre la défense de théâtre et celle du territoire national est encore un héritage du traité ABM qui ne répond pas à la situation stratégique actuelle. De plus, en établissant le distinguo entre la défense du territoire national et la défense de théâtre, les projets actuels créent un fossé entre les États-Unis et leurs alliés, ce qui risque de provoquer un «découplage». Inversement, les intérêts des États-Unis vont diverger de ceux de nos alliés si les défenses de théâtre sont en mesure de protéger nos alliés et les forces déployées outre-mer, alors qu'elles laissent sans protection le peuple américain sur son propre sol.

Dans l'ère de l'après-Guerre Froide, l'Amérique et ses alliés sont devenus les premiers outils de dissuasion, à la place de l'URSS, et ce sont des pays comme l'Iraq, l'Iran et la Corée du Nord qui

souhaitent le plus se doter de moyens de dissuasion. La projection de forces conventionnelles, voire la simple affirmation d'une influence politique outre-mer, s'avèreront beaucoup plus compliquées et seront soumises à contraintes si le sol des États-Unis ou les territoires de nos alliés sont susceptibles d'être attaqués par des États voyous, par ailleurs faibles, capables de bricoler une minuscule force à base de missiles balistiques. Le préalable au maintien de la prééminence des États-Unis est la mise sur pied à l'échelle mondiale d'un système de défense antimissile efficace, solide et à plusieurs niveaux.

L'espace et le cyberspace

Aucun système de défense antimissile ne peut être pleinement efficace si l'on ne met pas des capteurs et des armes dans l'espace. Ceci a beau paraître signifier la création d'un champ de bataille nouveau, l'espace a en fait été militarisé au cours de la plus grande partie des quatre dernières décennies. Les satellites météorologiques, de transmissions, de navigation et de reconnaissance, sont des éléments de plus en plus essentiels de la puissance militaire américaine. En fait, les forces armées américaines dépendent entièrement de l'espace. Comme l'a conclu l'Étude Stratégique Interarmées de 1996 qui a précédé l'Étude Quadriennale de Défense de 1997, «L'espace est déjà inextricablement mêlé aux opérations terrestres, maritimes et aériennes». Le rapport de la Commission nationale de Défense a reconnu : «L'utilisation sans réserve de l'espace est devenu d'intérêt stratégique primordial pour les États-Unis».

Étant donné l'avantage dont jouissent les forces armées américaines du fait de l'utilisation sans restriction de l'espace, c'est raisonner à courte vue que de penser que les adversaires potentiels se privent de tenter d'annihiler ou de compenser les capacités spatiales américaines. Et avec la prolifération dans le monde des savoir-faire spatiaux et des techniques y-afférentes, nos adversaires vont à coup sûr tenter de bénéficier à l'avenir des mêmes avantages liés à l'espace. De plus, le «commerce spatial» prend une part croissante dans l'économie mondiale. En 1996 aux États-Unis, les lancements commerciaux ont dépassé en nombre les lancements militaires et

³ Il s'agit d'un aéronef, navette sans équipage ou véhicule analogue, qui ne serait pas en orbite permanente mais serait lancé en cas de nécessité.

les revenus commerciaux liés à l'espace ont été plus élevés que les dépenses de l'État dans le domaine spatial. Aujourd'hui, il existe plus de 1 100 sociétés commerciales réparties dans plus de cinquante pays qui mettent au point, construisent et mettent en œuvre des systèmes spatiaux.

Nombre de ces systèmes spatiaux ont des applications directement militaires, dont le renseignement depuis des constellations de systèmes mondiaux de localisation et des satellites à la résolution en dessous du mètre. En fait, 95 % des communications militaires américaines actuelles passent par des réseaux commerciaux, dont des satellites commerciaux. Le Commandement de l'Espace⁴ américain prévoit que dans les décennies à venir :

Un adversaire aura une connaissance précise de la situation régionale. Les forces ennemies peuvent parfaitement connaître presque en temps réel la disposition de toutes les forces... En fait, les forces militaires nationales, les unités paramilitaires, les terroristes et n'importe lequel des autres adversaires potentiels partageront le haut espace avec les États-Unis et leurs alliés. Les adversaires pourront aussi disposer des mêmes services de satellites commerciaux en matière de transmissions, d'imagerie et de navigation... Le « terrain de jeu » spatial est en train de rapidement se niveler, ce qui fait que les forces américaines vont être de plus en plus vulnérables. Alors que les adversaires vont largement profiter de l'espace, perdre la possibilité de s'en servir pourrait être des plus dévastateurs pour les États-Unis. Il serait intolérable pour les forces américaines... de se trouver privées de capacités spatiales.

En bref, la suprématie sans conteste dont jouissent aujourd'hui les États-Unis dans l'espace va se trouver de plus en plus en danger. Comme l'ont écrit Colin Gray et John Sheldon, « la maîtrise de l'espace est un sujet qu'on ne peut éluder. Il ne s'agit pas d'une option facultative ». Pour que les forces armées américaines continuent d'assurer une prééminence militaire, la maîtrise de l'espace, que le Commandement de l'Espace définit comme « la capacité à assurer l'accès à l'espace, la liberté

d'action au sein du milieu spatial et la capacité à interdire aux autres l'utilisation de l'espace », doit être un élément essentiel de notre stratégie militaire. Si l'Amérique ne peut pas conserver cette maîtrise, sa capacité à mener des opérations militaires au niveau mondial sera gravement entravée. Les coûts seront beaucoup plus élevés et la capacité d'action pourra se trouver définitivement compromise.



Comme le montre le satellite GPS ci-dessus, l'espace devient un nouveau « domaine partagé international » où s'entrelacent les intérêts commerciaux et les intérêts sécuritaires.

La maîtrise de l'espace va se compliquer de plus en plus au fur et à mesure que l'activité commerciale prendra de l'ampleur. Les investissements des États-Unis et de leurs alliés dans les systèmes spatiaux vont imposer de sécuriser et de protéger ces dispositifs. Ils prennent déjà une part importante à la puissance des États-Unis. Il ne suffira pourtant pas de se contenter de protéger l'utilisation commerciale de l'espace des alliés. Comme l'admet aussi le Commandement de l'Espace, les États-Unis doivent aussi être capables d'interdire à leurs adversaires l'utilisation de plates-formes commerciales spatiales à des fins militaires en temps de crise ou de conflit. En fait, on peut s'attendre à ce que l'espace devienne le nouveau « domaine partagé international » où s'entrelacent et se relient intérêts commerciaux et sécuritaires. Exactement comme l'a écrit en ce sens Alfred Thayer Mahan au début du XXe siècle à propos de la « puissance

⁴ US Space Command ou SPACECOM. Il s'agit du commandement unifié dont la région de compétence est l'espace, au même titre qu'il existe un CENTCOM, Central Command dont la zone de responsabilité est le Proche et le Moyen-Orient, plus l'Égypte, ou un EUCOM Europe Command – et non European Command, nuance – dont la zone de responsabilité est l'Europe et la Méditerranée, plus la Turquie.

maritime», au XX^e siècle, les stratèges américains vont bien être obligés de mettre la «puissance spatiale» au nombre de leurs préoccupations.

Pour assurer à l'Amérique la maîtrise de l'espace à court terme, il faut au minimum mettre au point une forte capacité de transport de systèmes vers l'espace, de conduite des opérations une fois en orbite, et d'entretien et de récupération de ces systèmes en cas de besoin. Comme l'a souligné le Commandement de l'Espace, la mise en œuvre de ce programme comprendrait un mélange de lanceurs consommables et de lanceurs réutilisables, de véhicules spatiaux capables d'opérer dans l'espace, y compris «des remorqueurs spatiaux pour déployer, remettre en condition, ravitailler, réviser, améliorer et soutenir» les systèmes spatiaux. Mais à plus long terme, conserver la maîtrise de l'espace exigera l'usage de la force tant dans l'espace que depuis l'espace, comprenant des défenses antimissile sans se limiter à cela, et des systèmes défensifs capables de protéger les satellites des États-Unis et de leurs alliés. La maîtrise de l'espace ne peut se conserver d'aucune autre façon, que ce soit par les armées conventionnelles, Terre, Air, Mer, ou par la guerre électronique. La politique spatiale officielle nationale des États-Unis admet déjà cette éventualité en déclarant que «le ministère de la Défense entretiendra la capacité de remplir des missions d'appui spatial, d'imposition de la force, de maîtrise de l'espace et d'emploi de la force. (Italique ajouté⁵).

En somme, la capacité de préservation de la prééminence militaire américaine dans le futur reposera de plus en plus sur l'aptitude à opérer militairement dans l'espace. Il s'agit d'une exigence tant d'une défense antimissile mondiale efficace que de la projection de forces conventionnelles à l'échelle de la planète. Malheureusement, ni l'administration Clinton ni les études de Défense

conduites aux États-Unis dans le passé n'ont mis sur pied de politique cohérente ni lancé de programmes pour atteindre cet objectif.

Buts et moyens de la maîtrise de l'espace

Comme, de façon plus générale, les dépenses en matière de défense, l'état des «forces spatiales» américaines _ ces systèmes nécessaires pour assurer la continuité de l'accès à l'espace et finalement sa maîtrise _ s'est détérioré au cours de la décennie écoulée et peu de nouvelles initiatives ou programmes se profilent à l'horizon immédiat. L'approche américaine de l'espace a été une lente dérive. Comme l'a déclaré le Général d'Armée Aérienne Richard Myers, commandant en chef du SPACECOM : «Les capacités que nous avions du temps de la Guerre Froide se sont atrophiées», même si elles conservent aujourd'hui leur importance. Et alors que le Commandement de l'Espace a une vision claire de ce qu'il faut faire dans l'espace, il parle tout aussi clairement de la «question des moyens». Comme le note succinctement le commandement, il s'agit d'un plan à long terme : «Lorsque nous mettons face à face les réalités de la dépendance par rapport à l'espace et l'évolution des moyens, nous sommes devant un problème».

Mais outre ce problème de manque de moyens, il s'en pose un d'ordre institutionnel. En fait, certaines des difficultés à maintenir la suprématie militaire américaine dans l'espace résultent d'un «trou noir» bureaucratique qui empêche la vision du SPACECOM d'obtenir le soutien nécessaire à sa mise en œuvre. D'abord, la planification militaire spatiale américaine reste liée aux vicissitudes de la NASA. L'incapacité des États-Unis à réduire le coût des lancements spatiaux – ce qui est peut-être le seul obstacle à l'amélioration générale des capacités spatiales américaines – résulte en partie des exigences et de la prédominance des programmes de la NASA aux cours de plusieurs des décennies passées, plus particulièrement le programme de navette spatiale. Deuxièmement, au sein de la bureaucratie de la sécurité nationale, la majorité des décisions d'investissements en matière spatiale sont prises par le Bureau National de Reconnaissance et par l'armée de l'Air, dont aucune des deux ne considère les opérations militaires hors atmos-

5 Commentaire du rédacteur et non du traducteur. (NdT).

phère terrestre comme une mission prioritaire. Et il ne fait aucun doute qu'en période de restrictions budgétaires, les investissements dans la maîtrise de l'espace ont manqué de soutien de la part des institutions et ont été balayés par les autres priorités de ces organismes.

Bien qu'au temps des réformes Goldwater et Nichols, au milieu des années 1980, les Commandants en chef des Commandements unifiés – dont le SPACECOM fait partie – aient eu plus d'audience dans la planification et la programmation budgétaire du Pentagone, leurs pouvoirs sont restés secondaires par rapport au pouvoir traditionnel de chaque armée en matière de « développement, d'instruction et d'entraînement ». Il sera donc nécessaire à l'avenir de lier les éléments essentiels de la vision actuelle du SPACECOM aux responsabilités d'une armée⁶ en matière d'allocation de ressources et de conception. En outre, il est pratiquement certain que la conduite de la guerre dans l'espace diffèrera autant de la guerre aérienne traditionnelle que la guerre aérienne diffère de la guerre maritime ou de la guerre terrestre. La guerre spatiale va exiger de nouvelles organisations, des stratégies opérationnelles, des doctrines et des programmes d'instruction. Ainsi, l'argument qui consiste à remplacer le *US Space Command* par *US Space Forces* [Forces américaines de l'Espace (NdT)], armée séparée aux ordres du ministère de la Défense, est imparable. Alors qu'on peut admettre que, dans la mesure où les capacités spatiales militaires montent en puissance, il soit logique de disposer d'un Corps de l'espace provisoire placé sous le commandement de l'armée de l'Air, il faut le considérer comme une étape intermédiaire analogue au Corps aérien de l'armée de Terre de l'époque de la seconde guerre mondiale et non au Corps des Marines qui est resté une composante du ministère de la Marine. Si la maîtrise de l'espace est un élément essentiel du maintien de la prééminence militaire américaine dans les décennies à venir, il sera alors impératif de réorganiser le ministère de la Défense pour s'assurer que ses structures institutionnelles reflètent de nouvelles réalités militaires.

Le cyberspace ou la « Guerre du Net »

Si l'espace représente un moyen émergent de se faire la guerre, alors le Cyberspace et l'Internet en particulier renferment les mêmes perspectives et menaces. Et au même titre que pour l'espace, l'accès et l'utilisation du Cyberspace et de l'Internet sont des éléments émergents du commerce mondial, de la politique internationale et de la puissance et de la politique internationales. Tout pays qui veut s'affirmer au plan mondial doit prendre en compte ce nouveau « domaine commun ».

L'Internet joue lui aussi un rôle toujours plus grand dans la guerre et les conflits politiques. De la première utilisation de l'Internet par les révolutionnaires zapatistes au Mexique à la guerre du Kosovo, les communications informatisées ont ajouté une dimension nouvelle à l'art de la guerre. De plus, l'emploi de l'Internet pour diffuser des virus informatiques montre combien il est facile de perturber le fonctionnement normal des réseaux informatisés commerciaux, voire militaires. Tout pays qui n'est pas capable d'assurer un accès libre et sûr de ses citoyens à ces systèmes abandonnera un élément de sa souveraineté et de sa puissance.

Bien que de nombreux scénarios de « cyber-guerre » contiennent des éléments de science-fiction et que le rôle du ministère de la Défense dans la « mainmise » sur l'Internet, voire dans la définition de la sécurité sur l'Internet, exige de prendre en compte des questions d'ordre légal, moral et politique, il n'en demeure pas moins impératif d'être capable d'interdire aux ennemis de l'Amérique et à ses alliés de perturber ou de paralyser les secteurs tant militaires que commerciaux des réseaux informatisés. Inversement, une capacité offensive pourrait offrir aux chefs militaires et politiques de l'Amérique un outil irremplaçable pour désarmer un éventuel adversaire de façon décisive.

Prises ensemble, les perspectives d'une guerre spatiale ou d'une guerre dans le cyberspace représentent la vraie révolution potentielle de la notion de transformation de l'art de la guerre. Certes, ces formes futures de la guerre ne sont pas mûres au plan technique. Mais il est tout aussi certain que

⁶ Le rédacteur évoque ici la création d'une autre armée (en anglais militaire *Service*) aux côtés des l'armée de Terre, de la Marine et de l'armée de l'Air : l'armée de l'Espace. Au moment de la rédaction, le SPACECOM était un commandement unifié régional, c'est-à-dire regroupant sous les ordres d'un officier général des forces fournies par les trois armées. (NdT).

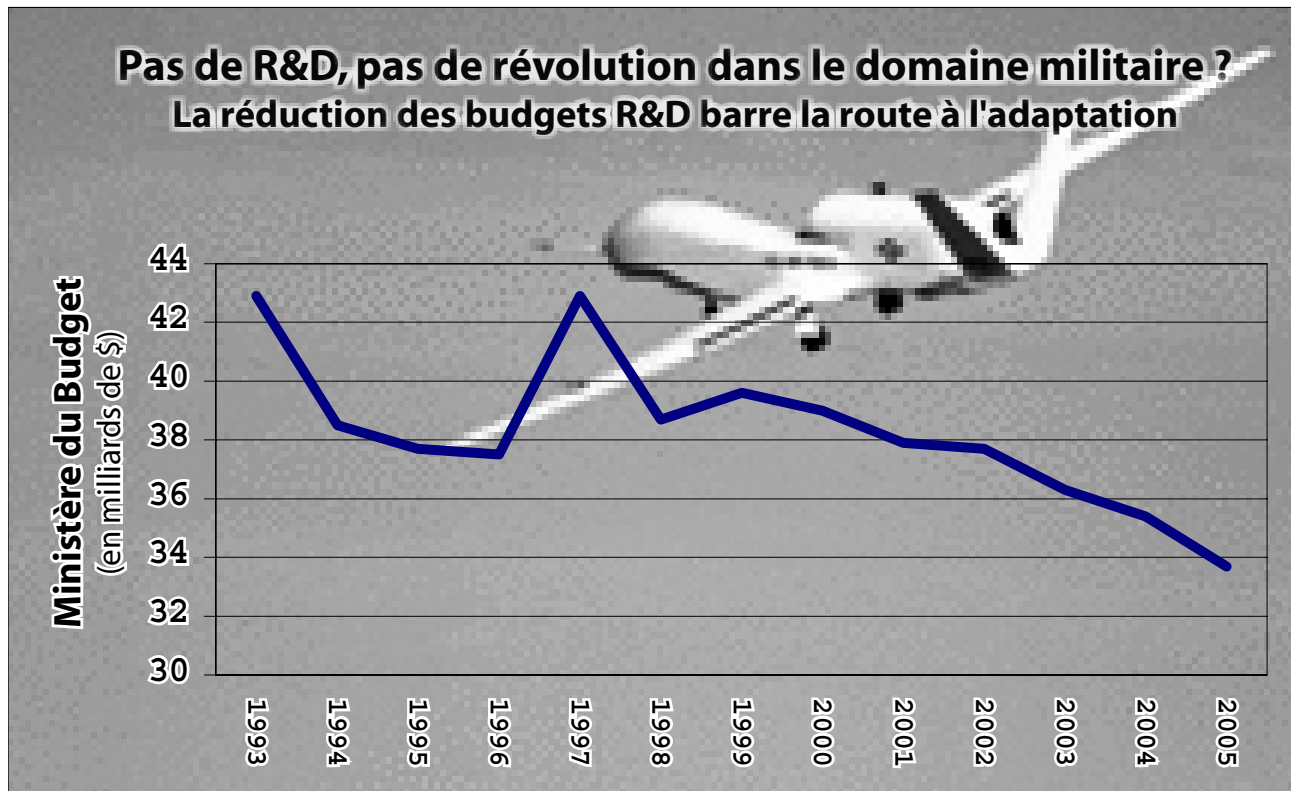
pour que les forces armées américaines conservent leur prééminence et évitent un talon d'Achille dans l'exercice de leur puissance, elles doivent s'assurer que ces possibles formes de guerre future favorisent l'Amérique tout comme aujourd'hui la guerre aérienne, maritime et terrestre reflète la domination militaire des États-Unis.

La refonte des forces conventionnelles américaines

On a beaucoup écrit, ces dernières années, sur la nécessité de refondre les forces conventionnelles des États-Unis pour tirer parti de la «révolution dans le domaine militaire». Le processus d'adaptation au sein du ministre de la Défense doit encore sérieusement porter ses fruits. Les deux conceptions de l'adaptation proposées par le Comité des chefs d'état-major, la Perspective Interarmées 2010 et la Perspective Interarmées 2020, ont été des déclarations générales de principe et d'engagement dans la réforme, mais on n'a constaté que peu d'évolution en matière d'acquisition de nouveaux

systèmes d'armes. En fait, on s'est opposé à de nouvelles idées comme ce qu'on a appelé le «navire arsenal» qui aurait effectivement pu accélérer le processus d'adaptation, et les armées ont mis fin aux programmes qui en découlaient. L'actuel processus d'«expérimentation inter-armées» ne semble pas non plus de nature à accélérer le changement. En somme, l'adaptation du gros des forces armées américaines a été bloquée. Tant qu'on ne considèrera pas le processus d'adaptation comme une mission à long terme, méritant une allocation permanente de dollars et de moyens, il restera à l'état embryonnaire.

Quelques bonnes raisons font qu'il en est ainsi. En une période de moyens militaires insuffisants, il a fallu doter les efforts d'adaptation en fonds et en personnel en se restreignant dans d'autres nécessités plus urgentes. En conséquence, tenter de prendre en compte les risques à plus long terme que fait courir le fait de ne pas refondre les forces armées exposait les forces actuelles à des risques plus graves aujourd'hui. Il s'agit là d'un pénible dilemme pour une armée qui tente de faire face



au fardeau des missions du moment. L'action d'aujourd'hui tend à obérer les innovations pour demain. Deuxièmement, l'absence de concurrent militaire actuel conduit à la complaisance envers le caractère durable de la domination militaire américaine. Troisièmement, et c'est peut-être plus évocateur, il faut encore mettre en concordance le processus d'adaptation avec les missions stratégiques visant à préserver la domination militaire américaine. C'est là une partie du problème pour les tenants de l'adaptation qui préfèrent prévoir les développements techniques plutôt que les faire cadrer avec les nécessités liées à la prééminence des États-Unis. Ainsi, la prise en compte de ce qu'on a appelé « le problème de la non-accession » s'est faite sans beaucoup de débats à propos des effets stratégiques sur la crédibilité des États-Unis et de leurs alliés, effets qui découlent du fait qu'on se reposait davantage sur des armes et des forces stationnées en métropole plutôt que sur des moyens opérant depuis des bases avancées. Par « non-accession », on entend l'observation du fait que la prolifération des capacités de tir de précision à longue portée va compliquer la projection des forces et de la puissance militaire américaines. Il existe de nombreuses solutions au problème de la non-accession, mais peu d'entre elles tendront à maintenir la domination géopolitique des États-Unis au lieu de la faire se diluer.

En outre, les partisans de l'adaptation tendent à se focaliser sur la nature révolutionnaire des nouvelles capacités plutôt que sur la manière de mener à bien l'adaptation nécessaire. Ainsi, la Commission Nationale sur la Défense a prôné une stratégie d'adaptation plutôt qu'une stratégie *en vue* d'adaptation. On a très peu discuté sur la façon exacte de transformer l'armée d'aujourd'hui en l'armée de demain tout en conservant aux États-Unis leur prééminence tout au long du processus. Il va donc être nécessaire d'entreprendre un processus de *transition* en deux temps, au cours duquel les forces dont on hérite aujourd'hui seront modernisées de manière sélective en les dotant de systèmes d'armes d'ores et déjà disponibles, et en leur appliquant une véritable *transformation* lorsque les résultats d'expérimentations poussées aboutiront à la mise sur le marché d'armes entièrement nouvelles et de nouveaux concepts d'opérations, et à une réorganisation des Armées.

Il est vraisemblable que ce processus en deux temps prendra plusieurs décennies. Cependant, alors que les contours exacts de l'adaptation des forces armées américaines restent encore à définir grâce à des analyses et à des expérimentations rigoureuses – nous évoqueront le sujet dans le passage sur les armées – on peut déjà entrevoir les caractéristiques générales de l'actuelle révolution dans le domaine militaire. D'une manière générale, elles couvrent plusieurs domaines principaux de capacités :

- **Une meilleure connaissance de la situation et un meilleur partage de l'information,**
- **La portée et la durabilité des plates-formes et des armes,**
- **La précision et la miniaturisation,**
- **La vitesse et la furtivité,**
- **La robotisation et la simulation.**

Ces caractéristiques se combineront de différentes manières pour générer de nouvelles capacités militaires. De nouvelles classes de capteurs, commerciaux et militaires, terrestres, maritimes ou sous-marins, aériens et spatiaux, seront reliés entre eux en réseaux denses que l'on pourra rapidement configurer et reconfigurer pour fournir aux chefs du futur une perception du champ de bataille jamais atteinte jusqu'à présent. Les réseaux de communications seront aussi denses et doués d'ubiquité, voire davantage, et capables de transmettre en toute sécurité de grandes quantités d'informations, donnant ainsi à des unités diverses et dispersées une perception commune du champ de bataille. Inversement, les techniques de furtivité, plus largement employées, généreront des « parties de cache-cache » entre des forces militaires sophistiquées qui joueront au chat et à la souris. La prolifération des missiles balistiques et des missiles de croisière ainsi que de drones à longue portée faciliteront la projection de la force militaire sur toute la planète. Les munitions elles-mêmes deviendront de plus en plus précises tandis que de nouvelles méthodes d'offensive, électroniques, non létales, biologiques, seront de plus en plus présentes. Des drones à bas coût et à grande durabilité, et même des missiles « en boîte » auxquels on ne s'attend pas, permettront de projeter la force, non seulement à une grande distance, mais aussi dans la durée. Les techniques de simulation

amélioreront grandement l'entraînement militaire et la planification des missions.

Bien qu'il puisse falloir plusieurs décennies au processus d'adaptation pour se déployer, à terme l'art de la guerre dans les airs, sur terre et sur mer sera très différent de ce qu'il est aujourd'hui et le « combat » se déroulera vraisemblablement dans de nouvelles dimensions : dans l'espace ou le cyberspace et peut-être dans le monde des microbes. La guerre aérienne ne pourra plus être le fait de pilotes parcourant les cieux sur des avions de chasse à la recherche de chasseurs adverses, mais connaîtra le régime des aéronefs furtifs sans pilote et à longue portée. À terre, le choc de massives forces blindées interarmes sera remplacé par les incursions de forces beaucoup plus légères, furtives et de renseignement, renforcées par des flottes de robots dont certains seront assez petits pour tenir dans la poche des soldats. La maîtrise des mers pourrait être le fait non de flottes de navires de surface et de porte-avions, mais relever de systèmes basés à terre ou placés en orbite qui obligeront les marines à manœuvrer et combattre sous la mer. L'espace lui-même va devenir un champ de bataille au fur et à mesure que les pays accèderont à la capacité spatiale et se mettront à en dépendre. En outre, le distinguo entre les systèmes spatiaux commerciaux et militaires – de combat et non-combattants – sera de moins en moins net. Les systèmes d'information deviendront un important objectif d'attaques, en particulier pour les ennemis des États-Unis qui chercheront à court-circuiter des forces américaines sophistiquées. Et des formes évoluées de guerre biologique capables de « cibler » des génotypes déterminés pourront faire passer la guerre biologique du règne de la terreur à celui d'un outil politique utile. Il ne s'agit là que d'un aperçu des possibilités inhérentes au processus d'adaptation et non d'une prédiction fondée sur des données précises. Quelles que soient la forme et l'orientation que prendra cette révolution dans le domaine militaire, elles auront des conséquences profondes sur la continuité de la prééminence militaire des États-Unis. Comme nous l'avons exposé plus haut, il y a de bonnes raisons de penser que les forces américaines possèdent déjà des capacités révolutionnaires naissantes, en particulier dans les domaines du renseignement, du commandement et des frappes de précision à longue portée. En fait, ces capacités suffisent pour permettre dès main-

tenant aux armées de se lancer dans un processus d'adaptation « intermédiaire » à moyen ou long terme en créant de nouveaux schémas de forces et de nouveaux concepts opérationnels différents de ceux que suit le programme actuel de la Défense, en vue de maximiser les capacités qui existent d'ores et déjà. Mais il faut ne considérer ceci que comme une étape vers une adaptation plus complète.

Il faut aussi donner à chaque armée une plus large stature administrative et légale si l'on veut qu'elle atteigne ces buts. Bien qu'un débat complet sur ce sujet sorte du cadre de cette étude, la réduction de l'importance des administrateurs civils au sein des armées et de l'état-major des armées cadre de moins en moins avec les nécessités de faire évoluer rapidement le paysage technique, stratégique et géopolitique. La concentration des pouvoirs entre les mains du cabinet du ministère de la Défense et du Chef d'état-major des armées et de l'état-major interarmées, ainsi que le rôle accru des commandants en chef des théâtres – qui sont un produit des réformes de l'époque de la Guerre Froide et en particulier de la loi Goldwater & Nichols de 1986 – ont généré un processus de prise de décision au sein de la Défense. Ce processus place souvent les préoccupations immédiates au-dessus des exigences du long terme. À une époque d'incertitude et de transformation, il est plus qu'important de favoriser la confrontation des avis sur la façon d'appliquer les techniques nouvelles aux missions qui perdurent.

Tant qu'on ne considèrera pas le processus d'adaptation comme une mission à long terme, méritant une allocation permanente de dollars et de moyens, il restera à l'état embryonnaire.

La façon de faire actuelle obère particulièrement le processus d'adaptation qui a été pollué par une approche vers un « plus petit dénominateur commun ». L'interarmées reste une dimension importante de la puissance militaire américaine et il sera important de prendre en compte le rôle interarmées des armes, des concepts d'opérations et des organigrammes qui apparaîtront au cours du processus d'adaptation. La capacité à conduire des opérations interarmées sans failles et décisives est un aspect important

de l'art de la guerre. Pourtant, il serait plus utile au processus d'adaptation de permettre l'esprit de compétition et d'expérimentation entre les armées. En ce début d'adaptation, on ne discerne pas quelles techniques s'avèreront les plus efficaces. Il vaut mieux entreprendre un éventail d'expérimentations concurrentes, même si certaines peuvent aboutir au final à des impasses. Pour atteindre ce but, il faut renforcer les prérogatives des armées afin de restaurer un meilleur équilibre au sein du ministère de la Défense. La première étape est de reconstruire les secrétariats d'armées⁷ pour attirer davantage de gens talentueux jouissant de la confiance de l'administration à laquelle ils appartiennent. Une seconde étape, parallèle, serait de redonner de la vigueur aux états-majors d'armées et de mettre à leur tête des chefs d'état-major énergiques. En période de changement rapide, il est plus vraisemblable que la prééminence des États-Unis sera davantage soutenue par une vigoureuse compétition visant à recevoir des missions et des subsides que par la bureaucratie et une conception « interarmées » conçue au plus fort de la Guerre Froide.

Vers une armée de Terre du XXI^e siècle

Peu de gens contestent le fait que le développement des nouvelles techniques rendra de plus en plus vulnérables les armées de Terre massives et mécanisées lors de conflits de haute intensité contre des forces sophistiquées. La difficulté de faire se mouvoir de grandes formations en terrain ouvert, même de nuit, ce qui a été envisagé pendant la bataille de Khafji lors de la guerre du Golfe, a diminué le rôle des armées de chars face au type de puissance de feu et à la précision que l'armée de l'Air américaine est capable de mettre en œuvre. Il s'agit là d'une indéniable évolution de la nature de la guerre terrestre moderne, une évolution qui va influencer sur la taille, la structure et la nature de l'armée de Terre américaine. Pourtant, ce serait manquer de sagesse de la part des États-Unis que d'accepter la vue plus générale selon laquelle la valeur stratégique des forces terrestres s'est érodée au point que le pays n'a plus besoin d'entretenir d'importantes forces terrestres. Aussi longtemps que les guerres et les autres opérations militaires

tirent leur logique de buts politiques, la puissance terrestre demeurera la forme réellement décisive de la puissance militaire. En fait, l'ironie est que plus les opérations militaires de l'après-Guerre Froide ont été sophistiquées et ont reposé sur la puissance aérienne et les frappes à longue distance, moins elles ont été décisives. La prééminence militaire américaine continuera à résider pour une part significative dans la capacité d'entretenir suffisamment de forces terrestres pour atteindre les buts politiques tels que déposer un régime dangereux et hostile si cela s'avère nécessaire. Ainsi, les futures forces de l'armée de Terre, et les forces terrestres d'une manière plus générale, doivent imaginer de nouvelles façons de survivre et de manœuvrer dans un environnement technique radicalement différent. L'armée de Terre doit devenir plus tactiquement agile, plus mobile et plus stratégiquement déployable. Elle doit s'appuyer toujours davantage sur les autres armées pour concentrer la puissance de feu lorsque c'est nécessaire, tout en se recentrant sur ses « capacités propres » de manœuvre, de suivi de situation, et son caractère décisif au plan politique. Le processus d'adaptation de l'armée de Terre devrait notamment :

- **Aller de l'avant grâce à des expérimentations en vue de mettre sur pied de nouveaux types d'unités autonomes mettant en œuvre des systèmes qui sont aujourd'hui en fin de mise au point ou en début de mise sur le marché, comme l'aéronef à rotor inclinable V-22 et le lance-roquettes léger d'artillerie HIMARS, aptes à des opérations à plus longue distance et au déploiement autonome. Une fois au point, de telles unités pourraient relever les forces lourdes répositionnées.**
- **Procéder à des expérimentations de fond pour appréhender les implications à long terme sur l'Armée de Terre de la révolution dans le domaine militaire. L'armée de Terre devrait notamment mettre au point des modes de déploiement face à des adversaires dotés de capacités améliorées de frappe à longue portée.**

Comme nous l'avons expliqué plus haut, le processus d'adaptation en deux temps de l'armée de Terre est suffisamment important pour qu'on le considère comme une mission à part de chaque

⁷ Il s'agit en fait de « ministères » d'armées. Un peu comme il existe un ministère de la Marine, hérité du XIX^e siècle, le rédacteur propose de recréer un ministère de l'armée de Terre, un ministère de l'Air, etc. En France, nous avons encore un bâtiment qui porte le nom de Ministère de la Marine, place de la Concorde. Il s'agit d'une survivance de ce qui existait encore au début du XX^e siècle où il existait un Ministère de la Marine et des Colonies. (NdT)

armée et de l'état-major des armées. La nécessité d'une refonte tant à court terme qu'à long terme exige qu'une instance séparée au sein de ces organismes agisse comme défenseur et acteur de cette adaptation révolutionnaire. En ce qui concerne l'armée de Terre américaine, le siège idoine de ce processus d'adaptation est le Commandement de la Doctrine et de l'Instruction. Cette armée doit mettre sur pied une unité permanente implantée au Centre Interarmes⁸ de Fort Leavenworth, au Kansas, afin de superviser la recherche, les mises au point et les expérimentations qu'impose le passage de l'armée de Terre d'aujourd'hui à celle de l'avenir.

Étant donné la nécessité de mettre en ligne les unités interarmes autonomes évoquées ci-dessus, il faut constituer ce «laboratoire de l'adaptation» le plus tôt possible. Bien que nombre des systèmes d'armes existent déjà ou soient bientôt disponibles, la mise en service en nombre suffisant de nouveaux systèmes, tels le véhicule blindé à roues de transport de troupe comme le LAV ou le lance-roquettes léger d'artillerie HIMARS par exemple, prendra plusieurs années. De plus, il faut accélérer le processus de «numérisation», c'est-à-dire la mise en place des systèmes informatisés de communication au niveau des unités tactiques.⁹ Enfin, il faut que l'armée de Terre investisse davantage dans de nouveaux systèmes d'armes dûment sélectionnés comme des drones et l'hélicoptère de reconnaissance *Comanche* de façon à en disposer plus rapidement. Il faudra les intégrer dans un organigramme et une doctrine d'emploi cohérents. Il faut concentrer le processus d'expérimentation à court terme sur les besoins de l'armée de Terre à court et moyen termes en vue de créer les nouvelles unités nécessaires.

Cependant, ce premier processus d'adaptation doit n'être que la première étape d'une refonte plus radicale de l'armée de Terre. Même si elle aligne de nouvelles unités qui maximisent les capacités actuelles, même si elle met en service de nouveaux

systèmes d'armes sélectionnés, même si elle prend en compte les défis et les avantages des opérations à haut niveau d'informatisation, il faut que l'armée de Terre cherche à répondre aux questions essentielles relatives aux forces terrestres de l'avenir. Parmi ces questions se posent celle de la mobilité stratégique, celle de la manœuvre sur des champs de bataille toujours plus transparents et celle de la façon d'opérer en environnement urbain, pour ne citer que celles-ci. Si la première phase de l'adaptation doit prendre l'essentiel de la décennie à venir pour aboutir, il faudra que l'armée de Terre soit alors en mesure de se lancer dans une évolution plus en profondeur. De plus, les techniques, les concepts opérationnels et les organisations doivent avoir une certaine réalité. Il ne doit pas s'agir de simples planches de présentation ou de concepts de bureaux d'études. Au moment où la première phase de l'adaptation arrivera à son terme, il faudra entamer les premières expérimentations tactiques en vue de la deuxième phase et entrer dans une phase d'évolution plus en profondeur.

Alors que l'étendue et la nature exactes d'une telle évolution relèvent de l'expérimentation, les études de l'armée de Terre conduisent déjà à penser qu'elle sera radicale. Penchons-nous sur les changements potentiels qui vont affecter le fantassin. Le soldat du futur pourrait opérer en combinaison de combat climatisée, étanche et motorisée, bardée de capteurs et couverte d'un camouflage actif, comme celui de la peau d'un caméléon. Des «pansements dermiques» pharmaceutiques réduiront ses inquiétudes, lui permettant de mieux se concentrer, ce qui améliorera son endurance et sa force. Un dispositif de visualisation monté sur le casque du soldat lui permettra d'avoir une vision globale du champ de bataille – notamment de voir ce qui se passe au-delà des angles ou des hauteurs qui lui cachent la vue – et lui donnera une possibilité d'accès à tout le système de renseignement de contact et d'ensemble tout en filtrant les données qui lui parviendront pour éviter la surabondance.

8 Interarmes : traduction de *Combined arms*, signifie «qui associe les différentes armes» de l'armée de Terre, infanterie, cavalerie, artillerie, génie, transmissions, arme du matériel, commissariat de l'armée de Terre, Corps technique et administratif, Corps des Experts etc. Fort Leavenworth est la maison mère de l'Armée de terre américaine, un peu comme une réunion de Coëtquidan et Saint-Maixent pour l'armée de Terre française, écoles auxquelles il faudrait ajouter certaines des compétences du Commandement de la Formation de l'armée de Terre et du Commandement de la Doctrine de l'Emploi des Forces.

9 On distingue trois niveaux dans les opérations militaires : le stratégique qui est de la responsabilité des instances politiques, assistées de militaires, bien sûr, l'opératif qui couvre tout le théâtre d'opérations, et le tactique qui traite du front et des lignes immédiatement à l'arrière du front. Les unités tactiques sont donc celles qui se battent et celles qui sont légèrement en arrière et qui les soutiennent au plan logistique direct. Ces unités de soutien direct sont elles-mêmes soutenues par les unités logistiques de l'échelon opératif, elles-mêmes approvisionnées par l'échelon stratégique. (NdT)

Les armes individuelles seront plus mortelles et la possibilité de demander de l'appui feu indirect, non seulement à l'armée de Terre, mais aussi aux autres armées, permettra à chaque combattant individuel d'avoir une action sur de grands espaces. Au titre du programme «*Land Warrior*» [Guerrier Terrestre], des experts de l'armée de Terre envisagent une «*escouade*» de sept hommes capables de contrôler une zone de la taille du théâtre de la bataille de Gettysburg sur lequel, en 1863, se sont affrontés 165 000 hommes.



Même des concepts radicalement novateurs comme ceux que l'on étudie dans le cadre du projet *Land Warrior* ne mettent pas en scène des techniques exotiques ou qui se seraient échappées du domaine de la science-fiction. Nombre d'entre elles existent déjà ; parmi elles, nombreuses sont celles qui découlent des progrès de la médecine civile, des techniques de

Les expérimentations «*Land Warrior*» de l'armée de Terre vont largement accroître la valeur de l'infanterie à pied.

communication, de l'informatique et d'autres domaines de la recherche.

Au moment de se lancer dans le processus d'adaptation à court terme et tout en alignant de nouveaux types d'unités destinées à remplir les missions actuelles, l'Armée de terre doit dans le même temps s'investir de façon volontariste dans l'expérimentation visant à créer les systèmes, les soldats, les unités et les concepts permettant de conserver aux États-Unis leur prééminence dans le domaine du combat terrestre, et ceci dans une perspective à très long terme.

Les frappes au niveau de la planète depuis l'air et l'espace

La capacité en rapide croissance de l'armée de l'Air américaine à appliquer des frappes de précision à des distances toujours plus grandes marque une évolution significative dans la nature de la guerre de haute technicité. La sophistication du bombardement de précision de l'armée de l'Air n'a cessé de croître depuis la guerre du Golfe jusqu'à la campagne aérienne du Kosovo. Pourtant, de façon paradoxale, au moment où il semble qu'elle atteigne les capacités dont rêvaient les premiers pionniers et théoriciens de la guerre aérienne, la «*période technique*» des avions pilotés pourrait bien entrer dans sa phase de déclin. Rétrospectivement, c'est la sophistication des munitions de haute précision qui ressort de la campagne aérienne du Kosovo, même si les bombardiers furtifs B-2 tiraient des bombes de précision guidées par satellites au cours de missions de trente heures du Missouri au Kosovo et retour, tandis que les vieux et lents avions à hélice Orion de la Marine, initialement conçus pour la lutte anti-sous-marine, tiraient en *stand-off*¹⁰ des munitions guidées de haute précision avec la même efficacité. Au fur et à mesure que les systèmes électroniques et les munitions de précision prennent de l'importance, la nécessité de disposer d'avions pilotés sophistiqués semble diminuer. De plus, au fur et à mesure que l'Asie orientale prend de l'importance dans la stratégie militaire des États-Unis, les besoins de portée et de résistance des aéronefs pourraient bien dépasser les normes traditionnellement en vigueur. En somme, alors que l'armée de l'air américaine jouit

¹⁰ Stand-off : littéralement hors d'atteinte. Il s'agit de tirer des armes vers l'ennemi depuis des positions qu'il ne peut lui-même atteindre par ses propres armes. C'est en général le cas des missiles de croisière ou des munitions à guidage terminal tirées depuis la stratosphère.
édition du 09/06/08

d'une période de suprématie technique et tactique, il n'est pas certain que cette armée se positionne très bien face à un avenir qui aura évolué.

En particulier, l'accent mis par l'armée de l'Air sur les opérations aériennes tactiques traditionnelles est un frein à la capacité du pays à maintenir et à étendre sa domination dans l'espace. Au cours de la décennie écoulée, l'armée de l'Air s'est façonnée par intermittence comme une force «de l'espace et de l'air» et a préparé nombre d'études utiles sur la longue portée, études qui soulignent le caractère fondamental de la maîtrise de l'espace pour les opérations militaires à venir. Cependant, le style d'investissements de cette armée a été en contradiction avec cette conception de l'avenir. Comme nous l'avons décrit plus haut, l'armée de l'Air a englouti chaque dollar disponible dans le programme du F-22. Alors que le F-22 est un superbe chasseur et peut-être un avion d'attaque exploitable, son intérêt dans un schéma modifié de la guerre de haute technicité peut ne pas justifier son coût ; si la plus grande partie du programme n'avait pas été déjà financée, la décision de le continuer aurait été discutable. Comme nous l'avons également démontré plus haut, de nouveaux investissements dans le programme de l'avion de combat interarmées seraient encore plus coûteux et entraveraient tout effort majeur d'adaptation. C'est pourquoi il faudrait que l'armée de l'Air :

- **Achève son plan d'acquisition du F-22 tout en cessant de participer au programme de l'ACI et de remettre à niveau les avions de combats actuels, notamment en achetant de nouvelles munitions de précision, en mettant au point de nouvelles et en augmentant le nombre d'avions d'appui afin de permettre des opérations à plus longue portée et d'acquiescer une plus grande survivabilité¹¹.**
- **Accroître ses efforts en vue de mettre au point des aéronefs sans pilote à longue portée et à grande résistance, non seulement dans le domaine de la reconnaissance mais aussi dans celui des frappes ou du combat aérien.**
- **Poursuivre la mise au point d'avions furtifs de grandes dimensions destinés à un éventail de missions dont le transport, le ravitaillement en**

vol et d'autres missions de soutien aussi bien qu'aux missions d'attaque.

- **Cibler de nouveaux investissements importants en vue d'établir des capacités d'action dans l'espace, dont des lanceurs à bas coût, de nouveaux satellites et véhicules extra atmosphériques, en vue de se préparer à évaluer si la guerre spatiale diffère suffisamment du combat en atmosphère pour justifier la création d'une «armée de l'Espace» distincte de l'armée de l'Air.**

Une telle évolution permettrait en fait d'atteindre le but avoué de l'armée de l'air qui est de devenir une armée dotée de réelles capacités pour atteindre et frapper tous les points de la planète. Pour l'instant, l'armée de l'air donne un aperçu de ces capacités et accomplit un travail remarquable en termes d'emploi des systèmes essentiellement tactiques à l'échelon mondial. Pour la période de transition imposée par l'héritage de ces systèmes et par les limites inhérentes au F-22, l'armée de l'air va rester essentiellement apte à une guerre de frappes de théâtre sophistiquées. Pourtant, pour se réformer réellement en vue du siècle à venir, l'armée de l'air doit intensifier ses efforts de création de nouveaux systèmes – et, pour enfoncer le clou, des systèmes spatiaux – qui sont indispensables pour faire passer les opérations aériennes du niveau du théâtre au niveau de la planète. Alors que le montage de campagnes aériennes à grande échelle et s'étendant dans la durée continuera à s'appuyer sur des éléments du théâtre, il faut modifier l'équilibre en faveur des systèmes à longue portée.

La Marine repart « à la mer »

Depuis la fin de la Guerre Froide, la Marine a connu une rupture brutale avec la doctrine anciennement en vigueur qui mettait l'accent sur la nécessité d'avoir la maîtrise des mers. Mais avec la maîtrise des États-Unis sur le «domaine commun» qui ne connaît, pour le moment, aucune concurrence sérieuse, la Marine prêche maintenant l'Évangile de la projection de la force à terre et dans les eaux littorales. Dans une série de déclarations, de positions et de livres blancs qui ont débuté avec «... Depuis la Mer» en 1992 et ont conduit au «En avant... depuis la Mer : en tout temps et en tout

¹¹ Survivabilité : en langage militaire, il s'agit de la faculté d'une unité ou d'un type de matériel de diminuer le risque de destruction au combat, notamment par des moyens passifs comme la furtivité, la résistance physique aux coups de l'adversaire (blindage) ou les moyens de contre-mesures (leurre, détection de l'adversaire avant qu'il soit en position de tir, etc.).[NdT]

lieu» de 1998, la Marine, en coopération avec le Corps des Marines, a adopté le principe des opérations «au plus près». Pour citer le texte de «Depuis la Mer» :

Notre capacité à maîtriser la mer dans les zones où l'on peut s'attendre à de futures opérations nous permet de redimensionner les forces navales et de nous concentrer davantage sur les capacités qu'exige l'environnement opérationnel complexe que constitue le littoral, c'est-à-dire les côtes de la planète.... Cette orientation stratégique qui découle de la stratégie nationale de sécurité représente un glissement fondamental de la guerre de haute mer vers les opérations interarmées conduites depuis la mer.

La série de documents «Depuis la Mer» a également pris position en faveur d'une présence militaire américaine sur toute la planète et a assimilé tout particulièrement cette présence prépositionnée à une présence navale. Reprenant l'idée maîtresse de l'Étude Quadriennale de Défense, la Marine et le Corps des Marines arguent du fait que «le modelage de situation et la riposte exigent une présence et donc le maintien de forces navales prépositionnées et prêtes au combat. Il est important d'être «sur place» ! Il s'agit d'une contribution typiquement navale à l'engagement en temps de paix et cela le restera... La souplesse inhérente aux forces navales permet de régler rapidement une crise ou un conflit mineur par les forces présentes sur place.» Les Armées de la mer (La Marine et le Corps des Marines, [NdT]) ont en outre ajouté que la conduite de ces missions de présence demande les mêmes types de groupes aéronavals et de groupes amphibies que ceux qui étaient nécessaires pour combattre l'Union soviétique.

La puissance concentrée et équilibrée des groupes aéronavals et amphibies est au cœur de la capacité de notre pays à mettre en œuvre sa stratégie d'engagement en temps de paix. Leur puissance rassure les alliés et dissuade les agresseurs potentiels... les capacités combinées d'un groupe aéronaval et d'un groupe amphibie offre une puissance aérienne, maritime et terrestre qu'on peut appliquer à tout l'éventail des conflits.

Ainsi, alors que la Marine a admis que les réalités stratégiques de l'ère postsoviétique induisaient une révision des missions prioritaires de la

Marine et du Corps des Marines ainsi qu'un redimensionnement de la flotte, elle a néanmoins dû envisager que l'ère nouvelle exige également une révision de ses schémas d'opérations et une refonte de la flotte. De plus, sur le long terme, il va être de plus en plus difficile pour la Marine de s'engager dans les eaux côtières, ainsi qu'elle le réalise elle-même. Ainsi que l'a déclaré à la commission des forces armées du Sénat le contre-amiral Malcolm Fages, sous-chef guerre sous-marine à l'état-major de la Marine : «Un éventail d'études indépendantes qui ont passé en revue les tendances principales de la guerre navale à venir ont conclu que la guerre sur le littoral au XXI^e siècle pourrait être marquée par l'emploi de moyens asymétriques visant à contrer une marine américaine dont la doctrine et les projets d'organisation de la force... poussent au débarquement depuis les zones littorales». D'ores et déjà, des adversaires potentiels comme la Chine et l'Iran investissent dans des sous-marins diesel silencieux, des missiles balistiques tactiques, des missiles de croisière et d'autres missiles antinavires tirés depuis la côte ou la mer ainsi que dans d'autres systèmes d'armes visant à compliquer les opérations des flottes américaines dans les eaux littorales à faible dégagement. La marine chinoise a récemment pris livraison de son premier destroyer de la classe Sovremeny sur une commande de sept unités, achetés en même temps que des missiles supersoniques anti-navires venant de Russie, ce qui a largement amélioré ses capacités à attaquer les navires américains.



L'acquisition par la Chine de destroyers russes modernes et de missiles anti-navires supersoniques va compliquer les opérations de la flotte de surface américaine.

À cela s'ajoute le fait que les adversaires de l'Amérique vont progressivement acquérir la capacité de prendre pour objectif les flottes de surface non seulement dans les eaux littorales mais peut-être aussi en haute mer. Les puissances régionales ont de plus en plus accès aux satellites commerciaux qui

non seulement leur fournissent des informations de désignation des objectifs militairement utiles mais leur fournissent également d'importantes capacités de commandement et de communications en cas de besoin. Comme le dit Fages : « Notre préoccupation pour le XXI^e siècle, c'est que la synergie entre la reconnaissance depuis l'espace, des armes de précision à longue portée et de solides réseaux de commandement, pourrait rendre les plates-formes non furtives de plus en plus vulnérables lorsqu'elles attaquent depuis une faible distance les côtes où que ce soit dans le monde.

Pour conserver et améliorer la capacité de couvrir ses forces débarquées et de conduire des opérations de pilonnage ainsi que pour prendre une part très importante dans le réseau de défense contre les systèmes de missiles balistiques, il faut que la marine accélère son processus d'adaptation à court terme. Il lui faut également prendre en compte le défi à plus long terme de la révolution dans le domaine militaire pour faire en sorte que l'Amérique régente demain les vagues et les lames comme elle le fait aujourd'hui. La Marine devrait s'engager dans un processus d'adaptation en deux temps :

- **L'adaptation à court terme de la Marine devrait conduire à l'accélération de la mise en chantier des générations programmées de navires de combat de surface du XXI^e siècle aux capacités de furtivité accrues, armés de missiles améliorés diversifiés et de canons à longue portée pour les frappes à terre. Il faudrait accélérer les efforts de mise en œuvre de la guerre « en réseau » qui découle du concept du combat en coopération. Il faudrait que la Marine commence à se structurer pour répondre au rôle qui est en train de devenir le sien dans le cadre de la défense antimissile; notamment décider si les navires de combat de surface actuels et le schéma traditionnel de déploiement par rotations sont bien adaptés à cette mission.**
- **À plus long terme, il faut que la Marine décide si l'accent qu'elle met aujourd'hui sur les opérations côtières reste d'actualité dans le cadre d'une réforme du schéma de la guerre maritime et de quelle façon elle conservera la maîtrise de la haute mer à l'avenir. Il faudrait d'ores et déjà entamer l'expérimentation de diverses flottes d'aéronefs sans pilote, peut-être en se servant d'un porte-avions actuel retiré du service. Il**

faudrait se pencher sur d'autres formes de bateaux et d'aéronefs sans équipage ainsi que sur l'élargissement du rôle des sous-marins.

Le changement de forme des opérations navales ainsi que l'évolution de la structure des forces que nous avons étudiés plus haut devraient montrer la voie d'une adaptation de la Marine à l'environnement en train d'émerger de la guerre en mer. Dans l'avenir immédiat, cela signifie l'amélioration des capacités de frappes navales dans le cadre d'opérations interarmées dans les eaux côtières ainsi que des moyens de commandement. Cependant, la Marine doit se préparer à de nouveaux défis en haute mer en commençant dès maintenant à mettre au point des moyens de projection de force alors que les risques que courent les navires de surface augmentent de façon substantielle. Dans les deux cas, il faut que la Marine continue à évoluer des opérations centrées sur les groupes aéronavals vers les « réseaux » de navires de surface de divers types, ce qui conduira peut-être à des flottes composées de navires de surface furtifs et de sous-marins.

L'axe principal des efforts de transformation à court terme de la Marine devrait porter sur l'accroissement de la capacité de frappe et sur l'amélioration de la contribution aux opérations interarmées à terre par les patrouilles en eaux côtières. Il faut multiplier les initiatives de la Marine visant à tirer le meilleur parti de ses navires actuels grâce à une meilleure collecte et à une meilleure diffusion du renseignement, ce que la Marine nomme la « guerre en réseau » par opposition à la « guerre par plates-formes ». En plus de l'amélioration de ses capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance ainsi que de ses réseaux de commandement, il faut que la Marine se dote de flottes plus importantes de navires de combat de surface et de sous-marins, tous capables de tirer des missiles de croisière. L'augmentation du nombre des navires de combat de surface donnerait d'abord une bonne occasion d'accélérer les recherches et la mise au point des nouvelles classes de contre-torpilleurs et de croiseurs, et peut-être de nouvelles frégates, ceci peut-être en ne faisant que légèrement intensifier les efforts actuels sur les programmes portant sur les contre-torpilleurs.

En outre, il faudrait que la Marine intensifie ses efforts de mise au point de nouvelles armes et munitions en vue de la guerre de bombardement.

En plus de se doter de davantage de sous-marins d'attaque, il faudrait qu'elle reconvertisse quatre de ses sous-marins lanceurs de missiles balistiques de la classe Trident en plates-formes de tir conventionnelles, exactement comme l'a fait l'armée de l'Air de ses bombardiers avec équipages. En outre, elle devrait mettre au point un autre armement de frappe qui aille au-delà de la génération actuelle de missiles de croisière Tomahawk. L'adjonction du JDAM (système de guidage terminal des projectiles) qui consiste à monter un dispositif de guidage par GPS sur des bombes «bêtes» va améliorer les capacités de frappes de précision des avions actuels de la Marine. L'amélioration de la portée et de la précision des canons embarqués ou la mise en œuvre d'une version marine du système de missile tactique de l'armée de Terre améliorerait également la contribution de la Marine aux opérations interarmées dans les zones côtières.

Cependant, l'amélioration des capacités des bateaux et de l'armement d'actuelle génération à opérer de concert est certes importante, mais pourrait ne pas prendre en compte l'aspect plus fondamental de cette adaptation. La Marine a déjà prouvé sa capacité à mettre en œuvre des véhicules aériens et sous-marins sans équipage depuis des sous-marins; en outre, elle améliore sa capacité de communiquer avec des sous-marins. Tant que les submersibles restent relativement furtifs, ils peuvent opérer là où les navires de surface courent de grands risques.

Ainsi, la Marine devrait affecter une partie de ses forces vives à une étude en profondeur de la révolution dans le domaine militaire. Au-delà des mesures immédiates comme la reconversion de sous-marins de la classe Trident, il faudrait envisager d'employer un porte-avions retiré du service opérationnel pour mieux appréhender les potentialités et les difficultés de mise en œuvre à la mer de grandes flottes d'aéronefs sans pilotes. De la même façon, des «nacelles lance-missile»

immergées, soit déployées de façon permanente, soit mouillées secrètement par des sous-marins en temps de crise, amélioreraient les capacités de frappe sans faire courir de risques aux navires de surface dans les zones littorales. D'une manière générale, si la Marine évolue vers la «guerre en réseaux», il lui faut explorer les possibilités de multiplier le nombre de «mailles du réseau».

Pour le moment, la Marine américaine jouit d'un niveau d'hégémonie planétaire qui dépasse celui dont jouissait la Royal Navy du temps de son Âge d'Or. Alors que la capacité de projeter à terre la puissance navale reste, comme elle l'a toujours été, une importante mission secondaire de la Marine, elle ne saurait rester son souci premier au cours des décennies qui viennent. À plus long terme – mais compte tenu de la durée de vie des navires, bien avant la fin de la période que couvre la planification de la Marine – elle pourrait se recentrer sur la conservation de la maîtrise des voies de communication sur les mers et les océans. Faute d'un programme rigoureux d'expérimentation portant sur l'impact de la révolution dans le domaine militaire sur la guerre navale, la Marine pourrait bien se trouver confrontée à un nouveau Pearl Harbor, aussi mal préparée à la guerre de l'ère de l'après porte-avions qu'elle l'était au début de l'ère du porte-avions.

Telle la Marine, tel le Corps des Marines

Paradoxalement pour un corps qui prend en compte certains aspects de la révolution dans le domaine militaire, le schéma à long terme de son adaptation pose les questions les plus profondes au Corps des Marines. Car si la capacité de survie de ses navires de surface doit être toujours davantage remise en question, les moyens de débarquement doivent eux aussi être revus en profondeur. Le Corps a beau avoir raison de mettre au point des opérations de débarquement navire - côte toujours plus rapides et de plus grande autonomie en misant sur le V-22 et le Véhicule d'assaut amphibie amélioré (AAAV), il est certain que la vulnérabilité potentielle des véhicules amphibies des Marines restera le facteur limitant dans les opérations futures. Alors que l'utilité de l'infanterie de marine reste élevée dans les conflits de basse intensité, la capacité des Marines à prendre part aux guerres de

haute technicité, ne fût-ce qu'en opérant à partir de bateaux dont ils dépendent dans tous les domaines, du commandement & communications à la logistique, pourrait bien ne plus être que marginale. De la même façon, la vitesse relativement faible des bateaux des Marines réduit leur souplesse d'emploi en temps de crise.

Au cours des prochaines décennies, les efforts des Marines en vue de leur adaptation devraient permettre au Corps d'alléger ses structures et de s'appuyer sur d'autres armées, en particulier la Marine, pour lui fournir la majeure partie de sa puissance de feu. Cela devrait permettre au Corps des Marines de se débarrasser de nombre des systèmes d'armes lourds dont il s'est doté durant la période de la Guerre Froide, de réduire son artillerie (Les Marines, notamment, mettent en œuvre les systèmes d'artillerie les plus anciens qui sont moins efficaces au combat et plus lourds à manœuvrer en termes de logistique) et enfin son aviation à voilure fixe¹². En fait, nombre des F-18 et EA6-B du Corps des Marines passent le plus clair de leur temps en rotations sur les porte-avions et en appui des opérations de l'armée de l'Air. De la même façon, l'avenir de l'AV-8B Harrier est compromis. Les Marines ne mettent en œuvre qu'une flotte réduite et de plus en plus obsolète de Harriers. Alors qu'on pourrait envisager des programmes de prolongation de leur durée de vie, le moment

approche où le Corps devra envisager l'existence sans ses propres aéronefs à voilure fixe, en particulier si le programme de l'ACI atteint son terme. En conséquence, le Corps des Marines devra envisager la version «hélicoptère de combat» du V-22, se doter d'aéronefs sans pilotes et intensifier ses efforts de mise au point de méthodes d'appui feu interarmées.

Ainsi, l'utilité à long terme du Corps des Marines repose largement sur des perspectives de réelle évolution. Comme pour l'armée de Terre, si on ne peut pas redéfinir les rapports entre le feu, la manœuvre et le renseignement de situation, alors la pertinence des forces terrestres et de l'infanterie de marine dans le cadre des guerres futures sera largement remise en cause. Ce qui limitera ainsi la capacité des États-Unis à entreprendre des opérations à portée politique décisive. La prolifération de techniques d'application de feux de haute précision à des portées toujours accrues lance un grand défi tant à l'armée de Terre qu'au Corps des Marines. Mais au lieu de tenter de le relever en entrant dans le jeu qui consiste à appliquer eux-mêmes des feux à longue portée, ces armées feraient mieux, toutes les deux, d'essayer d'assurer la complémentarité avec la Marine et l'armée de l'Air et, bien sûr, de lier également les manœuvres décisives aux possibilités que l'espace va offrir.

12 C'est ainsi qu'on nomme les avions pour les distinguer des autres aéronefs, hélicoptère, aéronefs à rotors orientables ou aéronefs plus légers que l'air. (NdT)

VI LES DÉPENSES DE DÉFENSE

Quel est alors le prix de la perpétuation de la domination politique et de la prééminence militaire des États-Unis ?

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'apporter une réponse finement détaillée à cette question. Trop de recommandations relatives à la posture des forces et à la structure des armées n'ont pas été prises en compte par la planification de défense actuelle. Contentons-nous de dire que l'extension du périmètre de sécurité des États-Unis, les techniques nouvelles et les nouveaux systèmes d'armes, dont de solides défenses antimissile, les nouveaux types d'organisation ainsi que les nouveaux concepts opérationnels, auxquels s'ajoutent les nouvelles bases et tout ce genre de choses, tout ceci reviendra cher. Toutefois, dans ce chapitre, nous allons essayer de poser les lignes directrices générales visant à définir un niveau de budget de défense qui suffise à conserver la prééminence militaire des États-Unis. Au cours des années récentes, on a vu paraître une série d'analyses portant sur l'inadéquation entre les budgets de défense proposés par l'administration Clinton et son programme de défense. Toutes les estimations concordent : le programme est sous-financé. Elles ne diffèrent que par le montant du sous-financement et l'évaluent entre 26 et 100 milliards par année budgétaire. Les chiffres les plus élevés proviennent des analyses les plus rigoureuses.

Les tendances des budgets de défense

Pour la première fois depuis 15 ans, le budget de défense de 2001 pourrait montrer une modeste mais réelle augmentation des dépenses de défense des États-Unis. Tant les demandes budgétaires du Président Clinton que les chiffres de la résolution budgétaire du Congrès pourraient enrayer la glissade des budgets de défense. Pourtant, la prolongation de l'engrangement des « dividendes de la paix » et la génération de l'excédent budgétaire fédéral actuel, produit de l'augmentation de l'impôt sur le revenu et

de la réduction des dépenses de défense, ont entraîné un grave « déficit en matière de défense » qui atteint des dizaines de milliards de dollars chaque année.

Le Congrès s'est rendu complice de ce déclin de la Défense. Au cours des premières années de mandat, il a accepté les réductions sévères auxquelles a procédé l'administration Clinton par rapport aux sommes prévues par le dernier plan de défense de Bush. Depuis que les Républicains ont pris le contrôle du Congrès en 1994, il y a eu de très légers ajouts aux demandes de l'administration en matière de défense; pourtant aucune d'entre elles n'a été en mesure d'enrayer le schéma de déclin en matière de défense jusqu'à aujourd'hui. On n'a même pu obtenir ces ajouts qu'en utilisant des artifices comptables qui ont permis au gouvernement de contourner les limitations de l'accord budgétaire équilibré de 1997.

L'utilisation des dividendes de la paix de l'après-Guerre Froide pour équilibrer le budget fédéral a généré un déficit en matière de défense qui atteint des dizaines de milliards de dollars chaque année.

Grâce à tous ces artifices comptables, les dépenses de défense sont restées pratiquement au même niveau au cours des quatre dernières années. En fait, les montants ont varié de moins d'un milliard de dollars sur cette période. C'est au cours des premières années du mandat de Clinton que les dépenses de défense ont le plus décliné, époque où le budget est tombé d'environ 339 milliards de dollars en 1992 pour arriver à 277 milliards en 1996. Les effets cumulatifs des réductions budgétaires sur une décennie ou plus ont été encore plus graves. Une étude récente conduite par le Centre des études stratégiques et internationales, intitulée *Avoiding the Defense Train Wreck in the New Millennium* [Pour éviter le déraillement du train de la Défense au pro-

chain millénaire], a comparé le dernier plan de Bush pour la Défense qui couvrait la période 1994-1999 à celui de l'administration Clinton. Il a conclu que la combinaison des changements budgétaires et des prises de position internes du Pentagone ont eu pour résultat une nette réduction des dépenses en matière de défense qui s'est traduite par 162 milliards de réduction entre la planification de Bush et celle de Clinton. Les demandes du Congrès en matière de suppléments budgétaires et d'affectations complémentaires ont rajouté environ 52 milliards, mais ces dépenses ont servi pour leur plus grande part à financer les opérations de circonstance et autres carences en disponibilité opérationnelles; elles n'ont pas beaucoup contribué à la modernisation à laquelle elles étaient destinées. Par comparaison avec l'époque Bush, l'administration Clinton a réduit les dépenses d'équipement de 40 milliards de dollars par an, en moyenne. Au cours de la période 1993-2000, les réductions en matière d'équipement, l'ignoble « creux de vague de l'équipement », a atteint plus du double de ce qui était prévu pour s'élever à 426 milliards selon les termes du rapport.

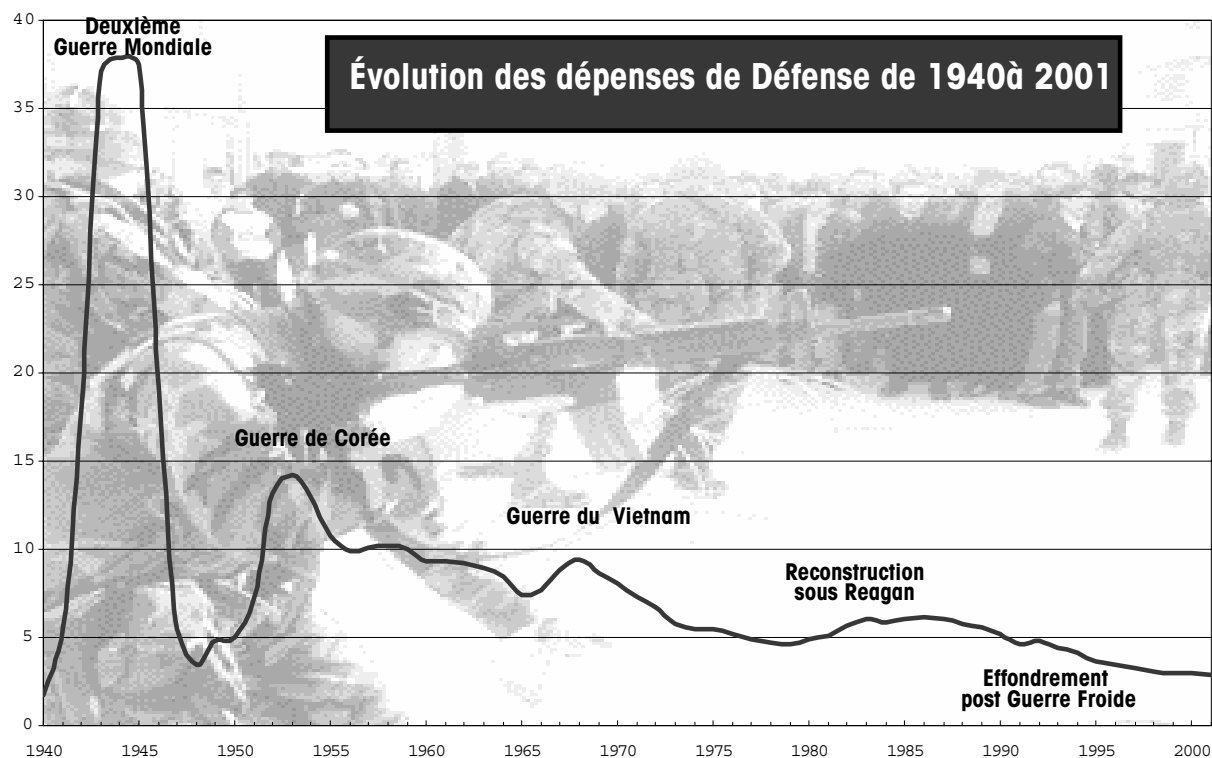
Le rapport du CESI est le plus récent d'une série de rapports qui chiffrent l'inadéquation entre la planification actuelle de défense et les budgets. La dernière estimation du bureau budget du Congrès évalue le décalage annuel à au moins 90 milliards de dollars. L'Étude Quadriennale de Défense de 1997 elle-même a autorisé un sous-financement annuel de 12 à 15 milliards de dollars. D'après des articles de presse, les chefs d'état-major d'armées insistent maintenant pour obtenir une augmentation de 30 milliards par an des dépenses de défense. En 1997, le Centre d'évaluations stratégiques et budgétaires a calculé que le sous-financement annuel était d'environ 26 milliards de dollars et a revu son montant à 50 milliards. L'analyste de l'institut Brookings Michael O'Hanlon soutient que le fossé est d'au moins 27 milliards.

Plus importante peut-être que de savoir si ces estimations rendent compte au mieux du montant des sous-financements actuels de la défense est la question de savoir quels coûts ne sont pas pris en compte. Toutes ces estimations mesurent l'inadéquation entre les plans et les programmes de défense actuels et les budgets en cours. Elles ne

prennent pas en compte les nouvelles missions ni les nécessités du monde de l'après-Guerre Froide. Elles ne prennent pas en compte les coûts du déploiement d'une défense antimissile efficace. Elles n'englobent pas les coûts des missions de police. Elles ne prennent pas en considération les coûts de l'adaptation. Elles ne calculent pas non plus les coûts qu'entraînent les recommandations du présent rapport comme le renforcement, la reconfiguration et le redéploiement des forces actuelles.

En fait, le meilleur moyen de mesurer les dépenses de défense sur de plus longues périodes est de les considérer comme faisant partie des dépenses fédérales et de la richesse nationale. Selon ces critères, les budgets de défense ont continué de décliner alors même que les Américains sont devenus de plus en plus prospères au cours des dernières années. Le budget de la Défense atteint maintenant moins de 3 % du produit national brut; c'est le niveau le plus bas depuis la grande dépression. La Défense représente environ 15 % des dépenses fédérales, à peine plus que les intérêts de la dette et moins d'un tiers des dépenses de sécurité sociale, de l'assurance santé et d'autres programmes d'allocations, lesquels représentent 54 % des dépenses fédérales. Alors que le budget fédéral annuel, auparavant déficitaire, est devenu excédentaire, et que davantage de ressources ont été libérées, aucun effort sérieux n'a été fait pour refinancer les forces armées américaines.

Quelque gênantes qu'aient été les tendances de la dernière décennie, quelque inadaptes que soient les budgets actuels, l'avenir à long terme est plus troublant encore. Si l'on maintient le niveau actuel des dépenses, selon certaines projections les sous-financements de la défense atteindront le niveau du budget de la défense lui-même dans les années 2020, soit 2,3 % pour 2,4 % du PNB. En particulier, alors que le niveau des dépenses de modernisation glisse de plus en plus sous celui des besoins, le creux de la vague en matière d'équipement atteindra les proportions d'un tsunami, dit le CESI : « S'il continue à laisser filer la ligne, le ministère des armées va en effet laisser s'installer une situation dans laquelle il va devoir demander 4 400 milliards de dollars au titre de l'équipement entre 2006 et 2020 pour conserver le niveau actuel des forces.



Après 2010, ce qui peut paraître loin mais se situe tout à fait à l'horizon habituel des planifications de défense, il est même encore plus improbable de voir augmenter les dépenses de défense selon la planification actuelle. Dans les décennies à venir, le tissu des programmes d'allocations sociales, en particulier la Sécurité Sociale, va générer un nouveau gel des autres budgets fédéraux. Si les budgets de défense restent aux niveaux envisagés, il sera impossible de conserver la prééminence militaire mondiale des États-Unis, ainsi que de défendre l'ordre mondial qu'assure cette prééminence.

Les budgets et la stratégie de repli

Les récentes études de défense, en particulier l'Étude Quadriennale de Défense de 1997 et les rapports connexes de la Commission *ad hoc* sur la

Défense nationale, ont situé le dilemme auquel se trouvent confrontés le Pentagone et le pays dans son ensemble dans le domaine des risques. Au niveau actuel de la planification et des dépenses de défense, les États-Unis peuvent préserver les forces et les capacités actuelles pour remplir les missions du moment en sacrifiant la modernisation, l'innovation et l'adaptation, ou bien ils peuvent réduire encore les tableaux d'effectifs et de dotation pour se doter de nouvelles armes et créer de nouvelles unités. Malgré le discours que tient l'EQD à propos du formatage de l'environnement stratégique actuel, de la réaction aux crises et de la préparation d'aujourd'hui à un avenir incertain, la planification de défense de l'administration Clinton continue à davantage privilégier les besoins immédiats que la préparation d'un avenir toujours plus menaçant au plan technique ou géopolitique. Comme nous l'avons indiqué plus haut

dans notre présentation de l'articulation des forces, l'EQD retient la capacité à conduire deux guerres de front comme critère central de la planification de défense et la condition *sine qua non* que l'Amérique reste une superpuissance mondiale. La Commission *ad hoc* sur la Défense nationale, dans son appel à une «stratégie de l'adaptation», a avancé l'argument selon lequel «il faut donner la priorité à l'avenir». Le critère de deux guerres à la fois, selon les conclusions de la Commission, «est devenu un moyen de justifier les forces actuelles». Cette approche met l'accent sur un scénario improbable qui obère des fonds qui pourraient servir à réduire les risques que nous courons à long terme».

Une fois encore, le CESI, dans les conclusions de son étude de faisabilité, suggère que les arbitrages entre les effectifs et l'articulation des forces se fassent dans le cadre des contraintes budgétaires actuelles. Par exemple, il estime que le coût de

Si les dépenses de défense restent à leur niveau actuel, les forces américaines seront bientôt trop vieilles ou trop peu nombreuses.

l'adaptation de l'armée actuelle d'un million sept cent mille hommes entraînerait des dépenses d'équipement de 164 milliards de dollars par an. Alors que nous pourrions ne pas être d'accord avec tous les aspects méthodologiques qui aboutissent à ce chiffre, l'essentiel est clair : si les dépenses de défense restent au niveau actuel, comme l'admet la planification actuelle vue par l'EQD, le Pentagone ne sera en

mesure de moderniser qu'un peu plus de la moitié des forces armées. Si l'on suit ce scénario, l'armée américaine sera de plus en plus obsolète, coûteuse à déployer et surclassée sur le champ de bataille. Comme le conclut le rapport, «l'armée américaine, à cause de sa taille, de son vieillissement et de son aptitude technique, va perdre sa crédibilité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur quant à ses capacités à soutenir la stratégie militaire nationale». *A contrario*, adopter l'approche de la Commission *ad hoc* sur la Défense nationale qui consiste à prendre des risques tout en se préparant aujourd'hui à un avenir incertain, imposerait de nouvelles et importantes réductions de la taille des forces armées américaines. D'après le CESI, un transfert des do-

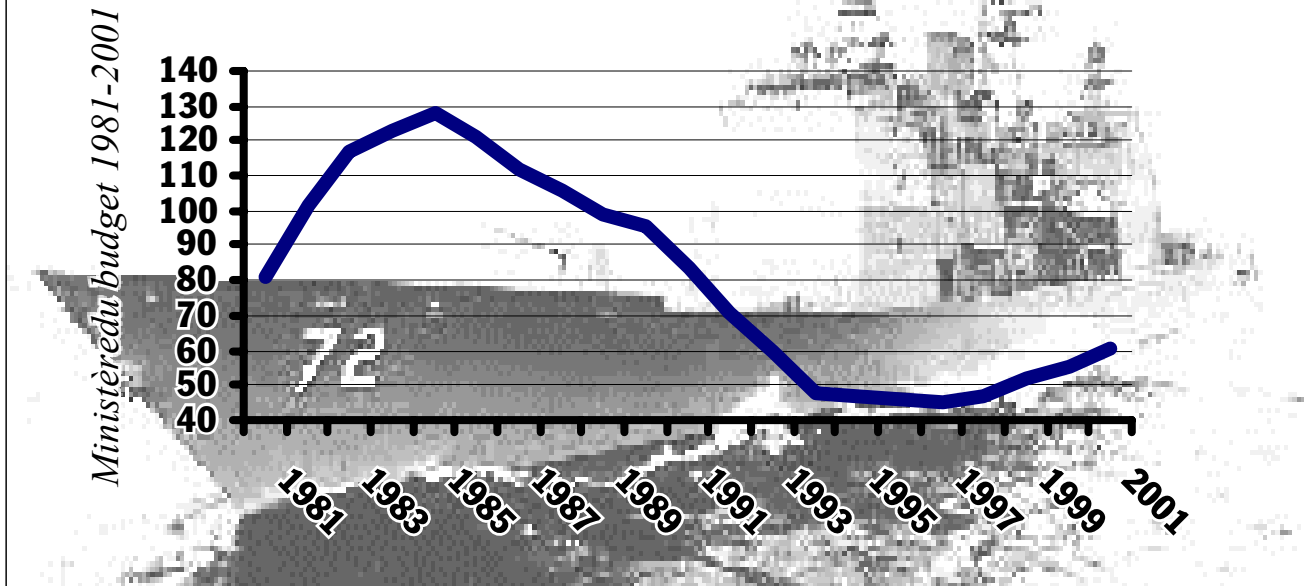
tations visant à moderniser 76 % du matériel – il ne s'agit pas d'un chiffre de la Commission *ad hoc* mais il n'est pas aberrant dans le cadre de cette approche globale – imposerait de ramener les effectifs des armées à tout juste un million d'hommes, toujours en admettant qu'on accorde 3 % du PNB aux dépenses de défense. Ainsi, au niveau actuel des dépenses, il faudrait que le Pentagone choisisse entre le volume des forces et leur modernisation.

Quand on a rappelé que la projection de dépenses de défense à un niveau de 3 % du PNB représente la perspective la plus optimiste de la planification du Pentagone, le poids de ce dilemme paraît encore plus lourd : à ce niveau, les forces armées américaines seront bientôt trop vieilles ou trop peu nombreuses. A rester à la conception de «vivre au jour le jour» que professe le gouvernement, les forces armées des États-Unis n'auront pas les effectifs nécessaires à la conduite de leurs missions actuelles. Des missions de police à la conduite de deux guerres sur des théâtres majeurs, leur capacité à défendre les intérêts sécuritaires des États-Unis va se trouver en danger croissant.

Pour élargir la question, ces deux approches ne diffèrent que par la nature et la chronologie de la stratégie de repli américaine. En engageant les troupes dans les Balkans, en maintenant la présence américaine dans le golfe Persique, en ripostant aux menaces chinoises envers Taiwan et en envoyant des soldats de la paix au Timor oriental, l'administration Clinton a maladroitement, par à-coups et souvent de façon inefficace, pris certaines des mesures nécessaires au renforcement du nouveau périmètre de sécurité des États-Unis. Seulement, en maintenant les dépenses de défense et le volume des troupes à leurs niveaux actuels, elle a obéré la capacité du pays à conduire aujourd'hui des conflits de haute intensité et dépensé les fonds qui auraient été investis pour préserver demain la prééminence militaire des États-Unis. On mesurera les résultats d'une telle stratégie lorsque les forces armées américaines seront dans l'incapacité de répondre à ce qu'on exigera d'elles. Cela pourra se produire lorsqu'elles recevront une mission de trop ; si, disons, le rôle de l'Otan dans les Balkans prend de l'ampleur, ou si les troupes américaines doivent

La vacance des approvisionnements

La chute des investissements dans les années Reagan



sécuriser une zone démilitarisée sur les hauteurs du Golan, et qu'éclate un conflit majeur. Ou encore cela pourrait se produire si une grande puissance émergente – une Chine qui monterait en puissance – cherchait à défier les intérêts des États-Unis et de leurs alliés dans une région importante.

A contrario, une stratégie qui sacrifierait l'articulation des forces et la disponibilité opérationnelle actuelles à la transformation future laisserait les forces armées américaines dans l'incapacité de faire face aux missions et aux engagements actuels. Étant donné que la paix actuelle n'est le résultat que de la prééminence américaine, échouer à conserver cette prééminence laisserait à d'autres la possibilité de façonner le monde selon des schémas contraires aux intérêts et aux principes des États-Unis. C'est cela, le prix de la prééminence américaine; de même qu'elle a été gagnée de haute lutte, il faut la préserver de haute lutte. Mais comme les Chefs des armées et les autres hautes autorités militaires sont obligés de l'admettre, les forces armées actuelles suffisent à peine à soutenir la rotation des unités dans le cadre de la multitude de missions de

maintien de la paix et d'autres missions de police auxquelles elles ont à faire face tout en conservant en réserve les troupes nécessaires pour conduire un seul conflit majeur.

Une armée d'active réduite de 300 000 à 400 000 hommes de plus représenterait une nouvelle réduction de 30 % par rapport au niveau actuel, soit une réduction totale de plus de la moitié par rapport à l'époque de la Guerre Froide. Prendre cette mesure pour dégager des fonds en vue de la modernisation et de l'adaptation ferait que cette armée réduite serait évidemment inadaptée aux nécessités des missions et de la stratégie nationale actuelles. Si les États-Unis retiraient des troupes des Balkans par exemple, on peut douter du fait que l'Otan soit en mesure de combler le trou pendant longtemps. *A contrario*, un tel retrait entraînerait une crise politique au sein de l'Otan, qui aurait certainement pour résultat la fin du leadership américain dans l'Organisation. Cela pourrait bien conduire à la dissolution de l'Alliance elle-même. De la même façon, mettre fin aux missions d'interdiction de survol en Iraq remettrait en question

la position des États-Unis comme garant de la sécurité dans le Golfe Persique. La réaction serait la même à propos d'un retrait ou d'une réduction de la présence militaire américaine en Asie du Sud-Est. Les conséquences qu'envisage l'EQD à propos d'un abandon de la capacité à conduire deux guerres simultanément se vérifieraient inévitablement : tant les alliés que les adversaires commenceraient à prendre des mesures contre le repli américain et ne feraient plus confiance aux garanties de sécurité que représente l'Amérique. Au niveau actuel des budgets, on court le risque de voir une stratégie de modernisation ou d'adaptation se traduire par une stratégie de non guerre. Même si la paix américaine ne devait pas se terminer en catastrophe, elle commencerait à rapidement s'effiloche. Le résultat à terme serait pratiquement le même.

Le prix de la prééminence américaine

Comme nous l'avons admis plus haut, évaluer le coût exact de forces armées capables de maintenir la prééminence militaire américaine actuelle et de l'étendre dans le futur demande une analyse plus profonde que ce que permet cette étude très générale. Nous avons prôné une posture militaire et une articulation des armées qui diverge sensiblement tant de la planification actuelle que d'autres dispositifs présentés par d'autres études. Nous croyons qu'il faut augmenter légèrement les effectifs des forces armées américaines. Nombre des missions liées à la protection du périmètre de sécurité des États-Unis sont consommatrices de personnel et la préparation à des conflits de haute intensité doit inclure la possibilité de campagnes décisives au plan politique comportant des opérations de stabilisation d'envergure après combats. De la même façon, l'extension dudit périmètre milite fortement pour le déploiement de nouvelles bases outre-mer et de têtes de pont avancées qui faciliteront les opérations politiques et militaires des États-Unis de par le monde.

Dans le même temps, nous avons soutenu qu'un dispositif plus logique de bases avancées pourrait alléger le fardeau des missions de police institutionnelles qui pèse sur les soldats, les marins, les aviateurs et les Marines ainsi que sur l'ensemble du dispositif militaire américain. Les déploiements de sécurité à long terme ne devraient reposer qu'en

dernier ressort sur l'épuisante rotation de courte durée des unités. En Europe, dans le Golfe Persique et en Asie orientale, la perpétuation des intérêts sécuritaires des États-Unis passe par celle de la présence militaire américaine. Il faut que les politologues du Pentagone adaptent leur planification pour prendre en compte ces réalités et réduire le poids qui pèse sur le personnel des armées. Nous avons aussi soutenu qu'il faut que les armées puissent commencer dès maintenant à mettre sur pied des unités et des systèmes militaires plus souples. Ceux-ci pourraient s'avérer dans le temps de plus petite taille que les systèmes actuels, même pour les opérations de maintien de la paix ou de police.

Même si les forces américaines doivent évoluer sur un périmètre de sécurité étendu, nous pensons qu'il est essentiel de conserver en garnison en métropole suffisamment de forces capables, à bref délai, de monter en puissance et, si nécessaire, de projeter une puissance de combat massive en vue de stabiliser une région en crise ou de conduire une guerre jusqu'à la victoire. Il faudrait que s'établisse une forte synergie entre les forces déployées outre-mer et un dispositif de renfort : les unités opérant outre-mer sont le marqueur des intérêts géopolitiques des États-Unis ainsi que de leur domination, elles assurent une puissance militaire significative pour modeler l'événement et, en temps de guerre, établir les conditions de la victoire lorsqu'elles reçoivent des renforts. Parallèlement, conserver la capacité d'appliquer le définitif « coup de poing du K.O. » grâce à l'intervention rapide d'unités venues de métropole renforcera la force d'influence des troupes opérant outre-mer et la vitalité de nos alliances. En somme, nous considérons que perdure la nécessité de forts effectifs pour l'armée américaine.

Mais tout en plaidant en faveur d'améliorations du positionnement des armées actuelles, nous ne voulons pas sacrifier la capacité de maintenir la prééminence à plus long terme. Si les États-Unis veulent maintenir cette prééminence – la révolution qui est maintenant en cours dans le domaine militaire se fait sous l'impulsion des États-Unis –, il faut que le Pentagone commence au plus tôt l'adaptation des forces armées américaines. Nous avons soutenu que cette mission d'adaptation fait partie des nouvelles missions, aussi exigeante que

le maintien de la stabilité dans les Balkans, la préparation aux conflits de grande intensité ou toute autre mission actuelle. Il s'agit d'un effort qui met en jeu plus que les techniques de l'armement. Elle exige des unités expérimentales libres de mettre au point de nouveaux concepts d'opérations, de nouvelles doctrines, de nouvelles tactiques. Cela va demander des années, voire des décennies, pour prendre pleinement en compte et mettre en œuvre de tels changements, et cela va sans doute être à l'origine d'erreurs et d'essais infructueux. Pourtant, le maintien de la paix américaine exige que les forces armées des États-Unis aient la prééminence lorsqu'elles auront, à l'avenir, à faire face à des adversaires très différents de ceux d'aujourd'hui.

Enfin, nous avons soutenu qu'il faut restaurer les fondements de la sécurité des États-Unis et relancer l'établissement de bases en vue d'opérations militaires américaines outre-mer en améliorant nos défenses en métropole. La paix américaine actuelle pourrait bien de pas durer si les États-Unis devien-

Le programme dont nous nous faisons les avocats, qui offrirait à l'Amérique des forces armées en mesure de répondre aux exigences stratégiques de la seule superpuissance mondiale, exige de porter les budgets de défense au niveau de 3,5 à 3,8 % du PNB.

les bienfaits de la paix américaine, conquis sans regarder à la dépense pendant un siècle d'efforts.

Pris dans leur ensemble, le positionnement des forces et la structure des armées que nous préconisons sont suffisamment différents de la planification actuelle pour qu'il ne soit pas fondé d'en évaluer le coût avec précision sur les planifications budgétaires telles qu'on les connaît. De la même façon,

il sort du cadre de cette étude de se lancer dans une analyse indépendante des coûts qui reposerait sur des situations politiques et technologiques très incertaines. N'importe quelle évaluation du coût du déploiement de nouvelles bases outre-mer ou de systèmes d'armes révolutionnaires risque de n'être que pure spéculation faute de faisceaux d'études rigoureuses et d'analyses de programmes. Toutefois, nous sommes convaincus que, au cours du temps, le programme que nous préconisons exigera des budgets grosso modo équivalents à ceux qu'imposerait le financement de l'ensemble des forces proposé par l'Étude Quadriennale de Défense, à savoir 3,5 à 3,8 % du PNB. Une planification sensée augmenterait annuellement de 15 à 20 milliards de dollars le total des dépenses de défense au cours des prochaines années budgétaires. Ceci aurait pour résultat une augmentation maximale de 75 à 100 milliards de dollars sur cette période, soit une faible proportion de l'accroissement budgétaire de 700 milliards que l'on envisage aujourd'hui pour la même période. Nous estimons qu'il faudrait que le nouveau Président engage son administration dans une planification visant à atteindre ce niveau de dépenses en quatre ans.

En termes plus simples, notre intention est de fournir suffisamment de forces pour faire face aux missions actuelles avec autant d'efficacité que possible tout en préparant les armées américaines aux missions qui seront vraisemblablement les leurs à l'avenir. Ainsi, les programmes de défense décrits plus haut conserveront la structure actuelle des armées tout en améliorant leur aptitude opérationnelle en les mettant en meilleure posture face à leurs missions actuelles et en procédant à des investissements choisis en vue de leur modernisation. Dans le même temps, nous souhaitons transférer les efforts de recapitalisation de la défense visant à l'adaptation des armées pour les décennies à venir. À raison de 4 centimes par dollar prélevé sur la richesse nationale américaine, il s'agit d'un programme à la portée de nos finances.

Il s'agit aussi d'un programme avisé. Seuls un tel positionnement des forces, une telle organisation des armées et un tel niveau de dépenses de défense pourront garantir aux États-Unis et à leurs dirigeants la disposition de l'éventail de moyens

militaires permettant de faire face aux exigences stratégiques de la seule superpuissance mondiale.

Préserver la paix américaine exige que l'armée américaine entreprenne aujourd'hui un large éventail de missions et relève à l'avenir divers défis, mais on ne peut abandonner ces missions sans compromettre la domination américaine et l'ordre bienveillant qu'elle assure. Voici le choix devant lequel nous nous trouvons. Il ne s'agit pas de choisir entre

la prééminence d'aujourd'hui et celle de demain. Nous n'exercerons pas la domination mondiale pour notre bon plaisir quand l'envie nous en prendra ou lorsque les fondements de notre sécurité nationale seront en cause. Ce serait alors trop tard. Il s'agit plutôt de savoir si oui ou non nous allons conserver la prééminence américaine, si oui ou non nous allons assurer la domination géopolitique mondiale des États-Unis et préserver la paix américaine.

LES PARTICIPANTS AU PROJET

Roger Barnett

École de guerre navale des États-Unis

Alvin Bernstein

Université de la défense nationale(États-Unis)

Stephen Cambone

Université de la défense nationale

Eliot Cohen

École Nitze d'études supérieures internationales, université John Hopkins

Devon Gaffney Cross

Forum des donateurs pour les affaires internationales

Thomas Donnelly

Project for the New American Century

David Epstein

Cabinet du ministre de la Défense, évaluations du Net

David Fautua

Lieut. Colonel, armée de Terre

Dan Goure

Centre d'études internationales et stratégiques

Donald Kagan

Université de Yale

Fred Kagan

Académie militaire de West Point

Robert Kagan

Fondation Carnegie pour la paix internationale

Robert Killebrew

Colonel en retraite (États-Unis)

William Kristol

Hebdomadaire The Weekly Standard

Mark Lagon

Commission des Affaires étrangères du Sénat

James Lasswell

Société GAMA

I. Lewis Libby

Dechert Price & Rhoads

Robert Martinage

Centre d'évaluations stratégiques et budgétaires

Phil Meilinger

École de guerre navale des États-Unis

Mackubin Owens

École de guerre navale des États-Unis

Steve Rosen

Université Harvard

Gary Schmitt

Project for the New American Century

Abram Shulsky

The RAND Corporation

Michael Vickers

Centre d'évaluations stratégiques et budgétaires

Barry Watts

Société Northrop Grumman

Paul Wolfowitz

École Nitze d'études supérieures internationales, université John Hopkins

Dov Zakheim

Société System Planning

Les personnes citées dans la liste ci-dessus ont pris part à l'une au moins des réunions du projet ou ont fourni un écrit pour servir de base aux débats. Ce rapport est le fait du seul Projet pour le Nouveau Siècle Américain et n'exprime pas nécessairement l'opinion des participants au projet ou des institutions auxquelles ils appartiennent.

Fin du document du PNAC.

LA LISTE RÉELLE DES SIGNATAIRES

Les pages qui suivent sont une mise au point en ce qui concerne la liste des concepteurs du document du PNAC. La liste ci-dessous ne reprend que les noms des signataires initiaux du document, c'est-à-dire ceux de gens qui ont pris part aux réflexions et débats de ce qui allait être une doctrine de la politique de la nouvelle équipe qui devait arriver aux affaires.

Elle vient d'une autre source que le document du PNAC dont le texte intégral est traduit ci-dessus, avec la liste «retenue» des participants.

Avec beaucoup de persévérance, on peut effectivement trouver le même rapport sous la forme d'un document de travail qui a «fuité» sur le net; sans doute du fait d'un manque de prudence des rédacteurs. Le texte de ce document en format*.rtf, ne diffère pas sensiblement du document PDF que l'on trouve sans difficulté. Seules quelques coquilles ou tournures de phrases ont changé mais cela ne change rien au texte publié. C'est ce qui me conduit à penser qu'il s'agissait d'une des dernières relectures avant le bon à tirer. En revanche, la liste des signataires est très différente comme le lecteur pourra s'en rendre compte par lui-même.

On constatera que les participants à la rédaction du texte paru en septembre 2000 ne sont pas tous répertoriés dans la liste que fournissent les rédacteurs dans le document de travail. On remarquera aussi que certains des noms que mentionne la liste annexée au rapport ne font pas partie des signataires initiaux. Tout laisse à penser que certains des vrais signataires ont préféré ne pas apparaître parmi les auteurs du document rendu public. Le fait qu'on ait apparemment ajouté les noms de gens qui n'ont pas été signataires initiaux pourrait laisser penser qu'on a voulu gonfler une liste devenue trop mince du fait de la «modestie» des autres...

La qualité des personnalités ayant effectivement participé à l'élaboration de ce document d'importance capitale est éloquente. Les CV succincts qui accompagnent les noms viennent de sources publiques et autorisées, comme les biographies officielles que l'on peut trouver sur l'Internet, soit sur les sites personnels des personnes concernées, soit sur les sites des organismes qui les emploient ou les ont employées.

Les commentaires qui accompagnent cette liste de personnalités datent de la fin 2007.

Personnel

Les vingt-cinq signataires initiaux du document étaient :

- **Elliott Abrams**, ancien adjoint au secrétaire d'État de l'ère Reagan, responsable des affaires interaméricaines. Lors du scandale de l'Irangate, Abrams a plaidé coupable pour deux incartades consistant en des mensonges devant le Congrès, mais a été ensuite amnistié par l'administration Reagan. Il est devenu par la suite président du Centre d'Éthique et de Politique Publique. Il est actuellement membre du Conseil national de sécurité de Bush.
- **Gary Bauer**, candidat républicain aux élections présidentielles de 2000, il est actuellement président de l'association *American Values* (les Valeurs de l'Amérique)
- **William J. Bennett**, haute personnalité de l'administration Reagan¹, a servi sous la présidence de Reagan puis la première administration Bush comme ministre de l'Éducation. Après avoir quitté sa charge gouvernementale, Bennet est devenu un « ami distingué » de la fondation conservatrice Héritage, a co-fondé le mouvement *Empower America* (Pour une Amérique puissante) et s'est autoproclamé expert en moralité en écrivant son livre *The Book of Virtues* (Le Livre des vertus).
- **Jeb Bush**, frère du Président George Walker Bush. Au moment de la fondation du PNAC, Jeb Bush s'est présenté aux élections sénatoriales en Floride. Il a été élu à ce poste qu'il tient encore aujourd'hui. (2008)
- **Dick Cheney**, ancien directeur de cabinet de la Maison Blanche sous Gerald Ford, six fois membre du Congrès et secrétaire d'État du premier Président Bush, il était président de la section pétrolière du gigantesque groupe de logistique et de services *Halliburton* au moment de la fondation du PNAC. Il est ensuite devenu vice-président des États-Unis sous la présidence de G.W. Bush.
- **Eliot A. Cohen**, professeur d'études stratégiques à l'université John Hopkins.
- **Paula Dobriansky**, vice-présidente et directrice du bureau de Washington du Conseil des Relations internationales. Mme Dobriansky travaille actuellement dans l'administration Bush comme sous-secrétaire d'État pour les affaires mondiales.
- **Steve Forbes**, éditeur, milliardaire et candidat aux élections présidentielles de 1996 et 2000. Forbes a également activement fait campagne pour le compte de l'association « Flat Tax » qui militait pour réduire le poids des impôts fédéraux sur les gens aisés comme lui-même.
- **Aaron Friedberg**, professeur de sciences politiques et de relations internationales au Centre d'études internationales, directeur du Programme de recherches sur la sécurité internationale de l'école Woodrow Wilson de l'Université de Princeton.

¹ Le terme du document en anglais est Drug Czar (baron de la drogue). Aux États-Unis, il s'agit d'un surnom donné aux « apparatchiks » des administrations, Carter ou Reagan, notamment. (NdT).

- **Francis Fukuyama**, auteur de *The End of History and the Last Man*
[La fin de l'histoire et le dernier homme],
doyen de la faculté Bernard L Schwartz où il enseigne l'économie politique
- **Frank Gaffney**, – éditorialiste conservateur.
Fondateur et président du Centre pour une politique de sécurité, à Washington D.C.
Site Internet <http://www.centerforsecuritypolicy.org>
- **Fred C. Ikle**, «Membre distingué» du Centre d'études stratégiques et internationales.
- **Donald Kagan**, professeur d'histoire et de culture classique à l'université de Yale,
auteur de plusieurs livres parmi lesquels :
While America Sleeps: Self-Delusion [Quand l'Amérique dort : une auto-illusion],
Military Weakness, and the Threat to Peace Today [La faiblesse militaire et la menace d'aujourd'hui contre la paix],
A Twilight Struggle: American Power and Nicaragua, 1977-1990
[Une guerre entre chien et loup : la puissance américaine et le Nicaragua de 1977 à 1990],
et *The Origins of War and the Preservation of Peace*
[Des origines de la guerre et de la préservation de la paix].

Kagan est également un membre important de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, éditorialiste actif au *Weekly Standard* et au *Washington Post*, membre du Conseil pour les relations internationales et collègue de Alexander Hamilton en Histoire diplomatique de l'Amérique à l'Université Américaine. Expérience politique : on le trouve comme adjoint au rédacteur en chef de *the Public Interest* [le bien public] en 1981, assistant spécial du directeur adjoint de l'agence d'information des États-Unis en 1983, conseiller en politique internationale du parlementaire Jack Kemp en 1983, rédacteur des discours du Secrétaire d'État George P. Schultz en 1984 et 1985, membre de l'équipe de la planification de la doctrine au département d'État de 1984 à 1985, et de 1985 à 1988, il est Adjoint à la doctrine au bureau des affaires interaméricaines du département d'État.

- **Zalmay Khalilzad**, Américain d'origine afghane, il est le seul musulman du groupe de signataires et le seul non américain de naissance. Khalilzad a été nommé envoyé spécial de l'administration Bush en Afghanistan après la chute du régime des Taliban ainsi que l'envoyé spécial auprès de l'opposition iraquienne à Saddam Hussein. Khalilzad a écrit sur la Guerre de l'Information. En 1996, avant l'arrivée au pouvoir des Taliban, il a servi auprès de la Compagnie pétrolière UNOCAL comme expert en « analyse des risques » à propos du projet d'oléo- gazoduc à travers l'Afghanistan et le Pakistan.
- **William Kristol**, président du PNAC, il est aussi rédacteur en chef au *Weekly Standard*, revue politique installée à Washington. Ses engagements antérieurs : sous l'administration Reagan, il a enseigné les sciences politiques à l'université de Pennsylvanie et l'école d'administration Kennedy de l'université de Harvard ; toujours sous l'administration Reagan, il a été directeur de cabinet du ministre de l'éducation William J. Bennett ; ensuite il a été directeur de cabinet du vice-président J. Danforth Quayle en enfin directeur du Projet sur l'avenir du parti républicain.
- **I. Lewis Scooter Libby**, directeur de cabinet du Vice-président Dick Cheney.

- **Norman Podhoretz**, membre important de l'*Hudson Institute* et auteurs d'œuvres comme *Patriotism and its Enemies* [Le patriotisme et ses ennemis].
- **J. Danforth Quayle**, dit « Dan Quayle », ancien Vice-président auprès du président George Herbert Walker Bush (Bush 1er) et lui-même candidat aux élections présidentielles de 1996.
- **Peter W. Rodman**, a servi au département d'État et au Conseil National de Sécurité sous les présidents Ronald Reagan et George Bush (le premier); en 2001, il devient sous-secrétaire à la défense chargé des affaires de sécurité internationale sous la deuxième administration Bush & C°.
- **Stephen P. Rosen**, a été nommé titulaire de la chaire de sécurité nationale et d'affaires militaires du Centre Michael Kaneb de l'université de Harvard.
- **Henry S. Rowen**, était président de la Rand Corporation de 1967 à 1972. De 1981 à 1983, il a servi comme président du Conseil national du renseignement sous les présidents Reagan et Bush (le premier). De 1989 à 1991, il est secrétaire adjoint à la défense pour les affaires de sécurité internationale. Il est actuellement « membre distingué » de l'Institut Hoover sur la Guerre, la Révolution et la Paix.
- **Donald H. Rumsfeld**, a servi sous le président Gerald Ford comme chef de l'intérim après la démission de Richard Nixon. Il est ensuite devenu le directeur de cabinet de Ford puis son ministre de la défense de 1974 à 1975. Il a ensuite été PDG de la Compagnie *General Instrument*, puis président du directoire de la société pharmaceutique *Gilead Sciences*. En 1998, il est désigné comme président de la commission bipartite américain sur la menace par les missiles balistiques. Il est à nouveau ministre de la défense du président George W. Bush.
- **Vin Weber**, ancien parlementaire républicain du Minnesota, on le connaît maintenant comme lobbyiste très bien introduit qui a travaillé pour des sociétés comme *AT&T* (téléphonie et télécommunications) *Lockheed Martin* (aéronautique civile et militaire) et *Microsoft*. Weber est aussi vice-président de l'association *Empower America* et ancien membre de la Fondation pour le Progrès et la Liberté.
- **George Weigel**, religieux catholique romain et commentateur politique, est « membre important » du Centre d'éthique et de politique publique.
- **Paul Dundes Wolfowitz**, ancien doyen et professeur de relations internationales à l'école Paul H. Nitze d'études supérieures internationales de l'université John Hopkins. Il est devenu l'adjoint du ministre de la défense de George W. Bush en 2001. Poussé à la démission après le fiasco en Iraq et les scandales qui y sont liés, il a été nommé président de la Banque mondiale, poste qu'il a dû quitter au bout de quelques mois à la suite d'un nouveau scandale, de népotisme, cette fois

